L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

LETTRE DE M. ÉMILE BOUTROUX

Je remercie bien sincèrement M. Émile Boutroux de la lettre qu'il a bien voulu m'écrire, et les lecteurs de la *Revue* s'associeront à ma gratitude, car la lettre s'adresse aussi à eux. Nul ne pouvait parler de l'Allemagne avec plus d'autorité que M. Boutroux : nul en effet ne connaît mieux que lui celle d'hier et celle de maintenant et n'est mieux à même d'établir entre l'une et l'autre une comparaison qui est pour l'Allemagne prussianisée d'aujourd'hui un jugement et une condamnation. La violence, la brutalité, la barbarie dont elle nous donne l'effrayant spectacle jaillissent sans doute spontanément des instincts les plus profonds de la race; mais l'homme éprouve toujours le besoin de justifier sa conduite, et les Allemands sont de trop grands philosophes pour n'avoir pas cherché la justification de la leur dans un système scientifique, où ces doctrinaires d'un nouveau genre ont trouvé un encouragement à y persévérer sans aucun mélange de scrupule ni de pitié. M. Boutroux nous explique, nous fait comprendre le détestable sophisme qui, après avoir perverti l'âme allemande tout entière, a fait d'une nation que nos grands-pères ont admirée et aimée une création contre nature et, dans le sens latin du mot, un monstre dont l'égoïsme implacable pèse lourdement sur le monde. Mais nous laissons la parole à M. Boutroux.

FRANCIS CHARMES.

A Monsieur le Directeur de la Revue des Deux Mondes.

Paris, 28 septembre 1914.

Monsieur le Directeur et cher Confrère,

Vous me faites l'honneur de me demander si, ayant vécu en Allemagne, ayant étudié quelques parties de la philosophie et

de la littérature allemandes, je ne serais pas en mesure de vous soumettre, touchant la guerre actuelle, quelques observations. Je vous avoue que les paroles et même les pensées me paraissent bien peu de chose en ce moment; que, comme tous les Français, je suis tout entier à la tâche présente, que tout mon intérêt va à notre généreuse et admirable armée, et que mon unique souci est de participer, fût-ce de la manière la plus modeste, à l'œuvre nationale. Il est vrai que, malgré que j'en aie, mille souvenirs, mille réflexions se pressent dans mon esprit. L'idée ne me fût pas venue de m'y arrêter et de les exprimer par écrit. Mais j'aurais mauvaise grâce à décliner votre aimable invitation. Vous voudrez bien supprimer ce qui, parmi les idées que je vais jeter sur le papier, est dénué d'intérêt.

***

Comment, en présence d'événemens tels que ceux qui se passent sous nos yeux, conserver sa liberté d'esprit? Voilà donc, sommes-nous contraints de nous dire, ce qui est sorti de ce développement philosophique, artistique, scientifique, dont le monde proclamait la grandeur et le caractère idéaliste! Voilà donc ce qu'il avait dans le ventre, ce barbet infernal, dit Faust voyant se muer en Méphistophélès le chien qui jouait à ses côtés. Quoi! avoir déclaré insuffisante et médiocre la morale des Platon et des Aristote, avoir prêché le devoir pour le devoir, avoir établi la suprématie inconditionnée de la valeur morale, la royauté de l'esprit, pour aboutir à déclarer officiellement qu'un engagement qu'on a soi-même signé n'est qu'un chiffon de papier, et que les lois juridiques ou morales ne comptent pas, quand elles nous gênent et que nous sommes les plus forts! Avoir fait entendre au monde une musique merveilleuse, où l'on croyait discerner les plus pures et les plus profondes aspirations de l'âme, avoir érigé l'art et la poésie en une sorte de religion, où l'homme communie avec l'Éternel par le culte de l'idéal, avoir exalté, comme la plus sublime des créations humaines, les Universités, temples de la science et de la liberté intellectuelle, pour en arriver à bombarder Louvain, Malines et la cathédrale de Reims! Avoir assumé le rôle de représentant par excellence de la culture, de la civilisation sous sa forme la plus haute; et, finalement, prendre pour but l'asservissement du monde, et tendre à ce but par le déchaînement méthodique

et sans frein des forces brutes, de la méchanceté, de la barbarie! Se vanter de réaliser la forme la plus élevée de la nature humaine, et se révéler comme les survivans des Huns et des Vandales!

Hier encore, l'Allemagne était, dans le monde, redoutée, certes, pour sa puissance, mais estimée pour sa science et son patrimoine d'idéalisme. Aujourd'hui, c'est, contre elle, d'un bout à l'autre de la terre, un même cri de réprobation et d'horreur. La peur est vaincue par l'indignation. De toutes parts on dit tout haut que la victoire de l'impérialisme et du militarisme allemands serait le triomphe du despotisme, de la brutalité, de la barbarie. Ces idées nous sont exprimées par des Américains du Nord et du Sud, par des Espagnols, par des Portugais, par des Italiens, par des Grecs, par des Suisses, par des Roumains, etc. La nation qui a brûlé l'Université de Louvain et la cathédrale de Reims s'est déshonorée.

Que penser du prodigieux contraste qui se manifeste entre la haute culture de l'Allemagne, et la fin qu'elle vise comme les moyens qu'elle emploie, dans la guerre actuelle? Suffit-il, pour expliquer ce contraste, d'alléguer que, malgré toute leur science, les Allemands ne sont, au fond, que peu civilisés, qu'au XVIe siècle ils étaient encore grossiers et incultes, et que leur science, affaire de spécialistes et d'érudits, n'a pu pénétrer leur âme et influer sur leur caractère?

Cette explication est justifiée. A part, certes, de notables exceptions, considérez, à la brasserie, dans les relations de la vie ordinaire, dans ses divertissemens, ce savant professeur, qui excelle à découvrir et à rassembler tous les matériaux d'une étude, et à en faire sortir, par des opérations mécaniques, et sans le moindre appel au jugement et au bon sens vulgaire, des solutions appuyées toutes sur des textes et des raisonnemens. Quelle disproportion, souvent, entre sa science et son degré d'éducation! Quelle vulgarité de goûts, de sentimens, de langage, quelle brutalité de procédés chez cet homme, dont l'autorité est inviolable dans sa spécialité! Transportez cet érudit, de sa chaire d'université, sur cette scène de la guerre où la force est à même de régner seule, et où les appétits les plus grossiers ont licence de se déchaîner : il n'est pas très surprenant que sa conduite se rapproche de celle des sauvages et des primitifs.

Ainsi en juge-t-on couramment, et non sans raison. Le savant et l'homme, chez l'Allemand, ne sont que trop souvent étrangers l'un à l'autre. Cette explication, toutefois, est insuffisante. Ce n'est pas seulement par suite d'une explosion de sa nature, demeurée grossière et violente, que l'Allemand, à la guerre, est inhumain; c'est par ordre. La brutalité est ici calculée et systématisée; c'est la vérification de ce mot de La Harpe : « Il y a une barbarie savante. » Lorsque l'Empereur allemand harangua, en 1900, ses soldats partant pour la Chine, il leur recommanda de ne rien laisser subsister derrière eux, et de se comporter comme des Huns.

Si donc les Allemands, dans la manière dont ils ont préparé et provoqué et dont ils conduisent cette guerre, violent, sans scrupule aucun, les lois du monde civilisé, ce n'est pas malgré leur culture supérieure, c'est en vertu de cette culture même. Ils sont barbares parce qu'ils sont supérieurement civilisés. Comment une telle réunion d'élémens contradictoires, une telle synthèse est-elle possible?

* * *

Dans les fameux *Discours à la Nation allemande* que Fichte prononça à l'Université de Berlin pendant l'hiver de 1807-1808, le philosophe se donne le thème suivant : relever la nation allemande, en l'amenant à prendre conscience d'elle-même, c'est-à-dire de sa pure essence germanique *(Deutschheit)*, afin de réaliser, quand il sera possible, cette essence au dehors, et de la faire régner sur le monde. L'idée générale qui doit guider l'Allemagne dans l'accomplissement de cette double tâche est la suivante : l'Allemand est à l'étranger comme le bien est au mal.

L'appel de Fichte fut entendu. Pendant le siècle qui suivit, l'Allemagne, d'une manière de plus en plus précise et pratique, d'une part, constitua la théorie du germanisme, ou *Deutschtum*, d'autre part prépara la domination du germanisme dans le monde.

Cette notion du germanisme fournit, si je ne me trompe, le principe de la déduction que je voudrais tenter, je veux dire l'explication de la solidarité inattendue que les Allemands établissent entre la culture et la barbarie.

Il serait intéressant d'approfondir cette notion et d'en suivre le développement.

Et d'abord, comment un peuple peut-il en venir à revendiquer pour ses idées, pour sa vertu, pour ses œuvres, non seulement le droit d'exister et d'être respectées par les autres peuples, mais le privilège d'être seules l'expression du vrai et du bien, tandis que tout ce qui émane des autres peuples ne représenterait que l'erreur et le mal?

Le philosophe Fichte, après avoir constitué son système sous l'influence de Kant et des idées françaises, notamment sous l'influence de Rousseau, de qui il disait : « Paix à sa cendre, car il a agi! », ne crut pouvoir mieux faire, pour réconforter l'âme allemande après Iéna, que de lui persuader qu'en elle-même et en elle seule se trouvait, avec le sens de l'idéal, la puissance de réaliser cet idéal dans le monde. Parti d'une certaine notion de l'absolu, il trouva, après Iéna, que cette notion même faisait précisément le fond du génie allemand.

Bientôt cette méthode mystique se confondit avec une méthode plus concrète, mieux adaptée à l'esprit positif des générations modernes. La science où se rejoignent toutes les connaissances et idées qui concernent la vie humaine est l'histoire. A cette science notre époque a voué un véritable culte. Or les Allemands ont tiré de l'histoire deux enseignemens de la plus haute importance. Le premier, c'est que l'histoire n'est pas seulement la suite des événemens qui marquent la vie de l'humanité : c'est le jugement de Dieu touchant les compétitions des peuples. Tout ce qui est veut être et durer, et lutte pour s'imposer. L'histoire nous dit quels sont les hommes et les choses que la Providence a élus. Le signe de cette élection, c'est le succès. Subsister, grandir, vaincre, dominer, c'est prouver qu'on est le confident de sa pensée, le dispensateur de sa puissance. Si quelque peuple apparaît comme désigné par l'histoire pour dominer les autres, c'est que ce peuple est le lieutenant de Dieu sur la terre, Dieu même, visible et tangible pour ses créatures.

Le second enseignement que l'érudition allemande a tiré de l'étude de l'histoire, c'est que l'existence actuelle d'un peuple chargé de représenter Dieu n'est pas un mythe, qu'un tel peuple existe, et que le peuple allemand est ce peuple. Depuis la victoire remportée sur Varus par Hermann (Arminius), dans la forêt de Teutoburg en l'an IX après Jésus-Christ, la volonté de Dieu est évidente. Tout le moyen âge en est la démonstration,

et si, dans les temps modernes, l'Allemagne a paru s'effacer, c'est qu'elle se recueillait pour reprendre des forces et frapper plus fort. Quand elle n'était pas ostensiblement la première, elle l'était virtuellement. C'est en 1841 que Hoffmann von Fallersleben composa le chant national : *Deutschland über alles, über alles in der Welt* : l'Allemagne au-dessus de tout, au-dessus du monde entier, l'Allemagne s'étendant de la Meuse au Niémen, de l'Adige au Belt.

Non seulement l'Allemagne est l'élue de la Providence, mais elle est seule élue, et les autres nations sont réprouvées. Le signe de son élection est l'anéantissement des trois légions de Quinctilius Varus; et sa tâche est de se venger éternellement de l'insolence du général romain. « Nous partons pour livrer la bataille de Hermann, et nous voulons nous venger : » *und wollen Rache haben;* ainsi s'exprime le célèbre chant national : *Der Gott, der Eisen wachsen liess.*

C'est en antagonisme avec la civilisation gréco-romaine que s'est développée la civilisation allemande. Adopter celle-ci, c'était, de la part de Dieu, rejeter celle-là. Donc la conscience allemande, réalisée sans entraves dans toutes ses puissances, n'est autre chose que la conscience divine. *Deutschtum* = Dieu, et Dieu = *Deutschtum*. Dans la pratique, il suffit qu'une idée soit authentiquement allemande, pour que l'on puisse et doive conclure qu'elle est vraie, qu'elle est juste et qu'elle doit prévaloir.

En quoi consiste, maintenant, dans ses dogmes essentiels, cette vérité, qui est allemande parce qu'elle est vraie, et qui est vraie parce qu'elle est allemande? C'est ce que nous expliquent, plus clairement qu'on a coutume de le dire, les métaphysiciens allemands. Le premier devoir de cette vérité, c'est d'être opposée à ce que la pensée classique ou gréco-latine reconnaît comme vrai. Celle-ci s'est appliquée à discerner ce qui, dans l'homme, est proprement humain, et rend l'homme supérieur aux autres êtres, et à chercher les moyens de faire prévaloir de plus en plus, dans la vie humaine, l'élément supérieur sur l'élément inférieur, la raison sur l'impulsion aveugle, la justice sur la force, la bonté sur la méchanceté. Elle s'est donné comme tâche de créer, dans le monde, une force morale capable de gouverner et d'humaniser les forces matérielles. A cette doctrine, qui avait

l'homme pour centre et qui était essentiellement humaine, la pensée allemande s'oppose comme l'infini au fini, l'absolu au relatif, le tout à la partie. Les disciples des Grecs n'avaient à leur disposition d'autre lumière que celle de la raison humaine : le génie allemand possède une raison transcendante qui pénètre les mystères de l'absolu et du divin. Or ce que découvre cette raison surhumaine, c'est que le non-être, la matière, le mal ont été, à tort, par la raison classique, dépouillés de leur valeur et de leur dignité, au profit de l'être, de l'intelligence et du bien. Que serait la lumière, sans l'ombre sur quoi elle se détache? Comment le moi pourrait-il se poser, s'il n'y avait quelque part un non-moi auquel il s'oppose? Le mal n'est pas moins indispensable que le bien dans la transcendante symphonie du tout.

Il y a plus : ce peut être une satisfaction pour un gréco-latin, entêté de sa logique médiocre, de prononcer : le bien est bien, le mal est mal. Mais ces formules naïves sont contraires à la vérité en soi. Le bien, par lui-même, est absolument impuissant à se réaliser : il n'est qu'une idée, une abstraction. C'est au mal seul qu'appartient la puissance, la faculté de création. En sorte que, si le bien doit être réalisé, ce ne peut être que par le mal, et par le mal entièrement livré à lui-même. Dieu ne peut être que s'il est créé par le diable. Et ainsi, en un sens, le mal est bon, et le bien est mauvais. Le mal est bon parce qu'il crée, le bien est mauvais parce qu'il est impuissant.

La loi suprême et véritablement divine, c'est précisément que le mal, livré à lui-même, le mal en tant que mal, donne naissance au bien, lequel, à lui seul, n'aurait jamais pu, d'idéal, devenir réel. Je suis, dit Méphistophélès, une partie de cette force qui toujours veut le mal et qui toujours crée le bien. Tel est l'ordre divin : qui prétend faire le bien par le bien ne fera que du mal. Ce n'est qu'en déchaînant les puissances du mal qu'on a chance de réaliser quelque bien.

De ces principes métaphysiques, les questions que soulève l'idée de civilisation reçoivent des solutions remarquables.

Qu'est-ce que la civilisation, au sens allemand et véritable de ce mot?

Les nations en général, en particulier les nations latines, placent l'essence de la civilisation dans l'élément moral de la vie humaine, dans l'adoucissement des mœurs. A ceux qui entendent ainsi la culture humaine, les germanisans appliqueraient

volontiers ces mots, que l'on lit dans le *Brand* d'Ibsen : « Vous voulez de grandes choses, mais vous manquez d'énergie : alors vous demandez le succès à la douceur et à la bonté. » Selon la pensée germanique, la douceur et la bonté ne sont que faiblesse et impuissance. Seule, la force est forte ; et la force par excellence, c'est la science, laquelle, mettant à notre disposition les puissances de la nature, multiplie notre force à l'infini. C'est donc la science qui doit être l'objet principal de nos efforts. De la science et de la culture de l'intelligence scientifique résultera nécessairement, par l'effet d'une grâce divine, le progrès de la volonté et de la conscience, ce qu'on appelle le progrès moral. C'est en ce sens que Bismarck disait : « L'imagination et le sentiment sont à la science et à l'intelligence ce que l'ivraie est à la bonne herbe. L'ivraie menace d'étouffer la bonne herbe, c'est pourquoi on la coupe et on la brûle. » La vraie civilisation est une éducation virile, visant à la force et employant la force. Une civilisation qui, sous prétexte d'humanité et de politesse, énerve et amollit l'homme, ne convient qu'à des femmes et à des esclaves.

Est-ce à dire que la notion de droit, qu'invoquent les hommes pour protester contre la force, n'ait, en réalité, aucun sens, et qu'un peuple hautement civilisé s'en désintéresse ?

Il importe de bien entendre le rapport qui existe entre la notion de droit et la notion de force. La force n'est pas le droit. Toutes les forces existantes n'ont pas un droit égal à subsister. Les forces médiocres ne participent, en effet, que faiblement de la force divine. Mais, à mesure qu'une force est plus considérable, elle est plus noble. Une force universellement victorieuse et toute-puissante ne ferait qu'un avec la force divine, et, par conséquent, devrait être obéie et honorée au même titre que cette force même. La justice et la force se touchent donc en un point, et en un point seulement, là où l'une et l'autre sont absolues.

Justice et force appartiennent, d'ailleurs, à deux mondes différens, le naturel et le spirituel. De celui-ci, celui-là est le phénomène et le symbole. Nous vivons, nous, dans le monde des symboles, et ainsi la force prépondérante est, pour nous, l'équivalent visible et pratique du droit.

Il est donc puéril d'admettre l'existence d'un droit naturel, inhérent aux individus ou aux nations, et manifesté par leurs

aspirations, leurs vœux, leurs sympathies, leurs volontés. Les droits des peuples doivent être déterminés d'après une méthode purement objective.

Or, en ce sens, les peuples se distinguent en *Naturvölker*, *Halbkulturvölker* et *Kulturvölker* : peuples à l'état de nature, peuples à demi-cultivés, peuples cultivés. Ce n'est pas tout : il y a des peuples qui sont simplement cultivés, *Kulturvölker*, et des peuples qui sont entièrement cultivés, *Vollkulturvölker*. Or, c'est le degré de la culture qui détermine celui du droit. En face des *Kulturvölker*, les *Naturvölker* n'ont point de droits, ils n'ont que des devoirs : devoirs de soumission, de docilité, d'obéissance. Et, s'il existe un peuple méritant, plus que tous les autres, le titre de *Vollkulturvolk*, peuple de culture complète, à ce peuple appartient, sur la terre, la suprématie. Il a pour mission de courber tous les autres peuples sous le joug de sa toute-puissance, corrélative à sa culture supérieure.

Telle est l'idée de la nation-maîtresse. La dialectique démontre que cette nation ne doit pas être simplement un type abstrait, mais qu'elle doit nécessairement se réaliser dans notre monde. En effet, l'esprit, forme suprême de l'être, veut nécessairement être, et, comme il est infini, il ne peut être réalisé qu'au moyen d'une force infinie elle-même. La nation capable d'imposer sa volonté à tous est l'instrument nécessaire de la volonté divine, en tant que celle-ci veut exaucer la prière évangélique : Père, que ton règne arrive, que ta volonté se réalise sur la terre, comme elle est accomplie au ciel!

Comme il faut, dans le monde, une nation-maîtresse, ainsi faut-il des nations subordonnées. Il n'y a pas de oui efficace sans un non décidé. Le moi, dit Fichte, est effort; donc il suppose quelque chose qui lui résiste, à savoir : cela même que nous appelons la matière. La nation-maîtresse commande : donc il doit exister des nations faites pour lui obéir. Il faut même que ces nations, qui sont, à la nation-maîtresse, ce que le non-moi est au moi, résistent à l'action de cette nation supérieure. Car cette résistance est nécessaire pour permettre à celle-ci de développer et déployer ses forces et de devenir pleinement elle-même, c'est-à-dire de devenir le tout, en s'enrichissant des dépouilles de tous ses ennemis.

Ainsi se définit, par une déduction transcendantale, la nation idéale, et cette même déduction nous conduit à affirmer que

cette nation doit être, non seulement une idée, mais une réalité. Or, il est évident que cette réalisation de la nation idéale s'opère sous nos yeux dans la nation allemande, qui représente la race la plus haute de la création, et qui l'emporte sur toutes les autres nations en science et en puissance. C'est à elle, et à elle seule, qu'incombe la tâche d'accomplir sur la terre l'œuvre de Dieu.

Pour y réussir, quels moyens doit-elle employer?

Elle doit d'abord prendre pleinement conscience de sa supériorité et de son génie propre. Rien de ce qui est allemand ne se retrouve, avec la même excellence, dans les autres nations. Les femmes allemandes, la fidélité allemande, le vin allemand, la chanson allemande tiennent dans le monde le premier rang. Pour combattre Satan, c'est-à-dire les ennemis de l'Allemagne, les Allemands ont à leur service le vieux Dieu, le dieu allemand, *dèr alte, der deutsche Gott*, qui identifie sa cause avec la leur. Et, de même que tout ce qui est allemand est, par là même, unique et inimitable, de même, réciproquement, tout ce que le monde offre d'excellent appartient à l'Allemagne, de fait ou de droit. Rembrandt, Shakspeare, Ibsen, sont Allemands; seul un cerveau allemand peut les comprendre et a le droit de les admirer. Il est douteux que Jeanne d'Arc, cette sublime héroïne, soit Française, de savans travaux allemands concluent à sa nationalité allemande. Si les Alsaciens et les Lorrains sont fidèles à la France, cela même prouve qu'ils doivent être sujets allemands, car la fidélité est une vertu allemande.

Comme l'Allemagne possède, en principe, toutes les vertus, toutes les perfections, elle se suffit, et ne saurait rien apprendre des autres peuples. A plus forte raison n'a-t-elle, à leur égard, aucun devoir de respect ou de bienveillance. Ce qu'on appelle humanité est dénué de sens pour l'Allemand, qui a conscience d'être, lui-même, l'homme par excellence. Le mot de Guillaume II : « L'humanité, pour moi, finit aux Vosges, » n'est pas seulement un témoignage d'égoïsme national. L'Empereur allemand sait que ce qui est actuellement hors de son empire n'acquerra de valeur que quand il y sera annexé.

Comment doit se comporter l'Allemagne à l'égard des autres nations?

Il y a des peuples qui souhaitent de se faire aimer, qui

croient qu'entre les nations comme entre les individus la politesse peut trouver place, et que ce serait un progrès pour l'humanité d'admettre que la justice et l'équité peuvent régler les relations internationales. Mais l'Allemand, à l'égard des autres nations, n'a pas à tenir compte de la justice; il n'a que mépris pour cette sensiblerie féminine, qui caractérise particulièrement les races latines. Le sentiment, le souci de la justice et de l'humanité est une faiblesse, et l'Allemagne est et doit être la force. *Wo Preussens Macht in Frage kommt, kenne ich kein Gesetz,* disait Bismarck : « Là où la puissance de la Prusse est en question, je ne connais pas de loi. »

L'Allemand ne demande pas qu'on l'aime. Il préfère qu'on le haïsse, pourvu qu'on le craigne. *Oderint, dum metuant.* Il ne lui déplaît pas d'être entouré d'ennemis, il voit avec satisfaction qu'au sein même de l'Empire, certaines provinces annexées ne cessent de protester contre la violence qui leur a été faite. Le moi ne se pose qu'en s'opposant. L'Allemand a besoin d'ennemis pour se maintenir dans cet état de tension et de lutte qui est la condition de la vigueur. Il applique volontiers à lui-même ce que le Seigneur Dieu dit de l'homme en général dans le Prologue du *Faust* de Gœthe : « L'activité de l'homme n'a que trop de propension à se relâcher; livré à lui-même, l'homme souhaite le repos. C'est pourquoi je lui donne pour compagnon un diable, qui l'excite et l'empêche de s'endormir. » Dans les voisins qu'elle menace, dans les sujets qu'elle opprime, l'Allemagne a la satisfaction de rencontrer ces diables providentiels dont la méchanceté stimulera son activité et sa vertu.

Non que l'Allemagne n'admette, à l'égard des autres nations, d'autre régime que celui de l'hostilité. Ce qu'elle vise, c'est la domination, seul rôle qui convienne au peuple de Dieu. Or, pour y parvenir, deux moyens s'offrent à elle. Le premier est évidemment l'intimidation, laquelle ne doit jamais se relâcher. Les faibles sont vite insolens quand on oublie de leur rappeler leur faiblesse. Il faut que les autres nations se sentent constamment menacées des pires catastrophes, si elles résistent à l'Allemagne. Mais, étant bien entendu que l'Allemagne est la plus forte, qu'elle ne cèdera rien de ce qu'elle détient, fût-ce injustement, les bons procédés, les offres de services, les marchés avantageux, non seulement pour elle-même, mais encore, à l'occasion, pour l'autre partie, peuvent être des voies plus

directes et moins onéreuses que la violence pour arriver au but. L'Allemagne sera donc, tour à tour, ou plutôt simultanément, menaçante et affable. L'amabilité elle-même peut être efficace, lorsqu'elle repose sur la haine, le mépris et la toute-puissance.

C'est donc, avant tout, la puissance qui importe. L'Allemagne doit posséder des armemens supérieurs à ceux de toutes les autres nations. La raison en est simple. L'Empire allemand est le rocher de la paix, *der Hort des Friedens*. Toutes les forces qu'il accumule ont pour objet unique d'imposer aux hommes la paix allemande, la paix divine. Puisque l'Allemagne représente la paix, quiconque s'oppose à l'Allemagne a en vue la guerre. Or, il est légitime que l'Allemagne s'arme le plus possible, parce qu'elle incarne la paix. Mais les adversaires de l'Allemagne, qui, s'opposant à l'Allemagne, s'opposent à la paix, ne sauraient avoir le même droit. L'Allemagne a le devoir de porter ses armemens au maximum. Les autres peuples n'ont le droit d'armer que dans la mesure où l'Allemagne les y autorise.

L'Allemagne ne cherche pas la guerre; elle s'efforce, au contraire, en inspirant la terreur, de la rendre impossible. Mais, si quelque nation profite, ou est susceptible de profiter de son amour de la paix pour faire valoir des droits qui la contrarient, elle se résigne à sévir. Elle est affligée de la violence qui lui est faite et des rigueurs dont il lui faudra user envers la coupable; mais, soldat de Dieu, elle ne peut faillir à sa mission. Une nation qui se refuse à faire la volonté de l'Allemagne prouve, par là même, son infériorité « culturelle, » et se rend coupable : elle doit être châtiée.

La méthode suivant laquelle l'Allemagne fera la guerre est déterminée par ces données. La guerre est le retour à l'état de nature. L'Allemagne se résout à cette rétrogradation temporaire, parce qu'elle a affaire à des peuples d'une culture inférieure, à qui il s'agit de donner une leçon, et parce qu'il importe de leur parler un langage qu'ils comprennent. Or, ce qui caractérise l'état de nature, c'est que la force y règne sans partage. Dans ce trait même réside la beauté sublime de cet état, sa grandeur et sa fécondité. Qu'on ne vienne pas nous parler de cette romanesque chevalerie qui prétendait, à la guerre, tempérer la violence des instincts malfaisans par l'intervention d'une sensiblerie féminine. La guerre est la guerre, *Krieg ist Krieg*. Ce n'est pas un jeu

d'enfans, ce n'est pas un sport où il s'agit de doser de telle manière la barbarie et l'humanité, que l'on puisse les concilier et les harmoniser. C'est la barbarie elle-même, déchaînée le plus largement, le plus loyalement possible. Il n'y a point là de perversité. L'homme en tant qu'homme souffre même, à se refaire barbare, mais l'homme qui supplée Dieu refoule les faiblesses et les répugnances de la créature. Il se soumet à la loi mystérieuse et sublime en vertu de laquelle le mal est d'autant plus bienfaisant qu'il est accompli avec plus de résolution et de plénitude. *Pecca fortiter!*

Le premier article du code de la guerre, c'est donc la suppression de tout ce qu'on appelle sensibilité, pitié, humanité. La guerre a pour but de tuer et de détruire. Plus elle détruit et tue, plus elle se rapproche de sa forme idéale. Elle est, d'ailleurs, au fond, d'autant plus humaine qu'elle est plus inhumaine, puisque la terreur même qu'inspirent ses excès la rend plus brève, et, tout compte fait, moins meurtrière.

La guerre, en second lieu, ignore nécessairement les lois morales. Le respect des lois, des traités, des conventions, la loyauté, la bonne foi, le sentiment de l'honneur, les scrupules, la noblesse d'âme, la générosité sont des entraves : le peuple-dieu n'en admet point. Il violera donc, sans hésiter, le droit des neutres, s'il y a intérêt; il usera du mensonge, de la perfidie, de la trahison. Il s'autorisera de prétextes futiles ou inventés pour commettre les actes les plus atroces : bombardement de villes ouvertes, massacres de vieillards, de femmes et d'enfans inoffensifs, supplices barbares, vol et assassinat, bestialité à l'égard des femmes, incendies scientifiquement organisés, destruction méthodique des monumens que leur antiquité, leur rôle historique, l'admiration de l'univers semblaient rendre inviolables. « On me l'a dit, il faut que je me venge, » cette raison suffit. On nous a dit que quelque habitant de cette ville ou d'une autre aurait manqué d'égards envers quelqu'un des nôtres, donc il nous faut brûler la ville et fusiller les habitans. Il s'agit, en définitive, de libérer, aussi parfaitement que possible, les énergies élémentaires de la nature, de dégager le maximum de force, et d'obtenir le maximum de résultat.

Cet effet doit, d'ailleurs, être psychologique, autant que matériel. Les actions que les hommes jugent horribles, et qui sèment l'épouvante sont des moyens recommandables, parce

qu'elles brisent les âmes, alors même que ces actions sont sans valeur au point de vue militaire.

Au reste, ce qui révolte la morale vulgaire est, au fond, conforme à la morale transcendante. Les Allemands, à la guerre, ont pour mission de punir. Ils exercent la vengeance divine, ils font expier à leurs ennemis le crime de leur résister. Que si, après qu'ils ont pris une ville, l'ennemi a l'insolence de la leur reprendre, il est juste que, dès que la chose sera possible, ils saccagent cette ville, tuent les habitans et brûlent les plus beaux monumens.

Étant donné ce problème : déchaîner le plus largement possible toutes les puissances du mal, il est clair que le peuple de culture supérieure est, mieux que tout autre, armé pour le résoudre. En effet, la science, où il excelle, offre le moyen de consacrer à la destruction et au mal toutes ces forces que la nature ne sait employer qu'à créer de la lumière, de la chaleur, de la vie et de la beauté. Le peuple-dieu allie donc le maximum de science au maximum de barbarie. La formule de son action peut être ainsi énoncée : la barbarie multipliée par la science.

Tel est le dernier mot de la fameuse doctrine désignée sous le nom de germanisme. Or, entre ces conséquences ultimes de la doctrine et les traits que présente la guerre actuelle, l'identité est évidente. Le problème qui se pose devant nous est donc résolu. Si, contre toute vraisemblance, la barbarie, chez les Allemands, coexiste avec la culture, si même elle apparaît, dans la guerre actuelle, comme liée à cette culture même, c'est que la culture allemande diffère profondément de ce que l'humanité entend par culture et civilisation. La civilisation humaine cherche à humaniser la guerre elle-même. La culture allemande tend à en accroître à l'infini, par la science, la brutalité primitive.

Tout ce qui est allemand doit être unique : les femmes, le Dieu, le vin, la loyauté. La guerre que nous font les Allemands frappe le monde d'horreur et d'épouvante, parce que c'est, dans toute la force du terme, « la manière allemande, *die deutsche Art*, la guerre allemande. »

*
* *

En même temps qu'il fait cette étonnante constatation, le monde se demande avec anxiété quels pourront être, par la

suite, ses relations avec l'Allemagne. Sciemment et systématiquement, l'Allemagne aura opposé à notre civilisation hellénique, chrétienne, humaine, la fureur dévastatrice des Huns. Il est vrai qu'après la guerre, elle alléguera qu'en agissant ainsi, elle n'a fait autre chose que se conformer, non sans douleur, aux conditions de la guerre idéale et divine, et qu'elle paraîtra disposée à pardonner à ses ennemis les rigueurs qu'elle a eu mission d'exercer contre eux. Mais le monde refusera, décidément, d'admirer cette magnanimité redoutable, qui, à la moindre velléité de résistance, se change en sauvagerie. Tout voile, aujourd'hui, est déchiré. La culture allemande est, bien réellement, une barbarie savante. Le monde, qui entend désormais secouer tout despotisme, ne pourra composer avec le despotisme de la barbarie.

Quelle déception, pourtant, et quelle douleur! Car c'est un fait que naguère l'Allemagne fut tenue pour une grande nation. Ses louanges étaient célébrées, en maint pays de solide et haute culture. C'est, il est aisé de s'en rendre compte, que la tradition allemande renfermait d'autres doctrines que celles que nous avons vues se développer sous l'influence de la Prusse. Tandis que le germanisme tel que les Prussiens le formulèrent consiste essentiellement dans le mépris des autres nations et dans la prétention de les dominer, un Leibnitz, par exemple, si estimé dans le monde latin comme dans le monde germanique, professait une philosophie qui n'appréciait l'unité que sous la forme d'une harmonie de puissances libres et autonomes. Leibnitz exaltait le multiple, le divers, le spontané. Entre les puissances rivales, il cherchait à établir des rapports qui les réconciliassent sans altérer ni diminuer la valeur et l'indépendance de l'une ou de l'autre. Tel son effort de réunion des Églises catholique et protestante. Après Leibnitz, vint Kant, qui, très Allemand à coup sûr, n'en reconnaissait pas moins avoir appris de Rousseau à honorer, par-dessus le savant qui n'a n'autre mérite que la science, l'homme du vulgaire qui, sans être savant, possède la valeur morale. Et, posant en principe que toute personne, en tant que capable de valeur morale, est respectable, il appelle les hommes à créer non une monarchie universelle et despotique, mais une république des nations où chacune possédera une personnalité, libre et indépendante.

Cette disposition à mettre la liberté avant l'unité, à respec-

ter, par conséquent, et à honorer la dignité des autres nations, en même temps que l'on sert la sienne propre, ne s'était pas éteinte en Allemagne avec Leibnitz et Kant. Permettez-moi, mon cher directeur, de vous faire part, à ce sujet, de quelques souvenirs personnels.

En janvier 1869, je fus envoyé à Heidelberg par le ministre de l'Instruction publique, Victor Duruy, pour y étudier, et pour y prendre connaissance de l'organisation des universités allemandes. L'Allemagne était pour moi le pays de la métaphysique, de la musique et de la poésie. Mon étonnement fut grand de voir qu'en dehors des cours il n'était question que de la guerre que la Prusse allait faire à la France. Invité à une soirée j'entendis chuchoter derrière moi. *Vielleicht ist er ein französischer Spion* : « C'est peut-être un espion français : » tels furent les mots que je perçus. A la brasserie un étudiant s'asseoit près de moi. Il me dit : « Nous allons vous faire la guerre; nous vous prendrons l'Alsace et la Lorraine. » La nuit, je voyais, de ma fenêtre donnant sur le Neckar, les étudians descendre la rivière, vêtus de leurs costumes corporatifs, sur un radeau illuminé, en chantant la fameuse chanson en l'honneur de Blücher, lequel « a appris aux Welsches la manière allemande. » Et, à l'Université même, les cours de Treitschke, où se pressait une foule surexcitée, n'étaient autre chose que des harangues enflammées contre les Français, des excitations à la haine et à la guerre. Voyant qu'il n'était question que de préparatifs de guerre, je revins à Paris dès les vacances de Pâques de cette année 1869, persuadé que les hostilités allaient éclater. Je retournai à Heidelberg peu de temps après, et appris à connaître d'autres personnes, d'autres centres d'idées. Je compris alors que l'opinion en Allemagne était partagée entre deux doctrines opposées. L'aspiration générale avait pour objet l'unité de l'Allemagne. Mais on ne s'entendait pas sur la manière de concevoir et de réaliser cette unité.

La thèse de Treitschke était : *Freiheit durch Einheit*, « la liberté par l'unité, » c'est-à-dire l'unité d'abord, l'unité avant tout, la liberté ensuite, plus tard, quand les circonstances permettraient d'y songer; et, pour réaliser d'emblée cette unité, qui, actuellement, importait seule, l'enrôlement de l'Allemagne sous le commandement de la Prusse, en vue d'une guerre avec la France. Or, à la formule de Treitschke s'opposait celle de Blunt-

schli : *Einheit durch Freiheit*, « l'unité par la liberté. » Cette doctrine, qui comptait alors d'éminens représentans, tendait à sauvegarder d'abord l'indépendance et l'égalité des États allemands, et ensuite à établir entre eux, sur cette base, une union d'un caractère fédératif. Et, de même qu'elle préconisait, au sein de l'Allemagne, une union sans hégémonie, de même elle concevait l'unité allemande comme devant se réaliser sans porter ombrage aux autres nations, en particulier sans menacer la France. Ce devait être l'Allemagne libre dans le monde libre.

L'Allemagne, à cette époque, était placée dans un carrefour. Suivrait-elle sa propre tendance, encore vivante chez de nombreux et nobles esprits, ou s'abandonnerait-elle totalement, pour marcher, tête baissée, dans les voies où l'avait engagée la Prusse? telle était la question. Le parti de la guerre, de l'unité comme moyen d'attaquer et de dépouiller la France, le parti prussien l'emporta, et le succès rendit sa prépondérance définitive. Depuis lors, les esprits qui ont prétendu demeurer fidèles à un idéal de liberté et d'humanité ont été, en fait, annihilés.

Reste-t-il possible que l'Allemagne, quelque jour, remonte jusqu'au carrefour où elle se trouvait encore avant 1870, et s'engage, cette fois, dans l'autre voie, celle des Leibnitz, des Kant, des Bluntschli, celle qui, d'abord, va vers la liberté des individus et des peuples et qui se dirige ensuite, seulement ensuite, vers une forme d'accord et d'harmonie où sont respectés, à titre égal, les droits de tous?

Un mot du professeur écossais William Knight me revient en ce moment à la mémoire : *The best things have to die and be reborn*, « Les meilleures choses doivent mourir et renaître. » L'Allemagne qu'a respectée et admirée le monde, l'Allemagne de Leibnitz paraît bien morte : renaîtra-t-elle?

Agréez, je vous prie, mon cher Directeur, l'assurance de mes sentimens bien cordialement dévoués.

ÉMILE BOUTROUX.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
DE L'ALLEMAGNE
APRÈS DEUX MOIS DE GUERRE

Il est très intéressant de chercher à connaître, deux mois après l'ouverture des hostilités, la situation économique de nos ennemis. Toute communication ayant cessé entre l'Allemagne et la France depuis le commencement d'août, nous en sommes, sur certains points, réduits aux conjectures. Ce n'est qu'à l'aide de dépêches arrivées aux pays neutres, d'extraits de journaux parvenus par la même voie, que nous pouvons essayer d'esquisser un tableau de ce qui se passe de l'autre côté du Rhin. Mais nous avons les élémens nécessaires pour montrer dans quel état se trouvaient, à la veille de la guerre, le budget, les banques, la circulation fiduciaire et monétaire, la bourse, le commerce, la navigation et l'industrie. Nous avons eu connaissance des principales mesures prises par le gouvernement depuis le 1er août. En étudiant les unes et les autres, nous espérons répondre à la question posée en tête de cet article.

I

En même temps que l'Allemagne décidait, au printemps de 1913, une énorme augmentation de ses forces militaires, elle faisait voter par le Parlement les ressources correspondantes. Les dépenses nouvelles étaient de deux sortes : dépenses de premier établissement, non renouvelables, telles que construc-

tion de casernes, acquisition de matériel, d'armes, d'équipemens, et dépenses permanentes résultant de l'entretien d'effectifs plus nombreux qu'auparavant. Pour couvrir celles-ci, un certain nombre d'impôts nouveaux furent votés. Celles-là ont été défrayées au moyen d'une contribution d'armement, payée une fois pour toutes. Nous avons ici même relaté les débats mémorables qui eurent lieu au Reichstag à cette occasion, et indiqué les bases de cette imposition, que les contribuables ont la faculté d'acquitter en trois termes, espacés sur trois années. On s'attendait à ce qu'elle produisît 1 milliard de marks, ce qui représenterait environ trente centièmes d'un pour 100 de la fortune allemande. Il y a lieu de se demander si les bouleversemens apportés par la guerre ne rendront pas difficile, pour un certain nombre de contribuables, le versement des deux derniers tiers. Lorsqu'on relit, à un an de distance, les débats qui précédèrent le vote de cette contribution extraordinaire, on se reproche de n'avoir pas suffisamment suivi l'exemple qui nous était donné. Nous avons bien voté la loi de trois ans, mais nous n'avons pas apporté la même énergie à fournir à notre budget le milliard dont il avait besoin.

Le projet de budget allemand, pour l'année financière allant du 1er avril 1914 au 31 mars 1915, se résume comme suit :

Dépenses.	Millions de marks.
Reichstag et Chancellerie	3
Affaires étrangères	21
Intérieur	120
Armée	1 217
Marine	488
Justice	3
Trésor	48
Office colonial	27
Dette de l'Empire	255
Cour des Comptes	1
Fonds des pensions	145
Postes et télégraphes	821
Imprimerie impériale	10
Administration des chemins de fer	152
Administration des finances	184
Budget des pays de protectorat	178
	3 673

Recettes.	Millions de marks.
Postes et télégraphes	881
Imprimerie	14
Chemins de fer	162
Divers	80
Administration des finances	2 266
Vente des fortifications	4
Service de la dette (reliquat de l'expédition de Chine, amortissement, remboursement d'avances)	71
Budget des pays de protectorat	178
	3 656
A couvrir par les fonds d'emprunt	17
	3 673

En réalité, les écritures de la comptabilité publique ne se présentent pas avec cette simplicité. Le budget allemand comprend un budget ordinaire et un budget extraordinaire. Le premier se subdivise en deux chapitres, celui des dépenses permanentes et celui des dépenses transitoires. Pour permettre au lecteur de mieux saisir l'importance des crédits affectés à chaque service, nous avons groupé sous une même rubrique les montans dispersés dans les trois budgets. C'est ainsi que notre tableau montre que l'armée et la marine étaient dotées de 1 705 millions de marks (1), soit 2 130 millions de francs; mais ces 1 705 millions n'apparaissent pas au premier coup d'œil dans le document officiel; parce qu'ils sont répartis dans six chapitres distincts.

Le budget allemand a longtemps été dans une situation précaire (2). Le déficit était chronique. On le couvrait au moyen de contributions dites matriculaires, que les États particuliers versaient à l'Empire, et d'emprunts : il ne se passait pas d'année sans qu'un appel fût adressé au crédit. Le premier effort sérieux pour sortir de ce malaise invétéré fut tenté, il y a quelques années, par M. de Stengel, qui resta quelque temps secrétaire d'État à l'office du Trésor : il institua une série d'impôts nouveaux et simplifia les rapports financiers de l'Empire et des confédérés. Son œuvre a été complétée, en 1913, par le maintien de surtaxes au timbre et une élévation des droits de succession.

A l'origine, l'Empire rétrocédait aux États particuliers une proportion déterminée des impôts indirects qu'il percevait. On a réduit aujourd'hui à deux les taxes qui se répartissent ainsi. Tout en recevant des subsides, les États versent à leur tour à l'Empire des sommes annuelles, qui sont tantôt inférieures, tantôt supérieures à ce qu'ils encaissent eux-mêmes. Il serait plus simple de supprimer cette complication. Mais les confédérés tiennent à garder, sur les finances impériales, un certain droit de contrôle, qu'ils craignent de perdre en renonçant à tout prélèvement opéré en leur faveur.

Jusqu'à une époque récente, les ressources du budget consistaient en impôts de consommation, perceptions douanières, et

(1) Le mark vaut 1 fr. 25 de notre monnaie. Tous les chiffres du présent article seront exprimés en monnaie allemande, sauf indication contraire.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 juillet 1913, notre étude sur *Les Armemens financiers de la France et de l'Allemagne.*

contributions indirectes de diverse nature, telles que droits de timbre, taxe sur les opérations de bourse, les connaissemens, les polices d'assurance. Dans les derniers temps, des impôts directs ont été établis au profit de l'Empire : les principaux sont un droit sur les successions et l'impôt sur la plus-value. Le premier ne pèse guère sur la population, puisqu'il ne s'applique pas aux héritages en ligne directe : en 1911, il n'a rapporté que 55 millions de marks, dont un cinquième est rétrocédé par l'Empire aux États confédérés. L'autre est un impôt sur la plus-value des fortunes, dont le principe est très discutable : il a été institué par la loi du 3 juillet 1913. La détermination de la fortune aura lieu pour la première fois le 1er avril 1917 : elle devra faire connaître l'accroissement correspondant à la période comprise entre le 1er janvier 1914 et le 31 décembre 1916. Cette détermination aura lieu ensuite tous les trois ans. Est considérée comme accroissement la différence entre la valeur nette de l'ensemble de la fortune imposable à la fin de chaque période et cette même valeur au commencement de ladite période. L'échelle de l'impôt varie de 0,75 à 1,50 pour 100, avec des relèvemens graduels de un dixième à 1 pour 100 au maximum, pour les patrimoines dépassant 100 000 marks. Le point de départ est l'évaluation faite pour l'assiette de la contribution d'armement de 1913.

La dette impériale, au 31 décembre 1912, s'élevait à 4 582 millions de marks. Au 31 juillet 1914 elle était aux environs de 5 milliards, dont un quart environ en 4 pour 100, un autre quart en 3 pour 100, et le reste en 3 et demi pour 100. D'après la cote, c'est le taux de 4 pour 100 qui marquait à ce moment l'étiage du crédit allemand. Le 3 et demi se négociait à 87 et le 3 pour 100 aux environs de 75, ce qui correspond au rendement indiqué. La guerre a naturellement changé la situation. Avant de se séparer, le Parlement a autorisé le gouvernement à emprunter jusqu'à 5 milliards. C'est en vertu de ce vote qu'a été ouverte du 10 au 19 septembre une souscription double : en premier lieu, 1 milliard de reichsmarks de Bons du Trésor à cinq ans d'échéance, rapportant 5 pour 100 d'intérêt, remboursables de 1918 à 1920; en second lieu, une rente 5 pour 100 perpétuelle, non remboursable avant le 1er octobre 1924, pour un montant indéterminé : elle devait par conséquent être créée en quantité correspondant aux demandes éventuelles du public. Le prix

des Bons et de la rente était uniformément fixé à 97,50 pour 100. En tenant compte de l'amortissement, le rendement des Bons ressort à 5,63, tandis que celui de la rente n'est que de 5,38 pour 100. Elle était destinée à ceux qui veulent faire un placement à plus longue échéance et à qui l'on faisait entrevoir une plus-value de capital qui compenserait cet écart de revenu. L'empressement des souscripteurs ne paraît pas avoir été grand, malgré les objurgations que le gouvernement adressa aux capitalistes par la proclamation que nous traduisons ci-après :

« Nous sommes seuls et nous avons le monde entier en armes contre nous. Nous ne pouvons pas compter sur le concours des neutres. Seules, nos propres ressources doivent fournir l'argent nécessaire. Ces ressources, elles existent et elles doivent se manifester en présence de l'ennemi lorsqu'il s'agit de défendre notre existence et notre position sur le globe. Les victoires que notre armée a déjà remportées dans l'Ouest et dans l'Est justifient l'espérance que, comme en 1870-1871, les dépenses faites et les charges imposées seront finalement supportées par ceux qui ont compromis la paix de l'empire d'Allemagne. Mais, avant tout, nous devons nous aider nous-mêmes. De grands intérêts sont en jeu. L'ennemi compte que son salut viendra de notre pénurie financière ; montrez, capitalistes allemands, que vous êtes guidés par les mêmes sentimens d'héroïsme que nos soldats sur le champ de bataille. Vous avez des économies; montrez que ces économies ont été accumulées non seulement pour votre usage personnel, mais également pour les besoins de la Patrie.

« Corporations, institutions, caisses d'épargne, établissemens, sociétés, vous avez tous grandi et prospéré sous la puissante protection de l'Empire. Montrez, maintenant, pendant des heures fatales, votre gratitude, votre reconnaissance envers le gouvernement. Banques, et banquiers, prouvez par votre brillante organisation, ce que votre influence sur votre clientèle est capable de produire. Ce n'est d'ailleurs pas un sacrifice de sa part que de souscrire à un emprunt présenté à un prix modéré et rapportant un revenu élevé. Aucun de vos cliens n'a le droit de répondre qu'il ne se trouve pas en possession de fonds disponibles. Les mesures les plus larges ont été prises pour rendre liquides les sommes nécessaires.

« Tout sujet allemand animé de patriotisme ne doit pas hésiter

à supporter temporairement une légère perte nécessitée par le déplacement de ses capitaux. Les caisses d'épargne allemandes abandonnent à cette occasion et dans la mesure du possible toute restriction en ce qui concerne le retrait des capitaux. »

Ce n'est qu'à l'intérieur du pays que le placement peut être tenté. Il n'y a pas à y songer sur les places étrangères. Celle de New-York en particulier, qui a été pressentie, a fermé ses portes à cet emprunt, comme à tout autre d'ailleurs émanant de l'une des puissances belligérantes. Il ne faudrait pas compter comme souscriptions du dehors celles du genre facétieux qui ont été inaugurées de la façon suivante : une maison suisse de Saint-Gall, qui avait expédié des marchandises à son correspondant allemand et qui en réclamait le paiement, reçut de lui la réponse suivante : « Il nous est défendu de faire sortir de l'argent hors des frontières. Nous avons en conséquence employé la somme dont vous êtes créditeur chez nous à souscrire un montant égal du nouvel emprunt. Nous sommes heureux d'avoir ainsi pu vous assurer un excellent placement. » Tout commentaire déflorerait cette trouvaille : voilà un mode de classement de titres dont les financiers ne s'étaient pas encore avisés.

Le gouvernement s'est efforcé, par tous les moyens possibles, d'attirer des souscriptions. Les caisses d'épargne, qui ont environ 20 milliards de dépôts, ont annoncé que ceux de leurs cliens qui voudront souscrire pourront retirer la totalité de leur avoir, les caisses renonçant à leur opposer la clause de sauvegarde qui ne permet que des retraits successifs et partiels. La *Reichsbank* (Banque de l'Empire) et les caisses de prêts nouvellement organisées (*Kriegs darlehenkassen*) élèvent à 75 pour 100 de la valeur le montant qu'elles sont prêtes à avancer sur fonds allemands, notamment sur les nouveaux titres. Les journaux ont été remplis d'articles invitant les habitans de l'Empire à lui apporter leur argent et ont pris à tâche de leur démontrer qu'ils ont là l'occasion de faire une affaire excellente en même temps qu'une œuvre patriotique. D'après les communiqués officiels, les bons auraient été souscrits, et il aurait été demandé 2500 millions de rente consolidée : la majeure partie l'a été par des établissemens publics agissant selon les ordres du gouvernement. Dans les pays neutres, en Suisse notamment, on est sceptique au sujet de la sincérité des résultats annoncés.

II

On sait le rôle considérable qui a été joué par les banques dans le développement économique de l'Allemagne. On prétend qu'en 1911, au moment d'Agadir, l'empereur Guillaume fit demander aux chefs de la communauté financière à Berlin s'ils étaient prêts à la guerre : la réponse aurait été négative. La chose n'a rien d'invraisemblable. En tout cas, depuis cette date, des efforts considérables ont été faits par nos ennemis pour préparer leur mobilisation économique, en même temps qu'ils développaient leur état militaire dans les proportions que l'on connaît. Les uns comme les autres auraient dû nous ouvrir les yeux.

C'est par l'organe de la Banque de l'Empire que les financiers ont reçu des avertissemens. Le président de cet établissement, dont le capital est la propriété d'actionnaires privés, mais dont la gestion est entre les mains du gouvernement, a fait savoir aux banques particulières qu'elles eussent à restreindre les crédits accordés au commerce et à l'industrie, à surveiller leur portefeuille, à ne pas compter exclusivement sur l'institution centrale pour le réescompte des traites. Ces conseils étaient d'autant plus opportuns que la place de Berlin se voyait peu à peu retirer les capitaux français qui, pendant plusieurs années, s'étaient employés en Allemagne, attirés par des taux d'intérêt relativement élevés, et qu'elle devait s'attendre à voir les dépôts du Trésor russe lui être retirés à la première alerte. Il lui restait, en matière d'argent étranger, celui qui lui était fourni par des banques suisses, dépositaires elles-mêmes de sommes importantes appartenant à des Français.

Pour mieux s'assurer que ses instructions seraient suivies, le président de la *Reichsbank*, M. Havenstein, obtint des banques la publication de leur situation tous les deux mois; il se promettait de suivre ainsi de plus près les modifications survenues dans leur bilan. La grande préoccupation des dirigeans a été d'améliorer ce qu'ils appellent leur liquidité, c'est-à-dire la proportion des élémens immédiatement disponibles de l'actif par rapport aux engagemens. C'est aussi sur ce point qu'est dirigée l'attention publique. Les journaux économiques commentent à cet égard d'une façon minutieuse les chiffres publiés.

Un examen de la situation des neuf principales banques berlinoises à la date du 31 décembre 1913 nous apprend que leur capital actions s'élevait alors à 1250 millions de marks, et les réserves à 385 millions. Dans les élémens de l'actif, on distinguait les disponibilités immédiates et les disponibilités réalisables rapidement. Les premières se composent des espèces, des coupons échus, des soldes créditeurs à la *Reichsbank* et chez les autres banques, des effets escomptés, des fonds nationaux. Les secondes comprennent les reports, les avances sur titres et sur marchandises et les titres autres que les rentes indigènes. Les premières représentent 43, les secondes 19, au total 62 pour 100 des engagemens; leur total est d'un peu plus de 4 milliards de marks, en face de 6 milliards et demi de dépôts et de comptes créditeurs. Dans l'ensemble, la situation marquerait un certain progrès sur celle de 1912 : les disponibilités avaient légèrement augmenté.

Un coup d'œil jeté sur le bilan de la plus importante de ces banques, la *Deutschebank* (Banque allemande), au 31 décembre 1913, et sur le dernier rapport, nous donnera une idée de la façon dont travaillent ces établissemens. Après sa fusion avec la *Bergisch-Märkischebank*, la *Deutschebank* aura un capital actions de 250 millions et des réserves de 175 millions; elle disposera donc de ressources propres de 425 millions de mark, soit environ 530 millions de francs. Elle a reçu du public environ 1500 millions de dépôts. Ce sont des chiffres comparables à ceux des plus grandes banques françaises et anglaises. L'activité de la *Deutschebank*, comme celle des autres établissemens allemands, est multiple. Loin de se confiner dans le rôle d'une banque de dépôts, à la manière des *Jointstock banks* de Londres ou du Crédit lyonnais, elle se porte sur tous les domaines; elle est au plus haut degré une banque d'affaires; elle sort même du terrain financier et économique pour obéir à des considérations essentiellement politiques. Le rôle qu'elle a joué en Turquie ne saurait être qualifié autrement. La construction et l'exploitation des chemins de fer, l'octroi de certaines avances, la conclusion d'emprunts ont eu pour but essentiel d'ouvrir de plus en plus le pays à l'influence allemande. D'autre part, quand elle s'est appliquée à l'étude du projet d'institution à Berlin d'un monopole du pétrole dans l'Empire, elle le faisait moins pour y récolter des bénéfices que pour répondre à un désir du gouverne-

ment. Son intervention dans les affaires d'un groupe qui a beaucoup fait parler de lui dans les dernières années et qui est connu sous le nom de *Fuersten Conzern* (le syndicat des princes), a eu pour but d'éviter aux marchés indigènes une catastrophe qui aurait eu de fâcheuses conséquences. Elle a dû avancer 100 millions de marks pour empêcher la chute de ces entreprises, qui sont loin d'être liquidées à l'heure qu'il est, et qui, sous des formes diverses, usines, terrains, sociétés de transport, encombrent encore son actif. Mais il fallait à tout prix sauver quelques-uns des plus nobles seigneurs de l'aristocratie prussienne.

Au cours de l'année dernière, la *Deutschebank* a trouvé dans la cherté persistante de l'argent l'occasion de réaliser des bénéfices considérables du chef de ses escomptes et avances. Mais elle a subi une perte notable sur son portefeuille de fonds allemands, dont la valeur, qui avait déjà baissé le 31 décembre dernier, est aujourd'hui singulièrement réduite. Elle avait comme actif liquide, composé de l'encaisse, du portefeuille d'escompte, de son avoir chez les autres banques, et de Bons du Trésor allemands, 938 millions, c'est-à-dire cinquante pour cent de ses engagemens, résultant de ses acceptations (284 millions) et de ses dépôts (1 576 millions).

Comment la *Deutschebank* s'est-elle comportée depuis l'ouverture des hostilités ? Dans quelle mesure le public a-t-il retiré ses dépôts ? Jusqu'à quel point a-t-elle pu mobiliser son portefeuille, soit en le faisant réescompter à la *Reichsbank*, soit en encaissant les traites échues ? Les mêmes questions se posent pour les autres banques, dont la situation est analogue à celle de la *Deutschebank*, avec des différences plus ou moins accentuées sur tel ou tel chapitre. Comme cette dernière passait pour être une des plus liquides, les autres ont dû éprouver encore plus de difficultés qu'elle. Les industriels et les commerçans, habitués à compter sur un concours très large de la part des banques, ont plus besoin que jamais de leur appui ; la vente des stocks de marchandises est ralentie ou suspendue, ce qui empêche les fonds de roulement de se reconstituer et prépare des difficultés d'autant plus grandes que la campagne se prolongera davantage.

Les banques sont hors d'état de venir en aide à l'industrie qui, selon la forte expression d'un journal berlinois, la *Vossische Zeitung*, a été pulvérisée par la guerre. Au 28 février 1914,

les 91 principales d'entre elles avaient escompté un portefeuille de 3170 millions, fait des avances et reports pour 2220 millions, possédaient 800 millions de titres, avaient placé 376 millions en syndicats, 438 millions dans des participations permanentes ; il leur était dû 6068 millions par divers débiteurs. D'un autre côté, l'ensemble de leurs créditeurs se montait à 8460 millions. Le tableau ci-dessous résume cette situation :

Principaux chapitres du bilan de 91 banques allemandes au 28 février 1914.

Actif.	Millions de marks.	Passif.	Millions de marks.
Encaisse et avoir à la Banque centrale	310	Capital actions	2608
Portefeuille d'effets escomptés	3170	Réserves	670
Avoir chez les autres banques	634	Dû à des banques étrangères	186
Reports et avances sur titres	1541	Avoir des banques allemandes	632
Avances sur marchandises	680	Dépôts	4242
Titres	800	Autres créditeurs	3400
Participations syndicales	374	Acceptations	2365
Avances permanentes (commandites)	438		
Débiteurs	6068		

En présence de cette gêne des banques, le gouvernement a essayé de créer d'autres organes pour venir en aide à ceux qui ont besoin de crédit. De divers côtés, on tente de fonder ce qu'on appelle des *banques de crédit de guerre*, dont l'objet sera de faire des avances aux négocians qui ne réussissent pas à vendre leurs marchandises. Mais on se demande comment des sommes de quelque importance pourront être réunies à cet effet, puisque c'est précisément le capital qui manque partout.

Ces banques de crédit de guerre ouvriraient un crédit personnel à ceux qui n'ont pas de gage mobilier à fournir et qui ne peuvent, par conséquent, pas s'adresser aux Caisses de prêt, c'est-à-dire une grande partie des petits commerçans et artisans. Un établissement de cet ordre a été fondé sous les auspices du gouvernement saxon, avec un capital annoncé de 10 millions. Il s'est créé à Francfort une caisse de crédit de guerre sous forme de corporation à responsabilité limitée *(Genossenschaft mit beschraenkter Haftung)* : chaque action est de 500 marks et

entraîne pour le souscripteur une responsabilité de 2000 marks. Les journaux adjurent les citoyens de souscrire aux actions de cette caisse ; ils expliquent aux négocians en gros qu'ils ont le plus grand intérêt à soutenir leur clientèle de détaillans et à se ménager ainsi des acheteurs. La Caisse hambourgeoise, celle de Mayence et d'autres, sont organisées d'après le même principe. Mais, à en croire les plaintes qui se font jour, il ne semble pas que ce remède ait été efficace.

En ce qui concerne les populations agricoles, on les engage à s'adresser aux caisses Raiffeisen, aux caisses d'épargne ordinaires, aux caisses de prêt mutuel. Ce ne sont pas les banques hypothécaires qui pourront leur venir en aide : car elles n'avaient pas attendu la guerre pour être complètement immobilisées. Il n'existe pas en Allemagne, comme en France, un établissement privilégié qui distribue le crédit foncier dans le pays. Ces opérations se font par l'intermédiaire de nombreuses banques (on en compte actuellement 37) qui, au 31 décembre 1913, avaient consenti des prêts sur immeubles pour environ 12 milliards de marks. Elles avaient émis à la même date pour 11 milliards et demi de lettres de gage. Depuis quelque temps, leur action est arrêtée par l'impossibilité où elles se trouvent de continuer le placement de leurs obligations. Pendant toute l'année 1913, elles n'ont réussi à vendre qu'un montant dérisoire de 43 millions, et cela bien que plusieurs d'entre elles soient revenues au type 4 et demi, alors qu'à la fin du XIXe siècle elles empruntaient à 3 et demi et au commencement du XXe à 4 pour 100.

C'est dans leurs rapports avec les pays d'outre-mer que les Allemands sentent, aujourd'hui, le plus vivement la fragilité de leur organisation. Leurs banques établies dans ces contrées ont bien déclaré qu'elles feraient leur possible pour soutenir ceux de leurs cliens nationaux qui s'adressaient exclusivement à elles; mais elles écartent de prime abord ceux qui ont confié une partie de leurs affaires à des institutions étrangères, notamment à des banques anglaises. Elles sont d'ailleurs dans une situation difficile, puisque les crédits qui, avant la guerre, leur étaient ouverts en Europe, sont fermés. Leur position paraît particulièrement précaire au Chili, où, à la fin d'août, il n'avait pas encore été décrété de moratoire et où elles ne peuvent remplir leurs engagemens. En Chine, beaucoup de maisons

allemandes travaillaient avec les banques anglaises. On saisit l'occasion, à Berlin et à Francfort, de le leur reprocher vivement et de déclarer qu'il va falloir prendre des mesures énergiques pour assurer partout le fonctionnement du commerce extérieur en dehors du concours des autres nations. Il reste à voir comment cela sera possible.

III

La Banque de l'Empire est chargée d'organiser la circulation fiduciaire et de veiller à la distribution de la monnaie sur les diverses parties du territoire. A côté d'elle, quatre Banques, celles de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Bade, émettent aussi des billets, mais pour un total insignifiant par rapport à celui de la *Reichsbank*, qui est l'établissement régulateur. Le principe fondamental de l'émission est qu'elle peut s'élever au triple de l'encaisse métallique.

Les instituts d'émission des États particuliers, dont le rôle est modeste à côté de celui de la *Reichsbank*, ne l'ont pas toujours suivie dans la fixation des taux. Ainsi la banque de Saxe avait, le 1er août 1914, porté son escompte à 8 et ses avances sur titres à 9 pour 100. Ce n'est que le 3 septembre qu'elle les a ramenés à 6 et demi et à 7 et demi pour 100, restant ainsi encore à un niveau d'un demi pour 100 supérieur à celui de l'établissement central.

En même temps que la contribution d'armement extraordinaire, le gouvernement fit voter en 1913 par le Parlement un programme destiné à permettre, en cas de besoin, l'extension rapide de la circulation. A cet effet, il a été autorisé à doubler la quantité des Bons de caisse impériaux (*Reichskassenscheine*) qui existent déjà et à la porter de 120 à 240 millions de marks. Ces 120 millions furent remis à la Banque impériale en échange de 120 millions d'or qui s'ajoutèrent aux 120 millions déposés depuis 1871 dans la tour de Spandau. Enfin, 120 millions de monnaie d'argent divisionnaire ont été frappés. Au jour de la mobilisation, ces 360 millions de métal ont dû être versés à la Banque, qui a pu créer immédiatement 1 080 millions de billets, gagés par cette encaisse supplémentaire. Le bilan du 31 août présentait les chiffres suivans :

Actif.	Millions de marks.	Passif.	Millions de marks.
Portefeuille	4 750	Circulation	4 230
Avances	105	Dépôts	2 440
Encaisse	1 610		

Depuis nombre d'années, l'activité de la *Reichsbank* ne cesse de croître : elle témoigne du développement économique du pays, mais aussi de l'énorme usage qu'il fait du crédit. Les industriels allemands ont pour habitude de se faire ouvrir des comptes chez leurs banquiers en leur donnant comme garantie des *solawechsel*, c'est-à-dire des billets à ordre, qui ne correspondent pas à une affaire commerciale, mais représentent une simple fabrication de papier de crédit. Ces traites, renouvelées un grand nombre de fois, ne constituent pas une couverture sérieuse des billets de banque. La composition du portefeuille a toujours été critiquable. D'autre part, on doit reconnaître que la *Reichsbank* s'était efforcée, jusque dans les derniers temps, de contenir dans des limites modestes les avances sur titres. La loi, d'ailleurs, ne l'autorisait pas à faire figurer ces prêts parmi les élémens de son actif qui doivent gager sa circulation.

Un autre point faible du bilan, c'est l'introduction, dans l'encaisse, des Bons de caisse de l'Empire, dont la loi de 1913 a augmenté la quantité et qui sont comptés à l'égal des espèces métalliques. D'autre part, la Banque a été autorisée, au début de la guerre, à faire des avances jusqu'à concurrence d'un milliard et demi, sur toutes espèces de garanties, même des marchandises. C'est une nouvelle cause de détérioration pour la qualité de ses billets, qui ne reposent plus désormais sur le seul gage statutaire du métal et du portefeuille. Il y a là une modification profonde de la situation de l'établissement. En même temps, il a été exempté de l'impôt de 5 pour 100 qu'il paie en temps ordinaire sur le montant de la circulation qui dépasse son encaisse et une somme fixe appelée le contingent (550 millions, portés à 750 à la fin de chaque trimestre). Il a été autorisé à faire figurer, parmi les élémens de son actif servant de couverture aux billets, les Bons du Trésor impérial à trois mois et les effets même à une signature, tandis que statutairement il devait en exiger au moins deux. Il est dispensé de l'obligation de rembourser en espèces ses billets, qui reçoivent ainsi cours forcé; il est également dispensé de donner de l'or en

échange de monnaies divisionnaires d'argent ou de nickel, comme il était tenu de le faire jusqu'ici.

Le Gouvernement a essayé de diminuer le fardeau de la *Reichsbank*, en créant des Caisses de prêt (*Darlehens Kassen*) autorisées, elles aussi, à faire, pour des montans qui peuvent descendre jusqu'à 100 marks, des avances sur titres, même étrangers, et denrées non périssables, jusqu'à concurrence de moitié, ou même des deux tiers de leur valeur, et à émettre en représentation de ces avances des bons de caisse d'emprunt (*Darlehens Kassen Scheine*) en petites coupures, qui descendent jusqu'à 1 mark. Ils sont datés de Berlin le 12 août 1914 et portent la signature des membres de la Commission de la Dette de l'Empire : une mesure analogue avait été prise en 1870, mais le maximum fut alors limité à 100 millions.

Les bons de caisses d'emprunt sont reçus à l'égal des billets de banque. Il paraît peu probable que les emprunteurs seront en mesure de rembourser à l'échéance les prêts, qui leur sont consentis pour une durée maximum de six mois. On doit se demander comment se liquidera cette circulation parasite.

IV

Les bourses allemandes ont été très calmes pendant les premiers mois de 1914, et les cours d'un assez grand nombre de valeurs se sont retrouvés, au 30 juin, presque égaux à ceux du 1er janvier. Au début du semestre, une abondance passagère de capitaux et l'abaissement du loyer de l'argent qui en avait été la conséquence avaient fait concevoir des espérances de hausse qui ne se sont pas réalisées. Il semblerait presque que des indications mystérieuses aient été données à certains personnages, de façon à refréner toute tentative de spéculation. En tout cas, c'est un fait connu que, au début de l'été, la *Dresdnerbank* conseilla à ses cliens de liquider leurs positions, en prévision d'événemens politiques graves.

D'autre part, les financiers allemands montraient depuis longtemps une extrême froideur à l'égard des émissions de fonds étrangers. Ils ne firent d'exception, au cours des dernières années, que pour les rentes ou les bons du Trésor de l'Autriche-Hongrie, auxquels il était difficile de fermer les portes de l'empire allié, et pour un modeste emprunt roumain de 200 millions,

que les Berlinois mirent d'autant plus d'empressement à souscrire que les négociations avec Paris avaient échoué. Mais ils s'abstinrent en général de participer aux émissions de fonds balkaniques, qui inondèrent le marché français. Ils eurent même soin de nous abandonner le dernier emprunt turc, dont nous portons tout le poids et qui a servi à payer les cuirassés allemands réfugiés dans la mer de Marmara et la mission militaire prussienne qui est à la tête de l'armée ottomane.

Peu de temps avant la guerre, l'une des grandes banques berlinoises avait signé un contrat d'emprunt avec la Bulgarie, dont elle espérait ainsi nous enlever la clientèle. Mais des clauses résolutoires étaient prévues, qui ont joué dès la fin de juillet. L'établissement se trouve aujourd'hui dégagé vis-à-vis du gouvernement de Sofia.

En considérant tous ces faits, il semble qu'on retrouve comme un fil conducteur qui a réglé la conduite des financiers et les a fait agir avec persévérance dans un même sens : garder le plus possible leurs ressources intactes, ne pas les envoyer au dehors, ne pas les disperser dans un grand nombre d'entreprises plus ou moins incertaines; suivre en un mot la recommandation de l'empereur Guillaume : « Tenez votre poudre sèche. »

Les marchés allemands de valeurs mobilières ont néanmoins, comme la plupart des autres, fermé leurs portes au début du mois d'août. Celui des céréales est resté ouvert. La hausse y a été moins rapide qu'à New-York, où le froment a atteint des cours inconnus depuis longtemps. L'acheteur le plus marquant sur le marché des grains est l' « Office central d'acquisition des objets nécessaires à l'armée, » qui a demandé que des blés lui soient présentés une fois par mois, et sollicite les offres des vendeurs pour cette date.

Quelques voix se sont élevées pour demander la réouverture des bourses de valeurs, mais elles n'ont rencontré que peu d'écho. L'un des argumens qu'on a opposés à cette proposition est le suivant : si on facilitait les négociations de titres, on provoquerait certainement des offres de fonds allemands des anciens types, que les porteurs réaliseraient afin de souscrire à l'emprunt nouveau. Cette précaution suffira-t-elle pour maintenir les cours? L'Allemagne trouvera-t-elle chez elle les capitaux dont elle aura besoin? C'est un point douteux. Les sociétés

industrielles et les maisons de commerce qui voient leurs affaires arrêtées doivent non seulement être dépourvues de tout moyen d'action, mais sont hors d'état de rembourser ce qu'elles doivent aux banques.

V

Ceci nous amène à parler de l'industrie. On sait combien l'Allemagne était fière du développement pris par ses mines et ses usines. Sa production de charbon, qui approche de 200 millions de tonnes de houille et de 100 millions de charbons bruns (*braunkohle*), la place au troisième rang, après les États-Unis et l'Angleterre; sa production de fer au second rang; elle n'était inférieure qu'à celle de l'Amérique. En 1913, l'Allemagne a produit 19 millions de tonnes de fonte, et les États-Unis 30. Sur d'autres domaines, celui des produits chimiques, elle ne cessait de faire des progrès. Mais, d'une façon générale, beaucoup de ces entreprises travaillaient, dans une trop large mesure, avec du capital emprunté. Elles n'avaient pas, suivant l'exemple de nos sociétés métallurgiques et de nos charbonnages français, accumulé des réserves qui les eussent rendues indépendantes des banquiers.

La métallurgie a vu, dès le début des hostilités, sa production considérablement réduite : au mois d'août déjà, on estimait que les hauts fourneaux travaillaient à peine à 40 pour 100 de leur capacité normale. Dans les manufactures qui fabriquaient en vue de l'exportation, la réduction est encore bien plus forte. Seules, celles qui s'occupent des fournitures militaires maintiennent leur activité. On espère que l'administration des chemins de fer prussiens donnera des commandes : mais, dans l'ensemble, le recul est énorme. L'extraction des mines de charbon en août n'a pas dépassé le tiers de la normale. Au début de la guerre, toute exportation de fer et d'acier avait été interdite. Depuis lors, de nombreux adoucissemens ont été apportés à cette défense : la sortie de beaucoup d'articles a été autorisée. Mais il est douteux qu'elle puisse s'opérer dans une large mesure.

Parmi les industries qui souffriront de la guerre, on doit citer celle du sucre, dont la production annuelle est d'environ 2700000 tonnes. De ce total, 1140000 ont été exportées l'an

dernier. D'après les probabilités, la surface ensemencée ayant dépassé de 2 et demi pour 100 celle de l'année précédente, le chiffre de la récolte des betteraves, au cours de la prochaine campagne, ne sera pas inférieur à celui de l'an dernier. La consommation indigène aura plutôt une tendance à diminuer. Il faudrait donc que l'exportation pût se faire : cela sera d'autant plus difficile que la majeure partie en était dirigée vers la Grande-Bretagne qui, en 1913,a importé 940 000 tonnes de sucre allemand.

VI

Le commerce extérieur de l'Allemagne s'est élevé, en 1913, à 21 milliards de marks (soit 1 milliard de plus qu'en 1912), dont 11 à l'importation et 10 à l'exportation. Le principal chapitre de l'importation est celui des « produits agricoles et forestiers, produits naturels du règne animal et du règne végétal, produits alimentaires, » qui atteint 7 milliards; à l'exportation, les métaux, machines, produits électrotechniques et véhicules figurent pour 3 milliards. L'arrêt causé par la guerre va se traduire par un recul considérable de ces chiffres. Depuis le 1er août, l'Allemagne n'a rien exporté par ses ports. Peut-être l'a-t-elle fait dans une certaine mesure par Rotterdam, Gênes et Trieste; mais il est peu probable que ces expéditions se soient élevées à un chiffre appréciable.

Le pays avec lequel les échanges sont le plus actifs est la Russie : un traité de commerce, expirant le 31 décembre 1917, liait notre alliée à l'Allemagne. Les importations russes en Allemagne, consistant surtout en produits agricoles et forestiers, se sont élevées en 1913 à 1 425 millions, tandis que les exportations allemandes en Russie, parmi lesquelles les machines et objets fabriqués tenaient le premier rang, ont atteint 680 millions de marks. Avant la guerre, les libre-échangistes allemands insistaient sur l'utilité qu'il y aurait pour leur pays à maintenir le traité de commerce, de façon à s'assurer à la fois les céréales dont il a besoin et un débouché industriel. Mais ni la Russie, ni même l'Autriche, dont les relations commerciales avec l'Allemagne sont importantes, ne paraissaient disposées au renouvellement pur et simple des traités en cours. L'une et l'autre songeaient à relever les droits d'entrée sur les objets fabriqués, à

moins que l'Allemagne n'abaissât les droits sur les produits agricoles.

En admettant que le commerce allemand ne soit pas interrompu avec les pays scandinaves, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, l'Italie et la Hollande, il l'est avec le reste du monde. Nous ne pensons pas que les stratagèmes auxquels certains exportateurs ont recours leur assurent des débouchés. Un manufacturier d'outre-Rhin adressa récemment une circulaire à ses ex-cliens anglais pour les informer qu'il établit des dépôts en Suisse et qu'il va revêtir ses produits de la marque « fabriqués en Suisse, » afin qu'ils puissent entrer dans le Royaume-Uni. Nous doutons que cet ingénieux négociant reçoive beaucoup de commandes de nos alliés. Les échanges allemands avec les contrées que nous venons de nommer représentent le tiers du mouvement total; le reste se chiffre par 14 milliards de marks, dont 6 à l'importation et 8 à l'exportation. C'est particulièrement sur ce dernier terrain que nous devons prendre la place des industriels germains. Déjà les Anglais ont constitué des comités, dont la mission est d'éclairer leurs compatriotes sur les voies dans lesquelles ils devront immédiatement diriger leurs efforts. Il ne s'agit pas seulement de faire la guerre à des concurrens, mais d'emprunter les méthodes qui leur ont souvent réussi vis-à-vis de la clientèle étrangère. Les maîtres de forges, les fabricans de produits chimiques ont le champ libre devant eux; qu'ils se hâtent de se mettre en rapport avec les consommateurs que l'Allemagne ne peut plus servir; ils sont assurés de recevoir de nombreuses commandes, à des prix rémunérateurs, puisque la concurrence est supprimée. Déjà le prix de l'acier s'est relevé à Glasgow de 40 pour 100 au-dessus du cours pratiqué avant la guerre. Ceci aidera puissamment le commerce anglais : malgré un fléchissement sensible en août, les importations anglaises des huit premiers mois de 1914 ne sont inférieures que de 3,8 pour 100 à celles de la période correspondante de 1913 ; les exportations ont fléchi de 6,9 pour 100. Les journaux d'outre-Manche sont remplis de détails sur l'activité commerciale du Royaume-Uni. Jamais, disent-ils, les docks de Londres n'ont été mieux approvisionnés.

La navigation commerciale allemande est arrêtée. On sait avec quelle ardeur elle s'était développée. Le rapport publié à la veille de la guerre par l'Union des Armateurs hambourgeois sur la période qui s'étendait du 1er juillet 1913 au 30 juin 1914

indiquait cependant un recul général d'activité. Les frets étaient tombés très bas et revenus au niveau de 1908, qui avait marqué un point extrême dans la dernière courbe de dépression. La crise qui sévit aux États-Unis, au Mexique, en Argentine et au Brésil a diminué le volume des transports. Malgré le recul des recettes, les frais d'exploitation n'ont pas fléchi, bien au contraire. Le renchérissement général, la progression des salaires, les charges imposées par les lois sociales ont été autant de causes de relèvement des dépenses. Les armateurs déclaraient qu'il ne serait pas sage de continuer à prendre dans les ports allemands des mesures contre les navires des autres nations, « attendu qu'ils sont utiles au commerce national. » Mais ils demandent que les droits du pavillon soient maintenus et qu'on s'oppose à la tendance, manifestée par beaucoup d'États étrangers, d'intervenir dans les affaires du bord. Ils se plaignent des frais de port à Hambourg, qu'ils trouvent trop élevés. Ils sont muets sur la question des rapports entre les grandes compagnies de navigation allemandes, le *Norddeutscher Lloyd* de Brème et la *Hamburg Amerikanische Packetfahrt Gesellschaft*, dirigée par M. Ballin, l'ami de l'empereur Guillaume. Ces deux puissantes sociétés ont été quelque temps en guerre, après avoir dénoncé le cartell qui les unissait; elles paraissaient avoir trouvé un terrain d'entente, lorsque les hostilités ont éclaté. Le premier résultat de celles-ci est d'enfermer leurs bâtimens dans les ports européens, américains ou asiatiques. Certains d'entre eux, armés en croiseurs, ont été capturés par les Anglais ; d'autres ont été saisis avec leurs cargaisons. Des deux principales compagnies, la *Hamburg Amerika Packetfahrt* est la plus importante. Son capital est de 180 millions, sa dette obligations de 90 millions de marks. Elle a distribué à ses actionnaires, pour l'exercice 1913, un dividende de 10 pour 100. Le *Norddeutscher Lloyd* a su, grâce à une politique prudente, et en particulier à l'accumulation d'importantes réserves, se ménager une part convenable dans l'arrangement intervenu. Il reçoit des subventions gouvernementales, notamment pour ses lignes de l'Asie orientale. Les voyages vers l'Australie paraissent devoir être abandonnés, à cause des pertes qu'ils infligeaient à la Société. Le *Lloyd* ne se loue pas des résultats obtenus au port d'Emden, en dépit des sacrifices que lui et la *Packetfahrt* ont faits pour le développer.

En attendant, les seuls voyages que la *Hamburg Amerika* a

pu organiser sont ceux entre Lubeck et Copenhague, et un certain cabotage dans la mer Baltique. Voici comment la *Hansa*, journal de la marine allemande, résumait la situation : « L'Angleterre a capturé un grand nombre de nos navires; la cessation des affaires coûtera cher à nos armateurs. Il s'écoulera un temps bien long avant que cette situation soit reconquise. Alors même que la guerre ne durerait que neuf ou douze mois, le développement de notre commerce maritime est retardé pour des années. »

VII

L'empire colonial allemand n'a pas, jusqu'ici, donné de très brillans résultats. Le prince de Bismarck était opposé à ce que l'activité nationale se dirigeât de ce côté. Il avait peut-être conscience de l'incapacité foncière des Germains de s'assimiler les populations. Ce n'est qu'à une époque relativement récente que les efforts du gouvernement se sont portés vers l'annexion de territoires exotiques. Le Togoland, situé sur la côte occidentale d'Afrique, entre la Côte d'Or anglaise et le Dahomey français, appartenait à l'Allemagne depuis une trentaine d'années; il commençait à se développer et à se suffire à lui-même, lorsque les Anglais, dès le début de la guerre, l'ont occupé. Les autres possessions allemandes sont : en Afrique, le Cameroun, déjà conquis par nos troupes au mois de septembre, l'Afrique allemande du Sud-Ouest, l'Afrique allemande de l'Est; en Océanie, les îles allemandes de la mer du Sud. Ce sont de vastes territoires dont l'étendue est six fois celle de l'Empire lui-même : la population indigène est évaluée à 12 millions d'habitans, tandis que le nombre des Européens n'y dépasse pas 25 000.

La domination germanique est mal assise en Afrique. Il y a quelques années, une peuplade native énergique, celle des Herreros, se souleva et donna fort à faire aux troupes allemandes. Un général prussien, qui jouissait cependant d'une bonne réputation militaire, fut rappelé à Berlin après avoir subi des échecs. Il fallut longtemps pour venir à bout de ces indigènes, qui paraissent destinés à faire bientôt partie de l'Union sud-africaine anglaise, tandis que d'autres seront annexés à nos possessions.

Le budget de ces diverses colonies, désignées sous le nom de

protectorats, s'élevait pour 1914 à 178 millions de marks, ainsi répartis :

	En millions de marks.		
	Budget ordinaire.	Budget extraordinaire.	Total.
Afrique orientale	24	37	61
Kameroun	17	15	32
Togo	4	»	4
Afrique sud-occidentale	42	5	47
Nouvelle-Guinée allemande.	3	»	3
Samoa	1	»	1
Kiao-Tcheou	19	»	19
			167
Service de la dette des pays de protectorat			11
Total général			178

La plupart de ces colonies souffrent d'un mal qui leur est commun avec la métropole : le manque de ressources liquides. C'est ainsi que l'Afrique orientale, dont le budget est le plus élevé des sept, ne trouve guère de capitaux à moins de 10 pour 100, ce qui ne facilite pas l'œuvre des planteurs de caoutchouc. Elles se plaignent aussi, en Afrique particulièrement, de la rareté de la main-d'œuvre : au cours des débats qui eurent lieu au Reichstag en avril 1914, il a été reconnu que les indigènes sont contraints par la violence à travailler, qu'ils ne sont pas libres de se transporter où bon leur semble, que ni leur salaire ni leurs moyens d'existence ne sont assurés.

Le territoire de Kiao-Chau, dans la province de Tsing-tau, avait été « pris à bail » aux Chinois. A l'heure actuelle, il est probable qu'il est conquis par les Japonais. Parmi les îles du Pacifique occupées par les Allemands, l'archipel Samoa vient d'être repris par les marins de la Nouvelle-Zélande. Une dépêche de Sydney nous informe que la flotte australienne s'est emparée de la Nouvelle-Guinée allemande et de la Nouvelle-Poméranie. L'empire colonial de nos ennemis paraît déjà singulièrement atteint.

Ce n'est qu'à une époque récente que les idées des Allemands se sont précisées au sujet du rôle qu'ils attribuent à leurs colonies dans l'économie nationale. Pendant assez longtemps une partie de l'opinion semblait croire qu'elles fourniraient un exutoire à l'excès de population de l'Empire. Mais les conditions climatériques de la plupart d'entre elles ne permettent pas d'y entrevoir l'établissement permanent ni la multiplication

de la race blanche. D'autre part, la progression des naissances se ralentit en Allemagne ; tous les ans, elle fait appel, au moment des récoltes, à 700 000 travailleurs étrangers, ce qui n'indique pas une surabondance de bras. On était donc à peu près d'accord maintenant, dans les milieux politiques et administratifs, pour considérer les protectorats comme des territoires à faire exploiter par les indigènes sous la direction d'Européens. Dans l'hypothèse la plus optimiste, il était impossible d'attendre de ces colonies rien qui ressemblât au développement des *Dominions* britanniques, où des millions d'Anglais constituent de véritables nations-sœurs, et viennent, au jour du péril, se ranger aux côtés de la mère-patrie.

Les principales banques coloniales allemandes sont la Banque Germano-Ouest-Africaine, fondée sous les auspices de la *Dresdnerbank* : elle s'occupait du Togo et du Cameroun. La *Deutsche Afrikabank*, création de la *Disconto Gesellschaft*, exerçait son activité dans l'Afrique allemande du Sud-Ouest, où travaillaient également la Société coloniale allemande pour l'Afrique du Sud-Ouest et le Crédit foncier de l'Afrique du Sud-Ouest : la fondation de ce dernier ne remonte qu'à un an. A l'Est, la Banque allemande de l'Afrique orientale a reçu le privilège d'émission des billets. Il n'y a point d'établissement de banque en Nouvelle-Guinée, ni aux îles Samoa.

VIII

La situation économique et financière de l'Allemagne doit inspirer de graves préoccupations à ceux qui dirigent ses destinées. Au point de vue financier comme au point de vue commercial, elle est encerclée. Loin de pouvoir compter sur un concours quelconque de son alliée, elle voit l'Autriche en proie à des difficultés militaires, politiques et financières encore plus grandes que celles contre lesquelles elle se débat.

Nous avons essayé de faire un exposé impartial. Nous n'avons pas dissimulé à nos lecteurs le côté solide du budget allemand qui, tout en ayant suivi, dans les dernières années, une progression analogue à celle du budget de la plupart des grandes Puissances, s'est fortifié par l'établissement de nouveaux impôts. Mais l'énormité de l'effort qu'il poursuit en ce moment bouleversera l'équilibre atteint depuis peu. Les premiers crédits

ouverts dès le début des hostilités auront pour effet de doubler la dette de l'Empire. Les emprunts se feront malaisément, et à des taux qui légueront de lourdes charges aux exercices futurs. Le placement ne peut en être tenté qu'à l'intérieur, et doit rencontrer d'autant plus d'obstacles que les disponibilités sont moins considérables. Il y a longtemps qu'on reprochait aux banques allemandes d'être trop engagées, à la fois directement dans des entreprises industrielles et commerciales et indirectement par les crédits excessifs qu'elles ont coutume d'accorder. Elles viennent alors demander aide et assistance à la Banque de l'Empire. Celle-ci, au cours des dernières années, a multiplié les avertissemens aux établissemens de crédit en les invitant à augmenter leur encaisse ; en même temps elle n'a cessé d'accroître la sienne propre. Elle a dû, dès les premières semaines de la lutte, augmenter énormément ses escomptes et porter sa circulation presque au maximum statutaire, c'est-à-dire le triple du numéraire. Et encore est-elle autorisée à faire figurer comme espèces les bons de caisse de l'Empire, et a-t-elle dû mettre en portefeuille des Bons du Trésor impériaux pour des sommes importantes.

Ce n'est pas tout. Cette circulation, gagée par un actif bancable, c'est-à-dire des espèces et des lettres de change, n'a pas paru suffisante. On a autorisé l'émission des Bons des caisses de prêt, sortes d'assignats qui ne sont pas gagés par des immeubles, comme ceux de la première Révolution, mais par des garanties mobilières de nature variée. La Banque impériale est tenue de donner ses propres billets en échange de ces bons, qui introduisent un élément très faible dans la circulation. On a été plus loin. Craignant que le milliard et demi de marks de ce nouveau papier restât encore en deçà des besoins, on a encouragé la création de « banques de guerre, » dont l'objet est de faire des avances à ceux qui n'ont aucune garantie à donner. Cet échafaudage de papier n'a pas une base adéquate. L'amplitude qui lui a été donnée confirme ce que nous avons dit de l'impuissance où sont les banques particulières de venir en aide à leur clientèle. Ceci s'applique également aux banques hypothécaires, dont les opérations sont arrêtées par l'impossibilité où elles sont, depuis longtemps, de placer dans le public leurs lettres de gage. Le gouvernement a cherché à suppléer à ce que ni les unes ni les autres ne pouvaient faire.

Le commerce extérieur de l'Allemagne avait progressé plus rapidement que celui d'aucune autre nation. Il n'est pas besoin d'insister sur le tort que lui causent la fermeture des mers et l'interruption des services de ses lignes de navigation. Ses exportations lui étaient nécessaires pour lui fournir les moyens de payer une partie de ce qu'elle importe, notamment les objets d'alimentation dont elle a besoin : la production indigène ne suffit pas à assurer la subsistance de ses 67 millions d'habitans. Ses industries sont arrêtées ou ralenties dans une énorme proportion. Bien qu'une fraction notable de la population ouvrière soit sous les drapeaux, il n'y a pas assez de travail pour ceux qui restent. Dès le commencement de septembre, le journal berlinois le *Vorwaerts* écrivait : « Nous avons déjà des centaines de mille, des millions de sans-travail. Si nous ne réussissons pas à atténuer cette crise dans les masses profondes de la population, et à sauver d'une effroyable misère ceux qui n'ont pas été envoyés à la frontière, nous nous exposerons à des dangers tout aussi considérables que la défaite de nos armées. Jusqu'à présent, tous les efforts tentés en ce sens n'ont eu qu'un résultat modéré. A la fin du premier mois de guerre, le point noir de la situation est cette crise économique. »

Le règlement des échanges internationaux qui se faisait pour une fraction par des banques indigènes, pour la majeure partie par des établissemens étrangers, surtout anglais, est arrêté ; et c'est avec dépit que les Allemands constatent que, sans la place de Londres, ils sont incapables de mener à bonne fin la liquidation des affaires engagées par leurs compatriotes sur différens points du globe.

A cette question du commerce et de la navigation se rattache celle des colonies. Elles n'ont jamais été un fleuron bien brillant de la couronne germanique. Assez tard venues dans son domaine, elles semblent avoir été créées un peu au hasard, par la prise de possession des derniers territoires qui restaient vacans, après que les deux grandes Puissances coloniales de l'Europe se furent taillé leur part en Afrique, en Asie et en Océanie. Dans leurs diverses possessions, nos ennemis n'ont pas plus réussi à se concilier les populations indigènes qu'ils n'ont su se faire aimer en Europe. Ils semblent, là comme ailleurs, n'avoir eu confiance qu'en la force brutale : aussi leurs territoires tombent-ils, comme les fruits mûrs d'un arbre,

entre nos mains et celles des Anglais, partout où les alliés se présentent pour les revendiquer. Il en est de même en Asie pour la portion de la Chine que l'Allemagne s'était attribuée et que le Japon reprend avec la plus grande facilité. Que va-t-il survivre de cet empire colonial ?

La rapidité de la croissance est un danger pour les États comme pour les individus. Celle de l'Allemagne, depuis 1871, a paru dépasser même ses espérances : mais elle a voulu trop embrasser. L'homme qui fut le véritable fondateur du nouvel Empire le détournait des aventures au delà des océans. N'était-ce pas lui aussi qui disait que les affaires balkaniques ne valaient pas les os d'un grenadier poméranien ? Ses successeurs se sont bien écartés de ces principes : ils ont fait leur la politique anti-slave de l'Autriche, ils ont proclamé que l'avenir de l'Allemagne était sur les mers. C'est par ces ambitions qu'elle a heurté l'Angleterre et mécontenté ses propres alliés, les Italiens, en leur donnant à entendre qu'elle avait besoin de Trieste et que jamais elle ne laisserait les clefs de l'Adriatique entre leurs mains.

Les résultats de cette double erreur politique viennent de se manifester. Les conséquences des fautes économiques ne sont pas moins graves. C'est à cause d'un développement démesuré de son commerce extérieur que l'Allemagne souffre profondément dans son industrie ; c'est parce qu'elle a eu recours d'une façon excessive au crédit pour mettre sur pied des entreprises trop vastes, que tout l'édifice de la banque et de la circulation fiduciaire plie sous le poids d'engagemens trop lourds. Dans sa marche forcée vers le but qu'elle s'était assigné, cette nation s'appuyait sur des conceptions qui méprisent ou ignorent les autres; elle semble avoir agi sur ce terrain comme elle le fit lorsqu'après avoir violé la neutralité belge, elle lança ses armées sur la route de Paris. De même qu'elle comptait anéantir les troupes de ses adversaires, elle prétendait, sur les marchés commerciaux, tout balayer devant elle et supprimer la concurrence. Il lui faudra longtemps pour rebâtir ce qu'elle aura détruit de ses propres mains.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LA GUERRE VUE D'UNE AMBULANCE

La vraie ambulance est celle qui opère sur les champs de bataille. Mais les maisons hospitalières qui prolongent et complètent son œuvre, qui reçoivent ses blessés et qui les guérissent, ont quelque droit aussi à ce nom évocateur de beaux dévouemens. Écarté de la première par l'insuffisance de ses forces, c'est dans l'une des secondes qu a pu travailler, à titre d'aumônier, l'auteur de ces lignes. L'ambulance américaine de Neuilly possédant les moyens d'aller les chercher elle-même jusque sur le front, a été l'une des toutes premières à recevoir des blessés. Le front, du reste, quand elle s'ouvrit, au début de septembre, n'était que trop rapproché de nous. On y allait le matin, on en revenait avant le soir. Les notes jetées ici jour par jour donneront donc de la guerre une vision assez directe. A leur modeste place, elles pourraient compléter les *Impressions d'un combattant*. Elles n'en offriront pas l'héroïque entrain ; mais elles rappelleront sous un autre aspect les mêmes actes de courage ; et si de la bataille elles reflètent plutôt les épreuves que la gloire, il n'y a pas lieu de le regretter. L'amour de la guerre pour elle-même est si peu dans le fond de nos âmes que le grand crime dont nous accusons l'Allemagne est de l'avoir rendue fatale et ensuite déchaînée. Pour n'avoir pas voulu la guerre, pour ne chercher qu'à en délivrer le monde et à l'extirper jusque dans ses causes, les peuples civilisés ne se battent pas aujourd'hui avec moins de courage, ni avec moins de résolution. Dans cet effort sacré, ils ne peuvent puiser qu'une vigueur nouvelle à contempler de près les souffrances, noblement acceptées, des victimes des champs de bataille.

Meudon, 3 septembre.

4 heures. — De Meudon à Neuilly, la distance n'a rien de redoutable. J'ai cru, pourtant, que je ne la franchirais pas. Nommé depuis cinq jours, j'attendais avec impatience mon appel, et je ne voyais pas sans inquiétude augmenter d'heure en heure les difficultés de la circulation. Hier soir enfin, sur le coup de 9 heures, une dépêche, longuement retardée, me demande de venir à l'ambulance, où doivent arriver des blessés d'un moment à l'autre. Ce matin, je me rends à la gare pour demander des informations. Il est probable, m'est-il répondu, que le train de 11 heures passera, mais on ne peut rien garantir. Je l'attends en vain, jusqu'à plus de midi. Le chef de gare interrogé n'en sait pas plus que moi. C'est le jour du grand désarroi; on vient seulement d'apprendre le départ du gouvernement et l'arrivée des ennemis à Compiègne. Avec le mouvement des troupes qui se portent vers le Nord, avec les mesures de précaution et les travaux hâtifs qu'entraîne la mise au point du camp retranché de Paris, on ne sait plus quels trains subsistent, quels ponts restent franchissables, quelles portes sont encore ouvertes.

Je fais sans grand espoir une tentative au téléphone. O prodige! il fonctionne, et l'ambulance promet de me faire prendre à 5 heures.

5 heures 15. — Personne. — Toute la maison est close, et ma domestique est partie. J'attends au jardin l'arrivée de l'automobile. Il fait un temps délicieux. Jamais été ne fut plus beau. La nature insulte aux hommes; ou plutôt, c'est le contraire. En allant hier à Clamart, je suivais, à cette même heure du jour, la lisière du bois. La lumière, l'ombre, le soleil, les arbres, la douce tiédeur de l'atmosphère, la vue lointaine sur Paris, sur le Bois de Boulogne, sur Saint-Cloud et ses coteaux verts, tout formait un si grand contraste avec les horreurs humaines, que j'en fus comme grisé et cessai de croire aux réalités oppressantes du moment. Elles prirent figure de rêve, d'imagination folle. Je supposai que huit nations, dont les quatre plus grandes de l'Europe et la plus forte de l'Asie se trouvaient déjà en guerre, et que deux ou trois autres encore s'apprêtaient à y entrer. Je supposai, dans tout le Nord et l'Est de la France, puis sur la moitié des vastes frontières qui séparent la Russie, l'Autriche et

l'Allemagne, des batailles de plusieurs jours, des batailles de plusieurs semaines, où s'entre-tuaient plus de deux millions d'hommes. Je supposai que la Nouvelle-Zélande s'emparait d'une île allemande en Océanie, qu'on se battait en Afrique Orientale, au Cameroun, dans le Congo. Je supposai que le Japon bombardait une presqu'île dans la mer de Chine. Je supposai que sur les Océans de grands navires se faisaient la chasse, que dans la mer du Nord, en même temps que dans l'Adriatique, des flottes entières cherchaient à se détruire. Je supposai revenue l'époque des invasions, et qu'elles s'accompagnaient de destructions, de viols, d'assassinats et d'incendies, comme on n'en avait pas vus depuis Attila. Je supposai que les villes d'art flamandes venaient d'être brûlées, que la Belgique et la France du Nord étaient la proie de hordes barbares, et que le même fléau arrivait aux portes de Paris. Je supposai, pour comble de dévergondage en mes inventions, que, mal satisfaite de ces champs de carnage, la guerre s'étendait jusque dans le ciel, et qu'au-dessus de nos têtes, la science humaine, parvenue après tant de siècles à naviguer dans les airs, en faisait tomber des engins mortels sur les grandes villes, sur les églises, les musées, les hôpitaux, les palais des reines et des princes enfans... Des coups de canon m'éveillèrent de ce rêve affreux. Ils étaient tirés contre des avions allemands qui jetaient des bombes sur Paris.

5 heures 40. — La voiture n'arrive pas. Resterai-je là seul? Je vais voir les aéroplanes, français ou allemands, qui ronflent au-dessus de la maison.

6 heures. — J'entends la trompe de l'automobile. On sonne; c'est bien pour moi. M. Carroll et M. Benet (1) m'emmènent à l'ambulance.

Neuilly, 5 septembre

Les blessés n'arrivent pas. Et cependant nous sommes prêts. L'ambulance est installée au Lycée Pasteur, qui devait recevoir au mois d'octobre ses premiers élèves. C'est un immense et splendide édifice qui n'a pas coûté à bâtir moins de cinq millions. Encore complètement vide, et en partie même inachevé, il ne s'en prête que mieux à la transformation. Avec ses grandes salles de cours, ses laboratoires, ses vastes sous-sols, ses

(1) Deux des cinq membres du Comité. Les autres sont MM. Dalliba, Monahan, et Twyeffort. Le Dr Watson en est président.

baies largement ouvertes, ses plafonds élevés, ses appareils d'électricité et de chauffage central, on le dirait destiné aux victimes de la guerre. Et il n'est pas jusqu'à ses devises, écrites depuis un an, qui ne semblent choisies pour l'objet actuel : PATRIE, sur le cartouche de la grande cour; sur une face de l'horloge : L'HEURE FRANÇAISE SONNERA TOUJOURS; sur l'autre : QUAND L'HEURE SONNE, HOMME, SOIS DEBOUT. Salles d'opérations et de radiographie, cabinet dentaire, salles de bains, étuves, chambres d'isolement, cuisine, lingerie, tout est mis au point. Dix grandes voitures automobiles, munies de brancards et de matelas, n'attendent qu'un signal pour aller quérir des blessés. Nous avons deux cent cinquante lits; le nombre en augmente chaque jour et pourra s'élever à cinq ou six cents. Le personnel, où se mêlent Américains, Anglais et Français, se compose d'environ 15 docteurs (1), 50 infirmières diplômées, avec 30 auxiliaires femmes et 40 auxiliaires hommes. Une douzaine de personnes s'emploient à la lingerie, une cinquantaine aux plus gros travaux. L'administration occupe 12 à 15 hommes dont un architecte, qui n'a pas le moins à faire.

Bien que la partie supérieure de ce personnel travaille sans rétribution et qu'on reçoive beaucoup de dons en nature, les dépenses, on le devine, s'élèvent à un gros chiffre. Les frais de fonctionnement s'évaluent à une centaine de mille francs par mois; les frais d'établissement ont déjà dépassé cette somme.

Les ressources proviennent entièrement de la généreuse charité des Américains. C'est le Conseil d'administration de leur hôpital de Paris qui a pris, dès le début de la guerre, l'initiative du mouvement. La colonie qui réside en France a presque à elle seule donné le demi-million qui fut souscrit le premier mois. New-York et les autres villes des États-Unis sont venues ensuite; et, malgré la crise qui sévit là-bas comme ailleurs, on peut être sûr que les fonds ne manqueront pas. L'Amérique a sa Croix-Rouge, qui secourt, ainsi qu'il est juste, les blessés de toutes les nations; mais, parmi les belligérans, elle a voulu

(1) Au 6 octobre, la liste des médecins s'est encore augmentée et comprend : MM. Du Bouchet, chirurgien en chef; Blake, Blanchard, Brathwait, Bromer, Carry, Chauveau, Conkling, Davenport; Derby, gendre du président Roosevelt; Dygdale, Evringham, Gros, Haguet, Hayes, Jablon, Jeaugeas, Kœnig, Kopp, Lyon, Magnin, Rice, Rogers, Soulier, Turner, Worcester. A la même date, nous avons 255 blessés et il en est sorti, guéris ou défunts, une cinquantaine. Je pourrais citer, parmi les infirmières, l'élite de la société américaine et des noms universellement connus.

distinguer les compatriotes de La Fayette et de Rochambeau; notre ambulance est le témoignage de leur fidèle gratitude. La France ne l'oubliera point.

6 septembre.

Toujours sans blessés. Quelques dames s'impatientent. On élargit les préparatifs; nous devons approcher de 300 lits. Moi, j'installe notre chapelle. Grâce au curé de la paroisse Saint-Pierre, au couvent de Saint-Thomas de Villeneuve, et à de généreux amis, tout s'arrange sans qu'un centime soit distrait pour cela des fonds de l'ambulance. Je n'en suis pas moins reconnaissant à notre Comité d'avoir bien voulu mettre à ma disposition le plus beau local du Lycée, l'amphithéâtre de chimie. Après la guerre, peut-être, notre chapelle redeviendra salle de cours, comme les aumôniers de l'armée et de la marine perdront leur office provisoire. Mais où le Christ aura passé, il en restera toujours quelque trace divine.

8 heures du soir. — Nous allons enfin recevoir des blessés; toutes les automobiles sont parties en chercher à Villeparisis, où en sont venus deux cents du combat de Montmirail. C'est, sans doute, la suite de ces engagemens de l'Ourcq, où le communiqué de 3 heures annonce que notre armée arrête l'avance des Allemands. Nous attendons anxieusement, tous dans le hall d'entrée : les infirmières, les docteurs, les aides. On parle d'une cinquantaine de blessés et des cas les plus graves. Qu'ils nous arrivent. Je crois que nulle part ailleurs ils ne seraient mieux traités.

11 heures. — Nous attendons toujours. La fatigue appesantit les corps; on a tant travaillé, ces jours-ci, aux préparatifs. Mais les âmes restent éveillées; et, si les yeux se ferment à demi, les cœurs restent largement ouverts.

11 heures 15. — Comme j'écrivais la fin de ces quatre lignes, coup de téléphone. Alerte et attention. C'est le Dr Magnin qui demande le Dr Du Bouchet. La communication achevée, celui-ci nous la transmet : « Il n'y avait à Villeparisis que 200 blessés. Quand nos voitures sont arrivées, ils étaient déjà emmenés par d'autres ambulances. *So nothing to do; go to bed.* Rien à faire; allez dormir! » C'est à quoi nous nous résignons, un peu déçus, mais pas trop. Il suffit, en temps de guerre, que l'on s'attende à un événement, pour en voir arriver un autre.

7 septembre.

Le vrai travail est commencé. Nous avons reçu, l'après-midi, une dizaine de soldats anglais. L'un d'eux a une balle dans la gorge; un autre, le pied écrasé; le reste est blessé aux mains, aux bras, aux jambes, ces pauvres membres bleuis et affreusement gonflés. Tous, excepté un malheureux qui souffre d'appendicite aiguë, se montrent gaillards et de belle humeur; il nous faut insister pour faire asseoir ceux-là mêmes qui ont le pied malade. La seule chose dont ils se plaignent, et en riant, c'est de ne s'être pas lavés depuis plusieurs jours, ni déshabillés depuis des semaines.

Il ne leur est permis de parler des faits de guerre qu'après quinze jours écoulés. Ce n'est pas, jugent-ils à bon droit, désobéir à cet ordre que de nous confirmer, pour les avoir vues de leurs yeux, les atrocités des Allemands en Belgique, et notamment le fait, très souvent renouvelé, — chaque fois, semble-t-il, que c'était possible, — de placer devant eux les enfans et les femmes, au moment du combat.

Un sujet sur lequel ils ne tarissent pas, c'est l'excellence de l'accueil qui leur est fait partout. « Nous nous croirions chez nous, disent-ils avec un vif accent de gratitude, nous sommes même reçus et traités mieux qu'en notre pays. » C'est trop juste, ne sommes-nous pas frères d'armes? Une petite scène populaire vient illustrer ces sentimens réciproques de reconnaissance. Un grand Highlander a ouvert une fenêtre qui donne sur la rue. Aussitôt se forme un rassemblement et la foule cherche à exprimer sa sympathie par une ovation discrète. L'arrivée de deux Anglaises et celle de votre serviteur permettent d'engager l'entretien. On me demande d'expliquer, de raconter, d'interpréter. La conversation dure un bon quart d'heure. Une des Anglaises offre le *New-York Herald* du jour à notre héros; il l'a déjà lu. Elle propose de le lui apporter demain à cette même fenêtre. Je réponds qu'il sera dans son lit de malade et qu'il vaudra peut-être mieux le déposer au nom de l'aumônier. C'est ce qui sera fait, et l'on y joindra un illustré qui représente des scènes de la guerre où l'armée anglaise a le beau rôle. Quelqu'un me tend un journal qui vient de paraître. Je lis tout haut le communiqué dans lequel, « grâce à une action très vigoureuse de nos troupes, puissamment aidées par l'armée bri-

tannique, les troupes allemandes qui s'étaient avancées, avant-hier et hier, jusque dans la région de Coulommiers et de la Ferté-Gaucher, ont dû, dans la soirée d'hier, marquer un mouvement de recul. » Je me permets d'ajouter qu'à en croire des nouvelles plus récentes, nos succès vont s'élargissant et qu'on a de bons motifs d'espoir pour la bataille qui continue.

C'est qu'en effet, depuis trois jours, je sens la confiance m'envahir, non plus seulement la confiance au succès final, que j'ai toujours éprouvée, mais la confiance aux victoires prochaines, à la déroute de l'armée allemande sans qu'elle atteigne Paris, au plus tard devant Paris même. Cela vient, peut-être, de ce que je reçois plus d'informations, grâce à notre chef de transports. Peut-être aussi dois-je cet optimisme à une atmosphère où se respire de plus près l'esprit des batailles Je comprends mieux le sens et la portée de ce qu'on nous repète de toutes parts, que le moral de l'armée est excellent. S'il demeure tel que je le constate maintenant par nos blessés, par nos ambulanciers, par moi-même, le triomphe est assuré. Il n'est pas possible que le moral des Teutons soit le même, depuis six semaines qu'ils marchent sans repos ni trêve en pays ennemis, nuit et jour harcelés par un adversaire dont on leur avait inspiré le mépris, et alors qu'ils doivent renoncer à l'entrée promise et attendue dans cette ville fascinante de Paris. Et puis, comment faire durer le mensonge formidable de la coopération italienne, de la neutralité anglaise, de l'amitié belge? Ils ont bien dû se rendre compte, si Allemands soient-ils, de l'accueil des Belges; ils ont bien dû reconnaître, fût-ce parmi les morts ou les prisonniers, des soldats de l'Angleterre!

8 septembre.

Je reviens d'une visite à notre salle d'Anglais. L'un d'eux réclamait sa médaille militaire déposée au coffre-fort, et qu'il craignait d'avoir perdue; il était sérieusement inquiet: j'ai eu grande joie à la lui rendre. Tous nos blessés, dans leurs lits confortables, et entourés de soins parfaits, semblent mieux qu'hier.

J'ai eu des nouvelles. Elles paraissent bonnes et sont, en tout cas, des plus importantes. La grande lutte est vraiment engagée, comme le donnait à entendre le communiqué de ce matin. Elle s'étend de la région de Meaux à la place de Verdun,

dans la Brie et dans la Champagne. Il faut maintenant deux noms de provinces pour localiser une bataille! C'est vraisemblablement la plus grande rencontre de l'histoire humaine. Je me rappelle, de mes leçons d'enfant, le prestige qu'exerçaient sur moi ces noms d'Aétius, d'Attila, de bataille des Champs Catalauniques. Dans le même endroit, au moment où j'écris, il se livre une bataille égale, une bataille plus grande, qui verra, qui voit se régler des destins non moins graves, et s'entre-tuer, par des moyens plus efficaces, des armées quatre fois plus nombreuses. Qui l'emportera, cette fois, d'Attila ou de nous? des deux nations les plus policées du monde, Angleterre et France, ou de ceux que le genre humain, en les voyant agir, nomme encore les Barbares?

Ce devait être beau, à Saint-Étienne-du-Mont, l'intercession commune de cet après-midi, devant la châsse où repose la Patronne de Paris. Et ni l'orateur ni l'auditoire ne devaient manquer d'émotion, s'ils contemplaient, à quatorze siècles de distance, l'analogie des événemens. Geneviève, Jeanne d'Arc, douces bergères envoyées de Dieu, sauvez le troupeau de votre race!

10 heures du soir. — Toutes nos voitures viennent de partir pour Meaux, où nous avons appris, vers 9 heures, que des centaines de blessés se trouvent sans secours. Nous leur expédions médecins, infirmiers, pansemens, dans les fourgons d'ambulance, pendant que, dans leurs autos personnels, nos riches Américains leur portent des provisions. La ville de Meaux évacuée la semaine dernière, centre de la bataille ces jours-ci, doit manquer totalement de ressources. Je demande au médecin en chef à partir aussi; il me répond que je ferai mieux de rester, qu'on doit avoir des prêtres là-bas, et qu'il ne faut pas démunir l'ambulance à pareil moment.

Les derniers automobiles ronflent sous ma fenêtre. Voilà qu'ils partent à toute vitesse, dévorant la route, jetant l'éclat de leurs phares dans les ténèbres de la nuit, comme nos amis jettent, sans le savoir, la beauté de leur dévouement dans l'horreur de tant, tant d'hécatombes!

Du moins paraissent-elles, cette fois, acheter notre délivrance. Notre avantage s'accentue. Un officier américain, qui arrive de la région de Meaux, dit que les Allemands ont reculé aujourd'hui de douze kilomètres. Si c'était donc le commencement de leur débâcle, et une solution plus prochaine de la guerre!

9 septembre.

6 heures du soir. — Un court instant de liberté, alors qu'il faudrait des heures pour parler de cette journée.

Nos voitures sont revenues de Meaux, à huit heures du matin. Je croyais avoir entrevu la guerre dans l'affolement des départs aux gares de Paris, dans l'apparition et les témoignages de dames de la Croix-Rouge qui avaient dû fuir Rethel en pleine nuit, avec leurs blessés. Ce n'en était, si je puis dire, que des effets réflexes. Aujourd'hui, j'en ai sous les yeux les effets directs et immédiats. Un par un, l'on nous apporte, sur des brancards, les couvertures, presque funèbres, qui entourent les victimes des combats d'avant-hier. De ces paquets sanglans, que nous entr'ouvrons avec des précautions infinies, émergent de grands corps aux membres mutilés, des faces douloureuses et résignées de pauvres Africains. Tous, des tirailleurs. Dans le nombre, deux Français, les vingt autres sont Arabes ou nègres : Tunisiens, Algériens, Marocains et Sénégalais. Leur numéro matricule est, pour la plupart, tout ce qu'ils connaissent de français; c'est avec cela que nous les identifions. Deux gradés, un soldat de 1re classe et un caporal, sont un peu plus savans et nous aident près de leurs compagnons.

Je ne sais s'il est régulier d'appeler gradé un soldat de 1re classe, mais c'est juste, en tout cas, pour l'Arabe auquel je pense. Sa compagnie, raconte-t-il, a chargé trop tôt, sous le feu de l'artillerie allemande, bien avant que la française eût préparé le terrain (toujours même abus d'héroïsme) ; ils sont tombés tous, à l'exception de trois. Notre héros, étant soldat de 1re classe, a rallié ses deux camarades et les a conduits à une autre compagnie. Blessé à la cuisse, il a continué de se battre jusqu'à ce qu'un éclat d'obus lui eût cassé le bras.

Un autre tirailleur, un cycliste, originaire de la Drôme, qui vient d'arriver seul, a eu la main droite brisée. Ne pouvant plus se battre, il est parti sur sa bicyclette à la recherche d'un poste de secours, et n'en a trouvé qu'à Paris!

A la salle des Anglais, qui sont déjà mieux, je raconte l'arrivée de nos blessés africains et la bataille de Meaux. « C'est à partir de Meaux, leur dis-je, que les Allemands ont commencé de reculer, et cela grâce à vous, qui les avez arrêtés là. » Une flamme de joie brille dans leurs regards, surtout quand j'ajoute

que le même mouvement se continue depuis deux jours. Paris sauvé, ils sont contens.

11 heures du soir. — Deux de nos voitures les plus douces viennent de ramener chacune, de Nangis, un officier anglais. Ils étaient provisoirement soignés chez des particuliers. On se proposait d'en ramener un troisième; on l'a trouvé mort. Le curé de cette petite ville a vaillamment soutenu les courages et organisé les secours. Les bombes d'aéroplanes ont fait assez de mal dans les environs : une femme a eu la jambe cassée et un petit garçon de neuf ans a péri; une autre femme a été tuée net avec son enfant dans les bras, sans que le bébé fût atteint. Un de nos deux Anglais a eu le poumon perforé d'une balle; nos médecins comptent le sauver. Mon dernier travail, en cette émouvante journée, a été d'inventorier ses effets, pour mettre au coffre-fort ses objets de valeur. La pauvre tunique était percée de deux trous vers le milieu; l'un à l'entrée de la balle, l'autre à sa sortie. Tout alentour, de larges taches rouges.

12 septembre.

Nous attendions, hier soir, un officier supérieur anglais, le général Snow, qu'on était allé prendre à Coulommiers. J'apprends, à cette occasion, que notre quartier général a quitté cette ville, sans doute pour avancer au Nord-Est; c'est un bon signe de plus. Le général Snow n'est arrivé que ce matin. Ses blessures, me dit-on, ne sont pas graves : son cheval se serait renversé sur lui. C'est l'affaire de quelques jours. Heureusement, car il a eu lui-même à remplacer un autre général, et les chefs sont précieux.

Cette nuit sont arrivés deux blessés allemands que je n'ai pas encore vus. J'ai seulement fait, ce matin, l'inventaire de ce qu'ils apportaient. Leurs effets étaient souillés de boue et de sang. Nous avons mis sous scellé ce qui pouvait en valoir la peine, sans approfondir si c'était apporté d'Allemagne ou volé en France. Je ne dis pas cela pour une pomme verte, trouvée dans la poche; mais un carnet portant l'en-tête du petit séminaire de Saint-Riquier m'a laissé rêveur. Malgré tout, je n'ai pas à faire le moindre effort pour me sentir porté vers eux par un sincère sentiment de pitié, surtout depuis qu'on m'a dit qu'à leur arrivée, ils tremblaient de tous leurs membres.

Une bonne partie de mes visites, jusqu'ici, se passe à faire

des correspondances pour les illettrés, et pour ceux qui ne peuvent se servir de leur main. S'ils ne savent pas dicter, je leur propose des idées, qu'ils acceptent toujours, et j'ajoute souvent quelques lignes rassurantes de la part de l'aumônier-secrétaire. Un Marocain qui sait trois mots de français m'a prononcé, pour l'enveloppe, un certain nombre de syllabes gutturales, dont la fortune m'étonnerait si elles menaient la lettre à destination. Pour des nouvelles graves, nous ferions passer la correspondance par le régiment; on y a l'adresse des familles.

J'ai reçu la visite d'amis bien anxieux. Leur fils, tirailleur algérien, n'a pas, depuis son départ, donné de ses nouvelles, je n'ose dire donné signe de vie. Et, avant la guerre, il écrivait très souvent. J'ai rassuré de mon mieux la pauvre mère, en lui expliquant que cela ne prouvait rien. Je n'ai pas ajouté ce que je sais des épreuves subies par cette vaillante arme, ni qu'un de nos blessés a vu tomber, près de Meaux, tous les hommes de sa compagnie, moins trois... On ne répétera jamais assez de combien de deuils individuels est faite une grande guerre. Il faut cependant qu'on y pense, qu'on s'en pénètre à fond, qu'on y puise pour jamais l'horreur de ces carnages incommensurables, et que les sacrifices actuels, — dût-on les pousser au bout, tandis qu'on y est, — garantissent une paix réelle, une paix durable, une paix pacifique; il faut enlever aux perturbateurs, aux meurtriers d'aujourd'hui, et à ceux qui dans l'avenir pourraient être tentés de faire comme eux, tous les moyens de nuire.

Les nouvelles deviennent franchement bonnes. Sur toute la ligne, sur l'immense ligne, en Brie, en Champagne, en Lorraine, enfin l'ennemi recule; et sur plusieurs points, notamment à l'aile droite, par où il comptait nous tourner et se jeter sur Paris, sa retraite commence.

La fatigue surhumaine de six semaines de combats, la marche ininterrompue en pays hostile, le déchet des munitions, les premières atteintes de la faim, c'en est trop pour l'endurance de ces troupes, si fortes soient-elles, et leurs chevaux eux-mêmes cèdent à l'épuisement. Encore quelques jours, quelques heures peut-être, et l'historique bataille de la Marne (toujours ces noms gigantesques!) arrête l'invasion ou même la repousse, détruit les plans de l'Allemagne, renverse à notre

avantage la marche de la guerre, se transforme en victoire de la France... Comme nos souffrances et comme nos deuils en seraient adoucis !

Mais, en saluant d'un immense désir et d'une joie prête à éclater cette naissante aurore de victoire, je vois, je ne puis m'empêcher de voir de quoi sont teintes les nuées qui lui font cortège; de quelle précieuse couleur, de quel sang, l'horizon est rouge.

Hier soir, par un vent et une pluie horribles, dans les villages abandonnés des environs de Meaux, nos ambulanciers glanaient encore des blessés privés de soins depuis plusieurs jours. Ils nous en ont rapporté une douzaine au milieu de la nuit; et ce matin, à 6 heures, ils sont partis en chercher d'autres. C'est un rude spectacle, me disent-ils, que celui des champs de bataille après la bataille, surtout lorsqu'ils s'étendent à l'infini et qu'on ne sait dans quel bois, dans quelle grange solitaire ou dans quelle église, on trouvera les plus malheureux. L'âme tendue vers le but pitoyable, à peine si, de l'automobile fuyant, on accorde un regard aux arbres jetés bas, aux maisons incendiées, aux débris d'équipemens, aux chevaux morts et déjà gonflés, à ceux qui se dressent sur les collines, affamés, immobiles, comme de grands squelettes. Enfin l'on découvre un groupe douloureux, on se penche sur l'herbe sanglante, on réconforte les âmes et les corps, on distribue boisson, nourriture, pansemens, on ressuscite la force et l'espérance. Les pauvres blessés, bien doucement, sont enveloppés, soulevés, couchés sur les matelas de l'ambulance ou sur les coussins de la voiture de maître; et les voilà partis vers l'asile de science et de bonté, où se réparent, quand ils sont réparables, les forfaits atroces de la guerre. Il y a la science qui tue et la science qui guérit, comme il y a le bien et le mal, comme il y a Dieu et les démons.

14 septembre.

Les blessés arrivent, toujours plus nombreux. Les autres ambulances et hôpitaux se plaignent de n'en pas recevoir. Ils ne nous manquent point, parce que nous avons des voitures pour aller les chercher nous-mêmes. Ce sont encore les victimes des commencemens de la grande bataille, de la grande victoire, puisque depuis l'après-midi d'hier, les bonnes nouvelles sont confirmées.

La victoire, c'est le souverain remède pour nos blessés. Et quelle joie de leur en porter l'annonce, de leur lire tout haut, entre les lits où ils se soulèvent pour mieux nous entendre, les bulletins qui l'annoncent!

Nous en avons besoin, nous aussi, pour soutenir la vue de leurs souffrances. Une fois baignés, rasés, vêtus de linge neuf, soulagés par les premiers soins, refaits par le sommeil et la bonne nourriture, c'est une joie de les contempler sur leurs couchettes blanches, les traits reposés, les yeux chargés de reconnaissance et de doux étonnement. Mais que l'arrivée est donc émouvante! Ceux de samedi soir, des Français, amenés de Montereau, avaient reçu quelques soins, et ils étaient à peu près propres. Mais leurs blessures, déjà vieilles de quatre ou cinq jours, pansées une seule fois, sommairement et trop tard, les faisaient cruellement souffrir. Des douze pourtant, aucun ne se plaignait; un seul, sous les élancemens de la douleur, fermait les yeux et serrait les lèvres; les autres gardaient la force de maîtriser leurs dures sensations. Il y en avait un surtout, un homme du peuple, dont l'apparition ne s'effacera pas de ma mémoire. Je vois entrer sur le brancard, enroulé dans la couverture, son pauvre corps si long, si maigre, si meurtri; je vois sa figure presque noire, aux pommettes saillantes, ses yeux luisans de fièvre et son sourire, oui, son sourire, mais d'une beauté, d'une résignation, d'une douceur à rappeler les martyrs chrétiens regardant le ciel parmi leurs supplices. Le docteur me dit qu'il est blessé à la tête, à la jambe, au bras. « Vous souffrez bien? » lui demandai-je en prenant sa main que j'aurais voulu baiser. Il me répondit : « Non. Un peu fatigué de l'automobile. »

Nous avons reçu ce même soir un officier de vingt et un ans, sorti de Saint-Cyr pour aller au feu, atteint de deux blessures. Je tairai les autres indications. Mais je peux dire une de ses épreuves. Ramassé sur le champ de bataille par les infirmiers allemands, il fut transporté avec leurs blessés au village voisin, dans l'unique chambre d'une maison abandonnée. On n'y trouva que deux matelas pour huit qu'ils étaient; il dut passer deux nuits et un jour, étendu auprès de ces êtres grossiers, malpropres, sentant le tabac et, malgré leurs blessures, s'enivrant du vin de la maison. Leur colère, à tous, allait aux Anglais; point de quartier pour eux, pas plus que pour les noirs. Quant aux Français, c'étaient de braves adversaires. On en viendrait

d'ailleurs à bout dans peu de temps; puis ce serait le tour des Russes, mauvais soldats, et des Anglais, qui n'ont pas d'armée. Le surlendemain matin, il fut permis à notre lieutenant de se joindre à d'autres blessés, ses compatriotes, dans une maison voisine. Peu d'heures après, l'ennemi commençait sa retraite et les abandonnait, comme du reste les siens, sauf les officiers, aux troupes françaises qui reprenaient le village.

15 septembre.

Les témoignages que j'ai entendus viennent de soldats blessés en des rencontres différentes; ils ne tarissent pas de reproches contre l'armée active, celle qui représente vraiment, — sans les correctifs qu'y apporte ensuite l'existence normale, — la formation militaire prussienne.

Voici, par exemple, pris sur le vif, et dans leur désordre naturel, quelques-uns des récits qui me sont faits :

« L'active ne vaut rien, dit un brave paysan réserviste. Ils cognaient à coups de crosse sur mon mal. Ils ont brisé et jeté tout ce que j'avais. La réserve arrive, c'est différent; ils me soignent. Mon camarade, blessé à la poitrine, mourait de soif, il en est vraiment mort. Je me traîne pour aller lui chercher de l'eau; ceux de l'active me couchent en joue. Je suis obligé de faire demi-tour et de me recoucher. »

Un autre a vu des soldats de l'active mettre complètement à nu un de nos soldats qui avait eu le poumon perforé, et qu'ils avaient fait prisonnier après sa blessure. « Quand ils ont vu qu'il fallait l'abandonner, ils lui ont enlevé tout, même sa chemise; et c'était par méchanceté pure, puisqu'ils n'ont rien emporté. »

Troisième récit, textuel : « J'avais un bras cassé, et je perdais beaucoup de sang. Je suis sorti de la tranchée à quatre pattes, ou plutôt à trois pattes. Ils arrivent et m'enlèvent tout. Je continue. La tranchée était à 50 mètres du village. Je me suis tiré dans une maison où ils avaient tout saccagé. Il ne restait rien du tout que des morceaux. Je vois un copain qui marchait aussi à quatre pattes; je l'appelle; il vient se coucher à côté de moi. Le major allemand est venu, nous a soignés, nous a donné du café, du pain. De là, au petit jour, je suis allé à l'église. J'ai trouvé M. le curé, il nous a soignés. Les autres gens étaient partis. Pas une maison qui n'ait été saccagée,

excepté le presbytère et l'église. C'est là que votre ambulance est venue nous prendre. Voilà aujourd'hui cinq jours que j'ai été blessé, à la fin de l'après-midi. C'est mon capitaine qui a été tué le premier. Tout ce qu'ils peuvent viser d'officiers, ils ne les manquent pas. Nous en avions aussi descendus pendant trois jours! Mais, sur deux cents et quelques de la compagnie, on n'est pas vingt de reste. »

Pour mieux comprendre ces récits, et celui que nous allons donner pour finir, il faut savoir qu'ils se rapportent aux batailles qui marquèrent l'arrêt de l'aile droite allemande, et à la suite desquelles les troupes allemandes durent se retirer précipitamment : « Un éclat d'obus m'avait jeté par terre, blessé au côté. Deux jours sans être pansé. Les Allemands arrivent. Il y avait un Saint-Cyrien à côté de moi; ils lui enlèvent son argent. Moi, ils ne m'ont pas fouillé; ils ont seulement pris ma musette, avec le pain et le chocolat. Ils m'ont emmené et fait suivre. Nous arrivons à l'église. Le major nous a soignés et donné de la soupe. Nous allions être emmenés par les Allemands, mais ils n'ont pas eu le temps. Ils sont partis en nous laissant, nous autres dans l'église et vingt des leurs dans une maison; ils n'ont emmené que leurs officiers. On nous a menés à Crouy, où votre ambulance nous a trouvés. »

16 septembre.

Deux traits entendus ce matin, à propos de la poursuite qui a suivi notre victoire de la Marne. Le premier est d'un jeune Alpin : « Ils filent, ils filent, qu'on ne peut pas les rattraper. Mais, les cochons, ils nous avaient envoyé quelque chose! Sur quatre mille que nous sommes descendus des Alpes, il en reste mille. Les autres ne sont pas tous morts; il y a des blessés (1). »

Le second trait est d'un réserviste: « Dans un bois on est tombé dessus. Ce qu'on leur en a fourré, les pauvres malheureux! Il ne devrait pas y avoir de guerres comme ça. »

Certes non, il ne devrait pas y en avoir, et jamais le crime

(1) Nous aurions, d'après certaines statistiques, un tué pour quinze blessés dans l'infanterie, un pour cinq dans l'artillerie (notre cavalerie aurait peu souffert). La raison en est que l'artillerie lourde allemande vise toujours la nôtre afin de la détruire, et jamais l'infanterie; or, les éclats de ses gros obus sont extrêmement dangereux, tandis que la balle des fusils et des mitrailleuses produit des plaies légères et faciles à guérir, prises à temps. Quant aux obus des canons de campagne, ils se montrent peu efficaces.

de ses auteurs ne m'est apparu plus grand qu'aujourd'hui.

L'après-midi nous arrivent des Anglais, blessés près de Soissons. Chez tous, quel courage, et quel entrain! Quelle gaîté même, chez plusieurs! « Je me suis battu jusqu'à tel jour, où je fus blessé. — Et depuis? — Depuis? j'ai voyagé. » Un jeune soldat, qui a la cuisse traversée d'un éclat d'obus, se plaint d'être trop sale; il montre en riant sa barbe et ses ongles. Et dire que sa blessure l'exclut du grand bain! On le lave cependant avant de le coucher.

Un officier de six pieds de haut, ce qui ne l'empêche pas d'être dans l'infanterie, a le front ceint d'un bandeau plutôt rouge que blanc. Il me montre à sa casquette le trou fait par la balle : « *Narrow escape*, lui dis-je. Vous l'avez échappé belle. » Sa chance fut plus grande encore, deux autres balles ont, sans l'atteindre, percé au-dessus du pied sa chaussette et, au milieu du bras, sa tunique! Il a confiance dans l'action engagée; il croit que plus de cent mille Français tournent les deux corps ennemis contre lesquels se battent les Anglais et qui sont fortement postés au nord de Soissons. Je lui montre avec émotion deux blessés en piteux état, qu'on descend de l'auto, et qu'on apporte sur des civières : « Ce ne sont pas les pires, me dit-il, tant s'en faut! Il y en avait de tels, sur le champ de bataille, qu'on n'a pas pu les enlever. » — « Espérons qu'on les soignera sur place. Dans les cinq jours de bataille que vous avez vus, n'y a-t-il pas eu d'armistice pour enlever les blessés, enterrer les morts? — Non, pas de ça! On ne peut se fier aux Allemands. Et puis, ils sont dans une boîte, ne les lâchons pas. A eux d'en sortir s'ils peuvent. » L'animosité des Anglais contre l'ennemi commun est plus profonde encore que la nôtre; de même aussi, celle de l'ennemi contre eux.

. . . .

17 septembre.

En faisant ma tournée, ce matin, je retrouve mes blessés d'hier en assez bon état, reposés, contens. Ils me racontent l'accident et aussi les combats de la semaine dernière, la poursuite des Allemands. Je laisse la parole à un réserviste alpin, des environs d'Aix-en-Provence :

« Jeudi et vendredi, nous avons marché tout le jour sans un

coup de fusil. Ce qu'ils filaient! Bientôt on ne les voyait plus. Nous les avons rejoints le samedi soir, à Vic-sur-Aisne. Nous les avons poussés. Ils ont essayé de faire sauter le pont. Impossible; nous étions arrivés à temps. Nous passons derrière eux. A ce moment-là, ils tirèrent sur nous; mais nous avions l'artillerie du 47e postée sur la gauche, qui les a forcés de reculer encore. La nuit, notre compagnie a pris les avant-postes.

« Dimanche matin, à 7 heures, on est reparti de la rivière. Cette fois, on n'allait pas vite, leur grosse artillerie nous tirait dessus, et ils avaient une position terrible, même qu'on n'a pas pu faire plus de 4 kilomètres dans toute la journée. On a marché sous le feu de l'artillerie, jusqu'à 6 heures du soir. C'est là qu'il en est tombé! Il y a des sections qui y ont complètement passé. Vous comprenez : on nous avait dit qu'il fallait à tout prix prendre position pour ne pas laisser avancer l'infanterie allemande.

« A 6 heures, un éclat d'obus m'entre dans la jambe. Il y est encore. On m'a porté à un poste de secours. J'y ai reçu mon premier pansement et passé la nuit. Après, l'on m'a porté à Vic, à l'hôpital de campagne de la Croix-Rouge, puis à la gare de Compiègne...

« Je n'ai pas eu trop de mal; un peu serré à la jambe, justement celle de l'obus. Les civils se sont levés. On nous a ouvert l'hôpital de Mary, où les Boches n'avaient rien laissé. A 9 heures, l'évêque est venu: il nous a donné des paquets de tabac. Ce qu'il est bien, ce Monseigneur-là! Les autos américains sont arrivés vers onze heures, et, à six heures, nous étions ici.

« On voudrait tout de même que ça soit fini. C'est un vrai carnage. »

FÉLIX KLEIN,

Aumônier de l'Ambulance américaine.

(A suivre.)

LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA FRANCE EN 1914 ET L'ALIMENTATION PUBLIQUE

A l'heure où ces lignes sont écrites, l'ennemi occupe encore une partie du territoire français dans le Nord et le Nord-Est. Une autre région, qui s'étend au Sud de la première, a été le théâtre des combats les plus violens. Il n'est pas défendu de supposer que tous les départemens successivement parcourus et occupés par les deux armées ont été littéralement ravagés et dépouillés d'une fraction fort notable des récoltes déjà recueillies, du bétail, des fourrages nécessaires à l'entretien de ces animaux, etc., etc.

Or, la partie de la France ainsi privée de ses ressources et de ses produits agricoles est, à coup sûr, une des plus riches de notre pays au point de vue de l'exploitation du sol.

Bien loin de pouvoir concourir à l'alimentation de la population de la France, tout le territoire foulé par les combattans et saccagé par les bandes allemandes devra peut-être recourir à des achats pour assurer la vie de ses habitans, pour reconstituer un capital de culture réduit ou anéanti...

Quelles répercussions une pareille situation peut-elle avoir, cette année même et l'année prochaine, sur la production agricole et l'alimentation publique?

C'est ce que nous voudrions indiquer rapidement sans optimisme aveugle comme sans pessimisme exagéré.

LA PRODUCTION VÉGÉTALE EN 1914

La récolte de 1914, celle que l'on vient de faire, pour les céréales, celle que l'on va faire pour les pommes de terre, les betteraves, et le vin, est une récolte moyenne. Des pluies persistantes et des froids imprévus avaient retardé, en juillet, la maturité des céréales. La moisson était tardive dans toute la moitié septentrionale de la France. La mobilisation qui date du 2 août, a rendu partout difficile la rentrée des récoltes de blé auxquelles devait succéder celle de l'avoine. Partout, cependant, à notre avis, cette rentrée a été achevée, exception faite, bien entendu, pour les zones du territoire que les troupes ont occupées immédiatement.

Quelles peuvent être à cet égard les pertes subies? Pour le savoir, il faut tout d'abord évaluer la production du blé et de l'avoine sur le territoire qui a été occupé par l'ennemi ou qui l'est encore. Voici un tableau dont les élémens sont empruntés à la statistique officielle du ministère de l'agriculture pour l'année 12, année moyenne comparable, croyons-nous, à l'année 1914 :

	Récolte en milliers de quintaux.	
	Blé.	Avoine.
Aisne	2 900	1 800
Ardennes	1 000	650
Marne	1 600	1 500
Haute-Marne	900	600
Meurthe-et-Moselle	950	700
Meuse	1 000	700
Nord	3 100	1 400
Pas-de-Calais	2 900	2 200
Oise	2 400	2 100
Vosges	490	990
	17 240	12 640

Or, la production totale de ces deux céréales, en 1912, s'est élevée à :

Blé	90 millions de quintaux.
Avoine	51 — —

Comparées à ces chiffres, les récoltes de la zone des armées en campagne représentent respectivement :

18 pour 100 pour le blé.
25 pour 100 pour l'avoine.

Les déprédations, les pillages et les incendies imputables à l'armée allemande peuvent avoir réduit dans une proportion considérable la récolte des départemens envahis, mais l'ennemi n'a pas réussi cependant à tout détruire ou à tout prendre. Une partie des gerbes recueillies n'avaient pas été battues; le grain était encore dans l'épi, et l'ennemi n'a certes pas enlevé un produit aussi encombrant que des millions de gerbes de céréales. En admettant que la moitié de la récolte ait été volée ou détruite, nous n'atténuons pas abusivement la perte subie. Celle-ci ne dépasse donc pas 9 pour 100 de la production française pour le blé en grain, et 12 à 15 pour 100 pour l'avoine. Il nous faudra bientôt tenir compte de cette évaluation, quand nous étudierons les répercussions possible du déficit constaté sur le chiffre des disponibilités et sur les cours qu'elles gouvernent.

Dès à présent, ces cours ont subi une double influence qu'il convient de signaler pour comprendre ce que signifient leurs variations :

1° Depuis le jour de la mobilisation, les droits de douane ont été supprimés ;

2° Les craintes relatives à un déficit de la production et à une réduction sensible des disponibilités ont agi en sens inverse de l'abolition des taxes douanières, et ont eu pour effet certain de relever le niveau des prix.

Or, dans le courant du mois d'août, la cote des blés et avoines à la Bourse de Commerce de Paris a varié de la façon suivante par rapport aux prix de juillet :

	Prix par quintal.	
	Juillet.	Août.
	fr.	fr.
Blé.	27,16	27,84
Avoine	21,67	22,94

En somme, le prix de ces deux céréales a fort peu changé. Certes, la situation politique, le déficit possible résultant du défaut de main-d'œuvre au moment de la moisson et de la rentrée des récoltes, puis, enfin, la difficulté des transports ont

fait naître les inquiétudes les plus légitimes. Toutefois ces craintes ont provoqué simplement un relèvement des prix égal à celui que déterminaient les droits de douane avant leur suppression récente. Le cours du blé notamment est resté pour ainsi dire sans changement.

Voici maintenant ce qui s'est passé sur le marché de Paris pendant le mois de septembre. Nous avons relevé les cours cotés par les courtiers pour chaque semaine :

Dates.	Blé.	Avoine.
	fr.	fr.
2 septembre	27,50	23 »
9 —	27,50	23 »
16 —	27,50	23 »
23 —	27,50	24 »
Moyenne......	27,50	23,25

Le prix du blé est absolument stationnaire; celui de l'avoine n'a subi qu'une hausse de un franc par quintal. Comparée à la moyenne d'août, celle de septembre accuse une *baisse* pour le blé et une hausse insignifiante de 0 fr. 30 pour l'avoine. C'est là un résultat fort remarquable. Les variations des cours marquent, en effet, d'une façon très précise les fluctuations de l'opinion du public commercial, ses espérances ou ses craintes, sa défiance ou sa confiance.

La fixité des cours démontre, à nos yeux, la confiance et ne révèle, à coup sûr, aucune inquiétude relative aux difficultés possibles de l'approvisionnement général. Il y a plus. Ces cours sont assez élevés pour donner satisfaction aux producteurs agricoles, dont les intérêts pouvaient être momentanément inquiétés par la suppression des droits de douane. En réduisant leurs recettes, une baisse les eût durement éprouvés, au moment surtout où les difficultés relatives à la main-d'œuvre devenaient plus grandes, et l'on peut dire, plus angoissantes que jamais.

On se demande même comment il peut se faire que les événemens actuels n'aient pas provoqué une hausse qu'ils semblaient visiblement légitimer.

Il faut le reconnaître avec joie et avec fierté, le calme dont a fait preuve le monde commercial atteste la bonne organisation de nos marchés et la confiance inébranlable des gens bien informés dans les ressources extraordinaires que possède la France agricole.

Insistons maintenant sur ce point, et montrons, en nous appuyant sur des faits précis, dans quelles régions il sera possible notamment de puiser pour assurer notre approvisionnement en ce qui touche le blé, le blé qui nous donne le pain.

La région qui produit la plus grande quantité de froment par rapport à l'étendue de son territoire n'est pas tout entière envahie par l'ennemi. L'Eure-et-Loir, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, ne se trouvent pas dans cette zone, mais figurent, en revanche, parmi les départemens les plus riches en blé. Il en est de même pour la Vendée, dont la production moyenne, comme celle des trois départemens cités plus haut, est presque double de la moyenne française.

Il faut mentionner ensuite les anciennes provinces du Maine et de la Bretagne, sans compter deux départemens normands grands producteurs également, l'Eure et la Seine-Inférieure. Dans cette région, puis dans le Maine-et-Loire, la Charente-Inférieure et les Deux-Sèvres, la puissance productive du territoire varie encore de 300 à 400 hectolitres par 100 hectares, alors que la moyenne française ne dépasse pas 230 hectolitres. Toute cette zone riche en froment peut exporter une grande quantité de grain après avoir assuré la consommation locale. Par suite, l'approvisionnement de Paris se trouve singulièrement facilité. Or l'agglomération parisienne avec sa banlieue représente un groupe de quatre millions d'habitans. Enfin, il nous est encore possible de puiser momentanément à une autre source. La Touraine, la Bourgogne, le Berri et le Bourbonnais produisent également plus de blé que n'en consomme la population de ces régions. Le déficit résultant des pertes subies dans le Nord et le Nord-Est peut être comblé en faisant des achats là où le froment est assez abondant pour permettre des exportations. On doit réussir ainsi à satisfaire les besoins de la consommation pendant un fort long temps. Il ne faut pas oublier, en effet, que d'ordinaire la production française grossie par la récolte algérienne nous permet de nous suffire à nous-mêmes sans importer de l'étranger des quantités considérables. Ainsi, de 1901 à 1910, notre récolte moyenne s'étant élevée à 89 millions de quintaux, nous n'avons acheté au dehors que 3 millions de quintaux seulement. Encore faut-il bien remarquer que, dans ce dernier chiffre, les envois de l'Algérie figurent pour plus de moitié. La récolte de 1911 ayant été un peu infé-

rieure à la moyenne 1901-1910, nos importations ont augmenté et se sont élevées à 7 millions de quintaux.

Comme l'année 1914 est, nous l'avons dit déjà, une année de récolte moyenne, nos achats devront atteindre également 7 ou 8 millions de quintaux. Si, comme nous le pensons, les pertes subies dans les régions envahies représentent 9 à 10 pour 100 de la production française, c'est-à-dire 10 millions de quintaux au maximum, il nous suffira, pour rétablir l'équilibre, d'importer une quantité égale. Nos achats à l'étranger ne dépasseront donc pas 17 ou 18 millions de quintaux. Ce chiffre est inférieur à celui que l'on relève pour les entrées de froment étranger en 1911 à la suite de la mauvaise récolte de 1910. Or personne n'a souffert de la disette en France durant l'année 1911, et les cours n'ont jamais dépassé 30 francs par quintal. La liberté du commerce maritime nous étant garantie dès à présent, et les États-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Inde, l'Égypte étant capables de fournir aisément l'appoint nécessaire pour assurer notre approvisionnement, il n'est pas défendu d'envisager avec le plus grand calme la situation du marché du blé.

En est-il de même pour d'autres produits agricoles de grande consommation qui sont indispensables à l'alimentation ou à l'industrie?

Voici, par exemple, les pommes de terre. Ce tubercule joue un rôle des plus importans dans la vie de chaque ménage, et plus spécialement dans la vie de chaque famille pauvre. Suivons la méthode déjà adoptée pour nous rendre compte de la situation présente. En calculant, d'après les statistiques officielles de 1912, la production des départemens envahis, on arrive au chiffre de 20 millions de quintaux, représentant 13 pour 100 de la récolte française.

Ici, toutefois, nous nous trouvons en présence d'une situation spéciale très différente de celle qui se rapporte aux céréales. Les grains étaient récoltés, ou du moins blés, avoines, orges, etc., étaient « sur pied » au moment de l'invasion. L'ennemi a pu voler, incendier, et le passage des troupes sur les terres encore couvertes de récoltes a complété l'œuvre de destruction. Il n'en a pas été de même pour la pomme de terre dont l'arrachage n'a lieu qu'en septembre, voire à la fin de septembre.

Les bandes allemandes ont eu d'autres préoccupations que celle d'arracher des pommes de terre, et, en tout cas, fantassins

ou cavaliers n'ont pas détruit la récolte en foulant le sol qui la recélait. Les pertes ont donc été moindres que pour les grains. L'abondance de nos réserves disponibles va rester considérable, et l'alimentation publique sera très largement assurée. Une seule observation mérite d'être consignée ici. Les départemens envahis sont précisément ceux qui produisent les trois quarts, si ce n'est les quatre cinquièmes des betteraves industrielles récoltées chaque année en France. Ces racines n'ont-elles pas été brisées, arrachées, et consommées comme fourrages par l'ennemi? On peut le craindre. D'autre part, les fabriques d'alcool de cette région ont été sans doute dévastées systématiquement, et il en a été de même pour les sucreries, dont les mélasses constituent une des matières premières de l'industrie de l'alcool. Dans ces conditions, il faudra utiliser la pomme de terre pour remplacer la betterave de distillerie et les mélasses en vue de la fabrication des alcools. Nos pommes de terre, recherchées déjà par les féculeries, seront probablement plus chères. Il ne faut pas exagérer cependant, et nous trouverons sans doute à l'étranger, sans grandes difficultés, des alcools ou des fécules, pour combler le déficit de notre production.

En tout cas, dès à présent, à la fin de septembre, la pomme de terre reste à bas prix relativement, parce qu'elle est encore fort abondante. Notre puissance productive est si grande que nulle crainte sérieuse ne saurait être légitimée par la situation actuelle. Le défaut de main-d'œuvre au moment des arrachages est une grave difficulté, mais nous sommes persuadé que nos cultivateurs en triompheront, puisque les marchés sont fort bien approvisionnés en ce moment même.

Notre confiance fait place aux appréhensions les plus vives en ce qui concerne la betterave à sucre. Les sept départemens envahis au moins en partie, à savoir : l'Aisne, les Ardennes, la Marne, le Nord, l'Oise, le Pas-de-Calais et la Somme, produisent, à eux seuls, 58 millions de quintaux de betteraves sucrières, alors que dans la France entière la récolte ne dépasse pas 72 millions de quintaux. Plus de 80 pour 100 des quantités produites sont tirées précisément de la zone envahie. L'arrachage et les transports seront très difficiles ou impossibles, au moment opportun, c'est-à-dire pendant le mois d'octobre. D'autre part, comme nous le disions plus haut, beaucoup de fabriques de sucre ont été pillées, dévastées, ou mises, à tout le moins, hors d'état de

recevoir des betteraves à l'époque ordinaire. Il est donc certain que le sucre va devenir rare et cher, cela est même d'autant plus certain que l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique, pays de très grosse production, ne pourront pas sans doute exporter les quantités de sucre dont le marché dispose ordinairement. La cote des sucres à la Bourse de Paris accuse en septembre une hausse de plus de 10 pour 100; elle traduit ainsi une inquiétude générale très justifiée. Cette situation est d'autant plus déplorable que la perte énorme qu'elle accuse sera supportée presque exclusivement par la région du Nord, déjà si cruellement éprouvée.

Parmi les grandes productions agricoles végétales, il y a lieu de compter le vin. Nous ne pouvons pas manquer d'en parler. La récolte ne paraît pas bonne, sauf dans le Languedoc où elle est probablement moyenne ou médiocre. Le défaut de main-d'œuvre et la rareté des capitaux disponibles rendent la vendange particulièrement difficile dans les six ou sept départemens méridionaux. La cueillette du raisin doit se faire à peu près au même moment sur le littoral méditerranéen. La mobilisation a enlevé tous les hommes en pleine force. Assurément, femmes, enfans, vieillards, seront utilisés, et la nécessité rendra les vignerons avisés et prévoyans. Toutefois, à vrai dire, la difficulté reste grande pour tout le monde, et plus spécialement pour les grands propriétaires qui ont recours à la main-d'œuvre salariée. Il y a, d'autre part, des avances considérables à faire pour opérer la vinification, et bientôt après, pour donner aux vignes les soins qui assurent la récolte prochaine, celle de 1915! A un moment où chacun restreint ses dépenses, il est clair que la consommation du vin doit fléchir, et, en dépit du déficit de la production dans les régions du Centre ou de l'Est très éprouvées par le mildew, il est possible que les débouchés soient, cette année, bien moins larges que d'ordinaire. Les prix auront donc une tendance à fléchir au moment même où les producteurs verront grossir leurs dépenses par suite de la rareté de la main-d'œuvre, rareté qui risque d'en élever le taux.

Il ne faut pas oublier, d'autre part, que les vignobles algériens sont très productifs. Nul ne sait exactement quelles seront les exportations de l'Afrique du Nord. Elles serviront en tout cas à combler le déficit de la production métropolitaine en nous fournissant trois ou quatre millions d'hectolitres, si ce n'est

davantage. La consommation publique sera assurée, mais les prix seront contenus et limités par cette concurrence.

* * *

Quelle conclusion générale pouvons-nous tirer des faits déjà cités et des commentaires qui les concernent? Cette conclusion est, en somme, assez rassurante. La principale de toutes les céréales, le blé, ne manquera pas plus à l'homme que l'avoine ne manquera aux chevaux. Notre récolte de 1914 n'est pas mauvaise et les fluctuations des prix n'accusent nullement une hausse qui révèlerait toutes les inquiétudes du monde commercial. Nos importations seront sans doute considérables, puisqu'elles doivent compenser les pertes subies dans les régions envahies, mais elles ne dépasseront pas le niveau atteint dans les années de mauvaises récoltes. Ces achats à l'extérieur seront faciles, et, en attendant, notre seule production intérieure suffira pendant neuf ou dix mois aux besoins de la consommation. A cet égard, nul péril ne nous menace. L'élévation modérée des cours est justifiée par une situation exceptionnelle, et elle favorise fort heureusement les intérêts du producteur rural.

On peut proposer la même conclusion en ce qui concerne les pommes de terre, plus utiles que jamais en présence des difficultés que présente notre approvisionnement en légumes secs provenant de Russie.

En revanche, la production du sucre concentrée dans les régions envahies sera considérablement réduite au moment même où l'Allemagne, l'Autriche et la Belgique cesseront presque complètement leurs envois. La hausse du sucre est donc certaine et se fait déjà sentir.

Quant au vin, il sera peu abondant dans les régions du Centre, de l'Est et de l'Ouest, mais le Midi disposera d'une récolte moyenne que réduira malheureusement le défaut de main-d'œuvre, si les viticulteurs méridionaux ne peuvent pas faire leur vendange en temps utile.

LA PRODUCTION ANIMALE EN 1914

En étudiant maintenant la production d'origine animale, nous sommes obligés de faire état des pertes considérables

subies dans les régions envahies. Ces dix départemens possèdent environ :

1 600 000	têtes	d'animaux	de	l'espèce	bovine
1 450 000	—	—		—	ovine
654 000	—	—		—	porcine.

Ce troupeau si précieux a sans doute été décimé. Il représente à peu près, pour chacune de ces trois espèces, le dixième de notre stock d'animaux de ferme et une valeur supérieure à un demi-milliard de francs, car le capital correspondant — pour la France entière — est certainement égal à cinq milliards. Le service de l'intendance est, en outre, obligé de faire des achats dans les régions voisines de la zone des armées, et notre troupeau diminue à mesure que la guerre se prolonge, car on ne saurait réduire la ration des troupes en campagne. Cette situation est-elle donc menaçante *à l'heure actuelle?* Nous ne le croyons pas. Telle est notre richesse, au point de vue du bétail, que nous pouvons suffire à une augmentation considérable de la consommation, sans que les prix augmentent beaucoup, et les cours, nous le répétons encore, traduisent fidèlement la situation du marché. A Paris même, malgré les difficultés du ravitaillement, la valeur du kilogramme de viande nette n'a pas subi la hausse que l'on pouvait prévoir et redouter. Au moment de la déclaration de guerre, la cote du marché de La Villette s'élevait à 1 fr. 72 et à 2 fr. 60 pour le bœuf et le mouton de première qualité. Jusqu'à la fin d'août, les maxima atteints ont été respectivement de 1 fr. 90 pour le bœuf et de 2 fr. 80 pour le mouton. En septembre, les prix oscillent de 1 fr. 62 à 2 fr. 10 pour le bœuf, et de 2 fr. 06 à 2 fr. 92 pour le mouton.

Ce ne sont pas là des cours de disette. Les marchés de province ont été largement approvisionnés à des prix moins élevés.

A coup sûr, ni l'armée, ni la population civile ne manqueront de viande d'ici bien longtemps. On peut légitimement se préoccuper de l'avenir et se demander comment on reconstituera un troupeau réduit, mais la situation *actuelle* n'est point inquiétante. Les ressources disponibles ne sauraient nous manquer. Nous devons cette sécurité et cette force à l'extraor-

dinaire puissance de notre production et aux remarquables progrès de notre élevage depuis vingt ans.

Le lait lui-même n'a pas manqué à Paris dont la population a diminué, il est vrai, d'un million de têtes... et d'estomacs. Le beurre et les fromages ne font jamais défaut. Les variations des cours le montrent et le démontrent même très clairement. Il faut, en vérité, être reconnaissans à nos braves paysans, et à leurs femmes en particulier, d'avoir triomphé partout de l'obstacle que représente le défaut de main-d'œuvre. On ne se doute pas de ce qu'a demandé, par exemple, de peine, de dévouement et de vrai courage, la traite de nos millions de vaches laitières avec un personnel réduit. Or cette opération ne souffre aucun retard. La santé, la vie même des animaux en dépendent!

Une seule chose, à vrai dire, nous préoccupe et pourra nous inquiéter. On a toujours remarqué que les grands mouvemens des troupes — avec le bétail qu'elles traînent à leur suite — avaient pour conséquence la propagation des maladies qui déciment les troupeaux. La Fontaine qui était un « rural » parle, dans une de ses belles fables, d'un mal qui répand la terreur : de la peste faisant aux animaux la guerre. Il avait raison. La peste bovine à elle seule pourrait nous faire subir plus de pertes que les réquisitions allemandes. Gagnant de proche en proche les régions non encore envahies, ce fléau serait redoutable. Il importe que, dans tous les départemens voisins de la zone des armées, le service public des épizooties redouble de vigilance et s'arme de rigueurs non pareilles pour s'opposer à la propagation de toutes les maladies du bétail.

Enfin l'alimentation même des animaux domestiques devra être l'objet de soins particuliers. La difficulté des communications rendra plus malaisé l'achat des matières qui sont très souvent employées pour *compléter* la ration du bétail. Nous voulons parler des résidus industriels comme les tourteaux de graines oléagineuses. Il faudra suppléer à l'insuffisance des ressources en utilisant d'autres alimens complémentaires.

Le zèle éclairé des professeurs départementaux d'agriculture trouvera une nouvelle occasion de se déployer en renseignant les cultivateurs. Les syndicats agricoles, à leur tour, multiplieront les indications utiles aussi bien que les achats avantageux. Ces syndicats rendront de grands services en procurant

aux agriculteurs la main-d'œuvre qui pourrait être disponible sur certains points, et en centralisant, tout à la fois, les demandes et les offres.

*
* *

En résumé, la production d'origine animale doit suffire *en ce moment* aux exigences de la consommation, malgré les pertes déjà subies dans nos régions envahies, et en dépit des difficultés redoutables que présente la solution du problème de la main-d'œuvre.

Après avoir parlé ainsi du présent, il nous faut toutefois envisager l'avenir et nous préoccuper notamment des nécessités de la culture en vue de préparer la récolte de 1915.

LA SITUATION AGRICOLE ET LA FUTURE RÉCOLTE

A cette heure, la production agricole suffit, croyons-nous, aux besoins de la consommation, et l'approvisionnement général est assuré pendant neuf ou dix mois. Rien de plus heureux assurément, mais il est nécessaire de songer à un avenir plus éloigné. L'agriculture doit préparer et assurer longtemps à l'avance la récolte de l'année suivante. Que va-t-on faire, que *pourra-t-on faire* pour veiller à ce que la production de 1915 soit suffisante et pour épargner à la France une disette en 1916? Le problème est assez important pour qu'il soit indispensable de le poser nettement et de l'étudier.

Certes, le public est souvent mal informé quand il s'agit d'agriculture, mais personne n'ignore cependant qu'une terre ne produit qu'à la condition d'être « préparée, » d'avoir reçu des « façons culturales », et d'être ensemencée. Comment va-t-on précisément préparer le sol, le fumer, l'ameublir, l'ensemencer pour pouvoir récolter l'an prochain? Il ne s'agit pas de besogne qu on puisse différer sans risque de ruine, ou du moins sans grave péril. A la rigueur, les céréales d'automne peuvent être semees a la fin de l'hiver, mais c'est là un expédient déplorable. Le blé semé d'octobre à décembre est presque toujours meilleur que le froment semé en février et en mars. Les labours d'automne sont pour ainsi dire indispensables.

Remarquez-le, il ne s'agit pas d'une opération limitée à une faible surface. Pour le blé seul, il faut préparer six millions

d'hectares, et le temps presse, car ces travaux devront commencer dans quinze jours, dans un mois au plus tard. Or, souvent la terre est encore couverte par des récoltes : récolte des pommes de terre, récolte des betteraves à sucre ou fourragères. C'est là un travail formidable, quand il ne reste dans les fermes que des femmes, des enfans ou des vieillards! Bien mieux, les attelages font défaut. Beaucoup de chevaux ont été réquisitionnés, beaucoup de bœufs ont été vendus. — Il ne faut pas se le dissimuler, dans bien des cas, nos champs resteront en friche jusqu'au printemps. La vigne ne sera pas taillée et ne recevra pas les façons qui lui sont nécessaires. Mais nous avons cependant confiance dans l'invincible énergie de la population rurale. D'un bout à l'autre du territoire, on fera des efforts qui ressembleront à des miracles, et, de même que la jeunesse partie à la frontière se sera montrée vaillante, la famille gardienne du foyer se révèlera forte, ingénieuse, obstinée. Notre vieux sol a produit des défenseurs : sous l'effort redoublé de ceux ou de celles qui restent, il produira encore des moissons.

A cet égard, la division de la propriété et de la culture faciliteront une tâche que rendrait presque impossible l'emploi de la main-d'œuvre salariée sur des grandes exploitations. Les désastres, à tout le moins, seront limités ou conjurés, et ce serait bien mal connaître le courage du paysan français, — comme celui de la paysanne française, — que d'annoncer la disette et de prévoir la stérilité de nos guérets délaissés.

D. ZOLLA.

LES
OPÉRATIONS MARITIMES

LA GUERRE SOUS-MARINE

Le ministère de la marine fait paraître, depuis le 19 septembre, un bulletin hebdomadaire. Le premier de ces documens avait pris couleur de plaidoyer, comme s'il y avait eu quelque chose à dire pour défendre la marine devant le public. Il est assez vrai que, pour les profanes, l'intérêt des opérations navales commençait à languir. Peut-être eût-on pu le raviver en ajoutant à la rubrique quotidienne du bombardement de Cattaro quelques détails savoureux sur celles des opérations de notre flotte qui sont définitivement closes. Le charme des récits du passé endort souvent les préoccupations du présent. Croyons que l'exposé circonstancié de ce qu'a fait l'armée navale au cours du mois d'août, par exemple, ne tardera pas à venir et, en attendant, contentons-nous du bulletin.

Au reste on glane çà et là dans les feuilles publiques, — les feuilles étrangères, principalement, — quelques nouvelles intéressantes. C'est ainsi que nous savons que les opérations entreprises contre Cattaro se sont corsées, vers le 20 septembre, du débarquement d'un petit corps de marins et de quelques bouches à feu de calibre relativement fort, au moyen desquelles on compte donner une efficacité plus marquée aux batteries du célèbre mont Lowcen et venir à bout de la tenace garnison autrichienne. Nous voilà donc revenus, dans l'Adriatique comme sur l'Aisne et sur l'Oise, au siège de Sébastopol, où

les batteries du capitaine de vaisseau Rigault de Genouilly, — 30 canons et 1000 marins, — firent merveille. Qu'en disent nos brillans officiers canonniers qui ne voulaient rien connaître que les pièces monstres à trajectoire tendue et les vitesses initiales de 1000 mètres? On s'aperçoit qu'un bon obusier, pour ne pas dire un mortier long, aurait fort bien sa place dans notre matériel, et d'aucuns rêvent déjà de bombardes comme celles qui jouèrent dans la baie de Streleska, le jour du grand assaut, le 8 septembre 1855 (1).

On a, nous le savons aussi, occupé de vive force l'île de Lissa. Je ne me flatte pas d'avoir indiqué la valeur de cette position dans ce que j'écrivais il y a un mois. Pour qui veut dominer l'Adriatique et préparer l'attaque de l'Istrie, un coup d'œil sur la carte suffit, avec un peu de réflexion et quelques souvenirs historiques. L'un de ces souvenirs, honorable pour nos armes, est toutefois moins satisfaisant pour notre amour-propre que celui de l'opération du 24 septembre. Le 12 mars 1811, le commandant Dubourdieu livra combat, près de Lissa, au commodore Hoste. L'Anglais avait quatre belles frégates parfaitement armées et aguerries; le Français en avait six, dont trois vénitiennes, qui sortaient pour la première fois de leur port. Avec cela, Dubourdieu commit la faute de se jeter sur son adversaire avant que sa division ne fût ralliée. Il succomba glorieusement.

La question se pose toujours de l'opportunité d'une attaque en règle de Pola. N'en disons pas plus. Je n'insiste pas davantage sur l'attitude de la Turquie, redevenue, après une certaine détente, tout à fait hostile aux puissances alliées. Il existe cependant quelques indices que l'on sent confusément, là-bas, l'extrême gravité d'une détermination qui compromettrait l'existence de ce qui reste de l'empire Ottoman.

En tout cas, avec la flotte russe de la mer Noire (2), d'une

(1) Il y aurait intérêt, en attendant, à fournir à nos unités de combat, pour leurs bouches à feu grosses et moyennes, des charges réduites permettant d'obtenir des trajectoires courbes, quand besoin en serait. Il faudrait, bien entendu, des tables de tir spéciales. J'avais demandé cela dans mon « Étude sur les opérations combinées (siège maritime) », il y a trente ans.

(2) Cette flotte compte en ce moment : 6 cuirassés, 2 grands éclaireurs, 5 « destroyers » de 1re classe (600 à 1 000 tonnes), 15 de 2e classe (250 à 350 t.), 6 sous-marins, 2 mouilleurs de mines, 4 dragueurs de mines, 4 canonnières. Il y a en construction 3 cuirassés, 9 contre-torpilleurs, 6 sous-marins et 2 croiseurs légers.

part, avec une escadre combinée anglo-franco-grecque, de l'autre, la question navale serait aisément réglée, en dépit de l'adjonction aux forces turques du *Gœben* et du *Breslau*. Mais ne perdons pas de vue que le principal bénéfice de la maîtrise de la mer, dans ces circonstances particulières, disparaîtrait presque complètement si on laissait à Enver pacha le loisir d'opérer, par la voie de terre, au travers du massif de l'Asie mineure, les concentrations de troupes nécessaires à ses desseins et qu'il n'oserait exécuter par la voie maritime, si rapide, si commode.

Ces opportunes concentrations de troupes et de gros matériel, surtout, grâce à l'utilisation du grand chemin qu'est la mer, ont été récemment obtenues par nos actifs et habiles adversaires, quand ils ont reconnu l'urgente nécessité de dégager la Prusse orientale en agissant sur le flanc droit, voire sur les derrières de l'armée du général Rennenkampf.

On sut en effet, vers la mi-septembre, qu'une escadre allemande comprenant 31 unités avait fait route de Kiel vers l'Est de la Baltique, qu'elle avait touché à Pillau et à Memel et s'était ensuite élevée vers le Nord.

En même temps, on signalait le renforcement des troupes du camp retranché de Königsberg, de vigoureuses sorties de ces troupes et le débarquement à Memel de nombreux contingens. Enfin, quelques jours après, on apprenait que le croiseur cuirassé russe *Baïan* (1) avait coulé un « destroyer » et deux torpilleurs mouilleurs de mines allemands, dans les parages où s'ouvrent les deux golfes de Riga et de Finlande.

Avec ces données un peu vagues, on peut essayer de reconstituer les faits. Il s'agissait pour la marine allemande de protéger les convois de paquebots qui portaient les élémens d'armée destinés à agir à l'extrême pointe du territoire prussien, en deçà et au delà du Niémen, à menacer et même à investir Kowno, solide point d'appui de l'armée russe, refoulée en Lithuanie après son échec d'Osterode-Tannenberg. Cette mission fut rem-

(1) *Baïan*, construit en France en 1907 : 7 800 tonnes, 21 n., 175 mm. de cuirasse d'acier à la ceinture ; 2 canons de 203 mm., 8 de 152 mm, 22 de 75 mm. ; 2 tubes lance-torpilles ; 1 100 tonnes de charbon ; 575 hommes, état-major compris. C'est, avec un tonnage moindre, un bâtiment de la valeur de nos croiseurs cuirassés du type « Montcalm ».

plie avec succès, l'escadre russe de la Baltique s'étant bornée, comme on vient de le voir, à détacher de Reval un de ses croiseurs cuirassés, pour observer la force navale allemande.

Nos alliés eussent-ils pu faire davantage? Il est impossible de se substituer à leur état-major dans l'appréciation de conjonctures aussi délicates. La flotte de la Baltique, en voie de réfection depuis cinq ans environ, n'est pas encore en état de se mesurer seule avec la flotte allemande, ni même peut-être avec la portion de celle-ci que l'état-major de Berlin affecte plus particulièrement à « l'Ost-sée, » se réservant de la renforcer, en cas de besoin, avec des élémens empruntés aux escadres de la mer du Nord et qu'il ferait rapidement passer dans la Baltique, grâce au très précieux canal de Kiel, récemment élargi et creusé.

C'est justement ce qui s'est produit jusqu'ici et qui se produirait toujours si les escadres dont je viens de parler gardant obstinément la défensive, la flotte anglaise ne trouvait pas le moyen, soit de les obliger à se départir de leur prudente réserve, soit de les aller chercher dans leur place forte maritime de l'estuaire de l'Elbe, où débouche le canal maritime.

L'action de la flotte russe de la Baltique se ferait certainement sentir d'une manière plus efficace si, aux quatre cuirassés d'escadre qu'elle compte actuellement (*Cesarewitch*, *Slava*, *Empereur Paul Ier*, *Andréii Pervozvanii*,) pouvaient venir se joindre, cet automne, les quatre *Dreadnoughts* du type *Gangout* que l'on achève en ce moment aux chantiers Baltiques et de l'Amirauté, à Pétrograd même (1). En attendant une entrée en ligne qui serait si hautement désirable et bien qu'elle dispose d'une escadre légère fort sérieuse et de nombreuses escadrilles de contre-torpilleurs et de sous-marins, l'Amirauté russe semble avoir adopté une tactique à peu près passive, qu'elle abandonnera, n'en doutons pas, quand les circonstances seront favorables.

L'adversaire, du moins, ne semble pas disposé à entreprendre sur le littoral russe. Les 23 et 24 septembre, 38 navires allemands, dont 9 de première ligne et 7 transports, ont paru devant Windau, port de commerce assez important de la Cour-

(1) On y achève aussi, aux mêmes chantiers, les 4 puissans *croiseurs de combat* de 32 000 tonnes du type *Borodino* qui balanceraient aisément les *Lutzow* et les *Seydlitz* de l'Allemagne. Mais ces unités ne seront sans doute disponibles qu'en 1915 et 1916.

lande. Cette démonstration, dont le but exact reste énigmatique (car il ne pouvait guère être question d'une diversion stratégique en faveur de l'armée de la Prusse orientale), a pris fin sans qu'une véritable action militaire ait été engagée. On signale toutefois quelques sondages exécutés sur la côte (1).

Quoi qu'il en soit, on commence dans les milieux avertis et compétens, en Angleterre aussi bien qu'en France, à se demander s'il n'eût pas été utile, sinon dès le début des hostilités, au moins lorsqu'on a eu la certitude que la flotte italienne ne jetterait pas dans la balance le poids de ses *Julio Cesare* et de ses *Dante Alighieri*, de donner franchement et énergiquement la main, dans la Baltique, à la force navale russe. Il eût fallu pour cela, d'abord s'entendre avec le Danemark, ensuite modifier d'une manière sensible la répartition d'ensemble des escadres mises en jeu. Supposons la première de ces deux conditions réalisée, — je vais y revenir tout à l'heure, — et l'accès de la Baltique devenu praticable après le dragage du Grand Belt ou la création d'un chenal de sécurité dans ce détroit, on pouvait assez aisément former une flotte combinée de la Baltique avec des élémens tirés, d'abord de la *Home fleet*, une fois ses deuxième et troisième échelons mobilisés, ensuite de la *Mediterranean fleet*, à laquelle on eût emprunté, par exemple, la 1re escadre de croiseurs (2), enfin des flottilles de patrouilles et des flottilles de défense locale, qui auraient facilement cédé une trentaine de contre-torpilleurs et torpilleurs de 1re classe, avec quelques sous-marins (3).

La marine française aurait été représentée, dans cette force navale, par une division, au moins, de ses croiseurs cuirassés du Nord et par quelques-unes de ses flottilles de la Manche,

(1) D'après certains renseignemens, l'opération aurait été plus sérieuse, plus significative. Le débarquement des troupes que portait le convoi aurait été tenté, mais sans succès. Si cela est vrai, nul doute qu'il ne s'agit d'inquiéter les Russes en arrière de leur flanc droit.

(2) 4 croiseurs cuirassés des types qui ont précédé les croiseurs *Dreadnought*. Ce sont le *Defence* (14 600 t.), les *Duke of Edimburgh*, *Warrior* et *Black Prince* (13 700 t.), tous bâtimens datant de 1905-1907 et portant 6 canons de 234 mm., outre beaucoup de pièces de calibre moyen.

(3) Les flottilles de patrouilles comptaient avant la guerre 86 « destroyers » et 52 sous-marins. Les flottilles de défense locale comptaient 22 « destroyers », 58 torpilleurs et 7 sous-marins. A la vérité la plupart de ces petits bâtimens n'avaient que des effectifs réduits.

dont l'entraînement est parfait et dont il semble que la bonne volonté reste jusqu'ici sans emploi bien précis. On a dit, à ce sujet, que la marine anglaise s'était expressément et exclusivement réservé les théâtres d'opérations de la mer du Nord et de la Baltique. Ce sont là des conventions de circonstance, que l'on peut toujours, que l'on doit modifier quand la tournure des événemens de guerre l'indique. Or, il n'est douteux pour personne, en ce moment-ci, que la défense *immédiate* du littoral français n'exige plus le même déploiement de forces qu'au commencement d'août. J'irai plus loin et, n'était l'incertitude des décisions que va prendre la Turquie, je ne verrais point d'inconvénient grave à faire remonter du Sud au Nord tout ou partie de la forte division de nos cuirassés anciens. J'entends bien qu'on objectera qu'il faut éviter la dispersion et craindre d'être faible partout. Sans doute. Mais il faut craindre aussi d'être inutilement fort sur un théâtre d'opérations dont on peut se demander s'il est resté ou, tout au moins, s'il sera longtemps encore le « théâtre principal. »

Ces questions de répartition de forces sont, au demeurant, fort difficiles. Il y paraît assez, en ce moment, aux mouvemens si compliqués, si fréquens, auxquels se livrent les corps d'armée allemands et autrichiens sur le théâtre des opérations continentales. Je ne prétends donc pas décider, avec de trop faibles lumières, de ceux des flottes alliées. Il me semble pourtant qu'il y a quelque chose à faire dans cet ordre d'idées.

En tout cas, je le disais tout à l'heure, pour agir dans la Baltique et y tendre la main aux Russes, il faudrait au préalable s'entendre avec le Danemark. Nous avons convenu, il y a un mois, à propos de la Hollande et du ravitaillement de l'Allemagne par les ports de cette nation, de la difficulté pour les petits pays placés dans une telle situation de garder une exacte neutralité. Il est clair que ceci s'applique au Danemark. On sait fort bien, à l'heure actuelle, que les importations considérables de viandes abattues et sur pied, de lait, de fromages, d'œufs, de légumes, etc., qui se faisaient du Jutland et de l'archipel danois en Angleterre ont été détournées sur l'Allemagne et qu'au surplus les producteurs de la grande péninsule scandinave se servent de la voie Copenhague-Gjdser-Warnemünde pour écouler vers Berlin une foule de denrées (sans parler des chevaux et d'objets de matériel utilisables à la guerre) qu'on leur paie fort cher.

Dans quelle mesure ou jusqu'à quand les satisfactions matérielles qui résultent de ces circonstances nouvelles l'emporteront-elles sur les sentimens que la nation danoise — sauf peut-être quelques socialistes avancés — nourrit à l'égard des puissances alliées et sur les souvenirs qui, depuis quelques années justement, lui paraissaient particulièrement douloureux, c'est ce que je n'examinerai pas, on le pense bien. Mais il est une question qui se pose nettement. Les Danois ont fermé le Grand Belt avec des mines sous-marines, et cela dès le début du conflit. C'était pour eux une nécessité, la Séeland, qu'ils entendent préserver à tout prix d'une invasion allemande, pouvant être aisément abordée par Kallundborg et surtout par Korsör. Il leur fallait d'ailleurs le temps d'y réunir toutes leurs forces, disséminées dans le Jutland et dans le reste de l'archipel, le temps aussi de compléter l'organisation défensive du camp retranché de Copenhague, qui est pour eux ce qu'Anvers est pour les Belges. Mais tout cela doit être fait et bien fait, maintenant; et il reste ceci que le Grand Belt est miné, — avec, nécessairement, des chenaux de sécurité que les seuls marins danois connaissent, — et, donc, que l'accès de la Baltique est fermé aux nations belligérantes, *ce qui profite exclusivement à l'Allemagne*, puisque la Russie ne peut soutenir la lutte sur mer.

Une telle situation demande un très sérieux examen et un dénouement d'autant plus prompt que l'hiver approche (1). D'aucuns pourront dire, à la vérité, que la guerre actuelle durera assez longtemps pour que, remise au printemps prochain, l'ouverture de la Baltique reste encore fort intéressante pour les alliés. Il se peut. Ce ne serait point, en tout cas, une suffisante raison de renoncer à y paraître cet automne. Plus on réfléchira sur ce point, plus on reconnaîtra qu'il est *essentiel* que les deux issues du canal allemand soient condamnées. Il faut tout faire pour cela et d'abord régler la question des mines danoises du Grand Belt. Quant aux mines allemandes, — car on peut être assuré qu'il y en aura au débouché des

(1) Il ne faut pourtant pas croire que toute opération maritime soit impossible, en hiver, dans la Baltique méridionale. Il est fort rare que les détroits danois soient rendus complètement impraticables par les glaces et plus encore que celles-ci s'opposent à l'accès des côtes des duchés, du Mecklembourg et de la Poméranie.

détroits, dans le Kielerbucht et le Fehmarn Belt, — on les draguera de vive force (1), comme on l'a fait, comme on le fait encore dans la mer du Nord. Et ce sera plus facile, en raison des circonstances géographiques et hydrographiques, pourvu cependant que l'on prenne toutes mesures pour que de soi-disant caboteurs ou pêcheurs neutres n'en viennent pas semer de nouvelles derrière les dragueurs.

C'est précisément ce qui se passait dans ces parages de la mer du Nord où, le matin du 22 septembre, trois croiseurs cuirassés anglais naviguaient de conserve, en soutien d'une flottille de patrouille. Celle-ci, malheureusement, s'était éloignée vers 6 heures, probablement pour surveiller de plus près ces pêcheurs suspects, et elle ne devait être remplacée auprès des croiseurs que dans le courant de la journée. La division était donc à découvert lorsque, vers 7 h. 1/2, le bâtiment de tête, l'*Aboukir*, qui marchait à la vitesse de 7 n., — trop lentement pour rendre difficile la visée dans un périscope de sous-marin, trop vite pour pouvoir laisser en place ses filets pare-torpilles, — fut frappé par une explosion violente, donna de la bande et commença aussitôt à s'enfoncer. Son matelot d'arrière, le *Hogue* (2), stoppa immédiatement pour mettre ses canots à la mer et sauver l'équipage de l'*Aboukir*. C'était faire la part belle aux sous-marins allemands. Quelques instans après, il était atteint, lui aussi, par une torpille, non sans avoir tiré du canon sur quelques remous, quelques sillages, indications fort vagues...

Pas plus que le *Hogue*, le *Cressy*, serre-file du groupe, ne songea à sa propre conservation. Tourner le dos et prendre une allure vive, ce qui était le seul moyen d'échapper à la destruction, le chevaleresque amour-propre et l'esprit de solidarité des marins anglais ne s'en pouvaient accommoder. Croiser les tangons des filets Bullivant, outre que c'était trop long, cela l'eût empêché d'envoyer à son tour ses embarcations au secours des

(1) Je rappelle que la flotte russe de la Baltique a un bon nombre de dragueurs de mines.

(2) Ce nom de *Hogue* — nous dirions *La Hougue* — est celui que les Anglais donnent à la bataille du 29 mai 1692, où Tourville tint tête avec 44 vaisseaux aux 90 de la flotte anglo-batave; celui de *Cressy* — nous dirions *Crécy* — rappelle la défaite de Philippe VI, en 1346, et celui d'*Aboukir* la destruction, le 1er août 1798, de la flotte de Brueys qui avait convoyé en Égypte l'armée de Bonaparte.

naufragés. Il ne les croisa donc pas. Au reste, il dirigea, comme le *Hogue*, une violente et peut-être inutile canonnade (1) contre des périscopes, — cinq, dit-on, — qui se montraient par instans autour de lui. Le *Cressy* n'en fut pas moins torpillé et coula en trois quarts d'heure, moins vite, semble-t-il, que ses deux conserves.

Trois bons et beaux bâtimens, encore qu'un peu anciens (ils avaient quatorze ou quinze ans), étaient perdus avec plus d'un millier de braves gens, de vaillans officiers, d'excellens marins!...

Les réflexions qu'inspire une telle catastrophe ont un caractère particulièrement pénible. L'événement avait été prévu depuis bien des années, prédit par des officiers de caractère indépendant et, tout récemment, par le célèbre amiral Percy Scott qui, dans une sensationnelle « interview » du *Times*, rappelait à ses compatriotes la puissance trop discutée et pourtant indiscutable des sous-marins, des torpilles automobiles, des mines automatiques.

Ces avertissemens paraissent être restés inutiles pour les grandes marines européennes. Ce n'est que dans les tout dernières années que les ingénieurs, trop mollement poussés par les marins eux-mêmes, recherchèrent les moyens de protéger les coques plongées contre le terrible choc des charges de 100 à 120 kilos de fulmi-coton, ou d'autres explosifs violens. Et ces ingénieurs n'oseraient assurément pas dire qu'ils y ont réussi. Quant aux filets pare-torpilles, perfectionnés, dédoublés, on savait bien qu'ils ne pouvaient défendre contre la torpille automobile qu'un bâtiment au repos. Ces engins sont d'ailleurs impuissans contre les mines. Avait-on, du moins, créé des armes particulières contre les sous-marins, ainsi qu'on s'est efforcé de le faire contre les aéroplanes? — Nullement. On tire sur l'emplacement présumé du sous-marin avec des canons à trajectoire tendue dont les projectiles ne s'enfoncent pas assez dans l'eau. En tout cas, depuis le temps que l'on faisait des exercices d'attaque des escadres par ces petits bâtimens, on avait dû édicter des règles précises et claires en vue de parer aux dangers qui se révélaient aux yeux les plus prévenus et en

(1) L'Amirauté anglaise croit cependant savoir que deux des cinq sous-marins allemands furent coulés. Il est fort difficile d'arriver sur ce point à une certitude. Les Allemands ne diront rien.

particulier à celui que courent des bâtimens stoppés dans les parages où l'action de l'invisible et dangereux adversaire vient de se faire sentir? — Peut-être y avait-on pensé. Pas, toutefois, dans la marine anglaise, si l'on en juge par le communiqué de l'Amirauté dont nous avons tous admiré, autant que le mâle accent, la noble franchise.

Je n'en dirai pas plus aujourd'hui sur ce triste sujet. La destruction des trois croiseurs cuirassés anglais donnera — s'il en est besoin — tous les enseignemens nécessaires... et aussi, j'en suis convaincu, tous les stimulans. Nos ennemis peuvent s'égayer lourdement, à leur habitude, sur la coïncidence du combat du 22 septembre et du discours où M. Winston Churchill annonçait que le dogue anglais allait bientôt relancer le rat allemand dans son trou. Le rat a mordu et bien mordu, soit! Mais, en fait, la tactique indiquée par le premier lord de l'Amirauté reste la bonne, la seule bonne, même. Oui, c'est au trou qu'il faut courir, ou, pour mieux dire, au museau de la puissante bête allemande, à la bouche de l'Elbe; et pour obtenir là le résultat essentiel dont je parlais tout à l'heure, il faut accepter d'avance des sacrifices que la victoire paiera largement.

Nos alliés ont d'ailleurs, eux aussi, de bons sous-marins. L'un d'eux, qu'on ne l'oublie pas, a coulé un petit croiseur allemand, le *Hela*. Plus facilement encore, la cible étant beaucoup plus grande, eût-il frappé un cuirassé de cette belle flotte à qui les Allemands eux-mêmes commencent à reprocher son inaction.

Et les nôtres? Nos sous-marins si bien « au point, » si bien entraînés, si désireux de marcher, quand leur sera-t-il donné de montrer ce qu'ils savent faire?

Un mot encore : sous-marins, torpilleurs, « destroyers, » sont partout en action; il n'est question que de bâtimens légers, de mouilleurs et de dragueurs de mines; les croiseurs du large font beaucoup parler d'eux, ceux de l'Allemagne comme ceux de l'Angleterre, car il faut reconnaître que la croisière de l'*Emden* est fort bien conduite (1). Entre temps, on nous apprend qu'un gros de cuirassés agit avec vigueur. Mais c'est

(1) Constatons toutefois, avec l'Amirauté anglaise, que les croiseurs alliés ont capturé cinq fois plus de paquebots — sans parler des croiseurs auxiliaires — que les croiseurs allemands.

comme parc de siège, un parc qui, au surplus, détache à terre quelques-unes de ses pièces et leurs armemens. Pendant ce temps, des milliers de marins, définitivement débarqués, ceux-là, s'emploient avec une ardeur joyeuse à la défense de Paris, — comme en 1870, — et poussent jusqu'aux tranchées des champs de bataille de l'Aisne. Il n'est pas jusqu'à une pauvre petite canonnière, d'un type désuet et dédaigné, d'un type que l'on ne voulait plus reproduire, la *Surprise*, qui, au Cameroun, ne se soit distinguée par des coups de vigueur et par des opérations auxquelles ses facultés semblent parfaitement adaptées. Et sans doute je ne prétends pas du tout que l'on ait le droit de conclure à la faillite des énormes unités de combat modernes, dans le genre de cette belle *Gascogne* que nous lancions à Lorient le jour même où les trois croiseurs cuirassés anglais s'ensevelissaient lugubrement dans les flots troubles du « Deutschebucht. » Non, il faudra encore des cuirassés, — réserves faites sur le type, — mais, vraiment on doit convenir que, jusqu'à l'heure présente (premiers jours d'octobre), la guerre navale ne ressemble pas à l'image qu'en donnaient certains théoriciens : la grande bataille rangée, la rencontre unique, décisive...

Contre-amiral DEGOUY.

L'amirauté anglaise vient de barrer le vestibule nord du pas de Calais, tout en laissant libre l'importante ligne Ostende-Douvres et la passe nord de la Tamise. Les paquebots hollandais ne pourront donc plus rentrer dans leurs ports, qu'en passant par la partie septentrionale de la mer du Nord, où ils ne sauraient échapper au contrôle vigilant des croisières anglaises. Bien entendu, il ne faut pas croire, avec beaucoup de journaux anglais, que l'accès de la Tamise et de la Medway (Sheerness et Chatam) soit par là complètement interdit aux sous-marins allemands. Un champ de mines n'arrêtera jamais un habile et résolu commandant de sous-marin. En tout cas, notons que les Anglais restent les maîtres d'attaquer le littoral allemand quand ils jugeront le moment venu. Du moins n'y seront-ils exposés qu'aux mines allemandes.

D.

LES ORIGINES ET LES LIMITES

DE LA

NEUTRALITÉ ITALIENNE[1]

Dans notre temps de démocratie, tout est censé être connu et contrôlé, et cependant, les Traités d'où dépendent les destinées des peuples continuent à être enveloppés du mystère le plus profond. Leurs clauses les plus importantes ne sont connues que d'un nombre infiniment restreint de chefs d'État, de ministres et de diplomates, liés au secret par les devoirs de leur charge. Il en est ainsi, par exemple, du pacte de la Triple-Alliance, qui a groupé pendant trente ans dans un bloc plus ou moins compact l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, et dont les ruines récentes encombrent à l'heure qu'il est tout l'échiquier diplomatique. Pourtant, le thème des rapports entre les trois *Hautes Parties contractantes* a été l'un des plus souvent développés par les journalistes dans ces deux mois tragiques au cours desquels les journaux ont joué un si grand rôle. A vrai dire, on s'est battu dans l'ombre à propos de choses que l'on ignore, se jetant à la tête, comme des armes, des textes dont le sens même échappe aux commentateurs.

Dans ces conditions, faut-il renoncer à examiner le problème

(1] Nous publions avec plaisir l'article que nous a envoyé M. Gallavresi sur *la Neutralité italienne et ses limites*. M. Gallavresi est un de ces Italiens, heureusement nombreux, qui ont toujours aimé la France et travaillé à la bonne entente de son pays et du nôtre. Les dissentimens ou plutôt les malentendus qui ont pu se produire entre eux ont beaucoup perdu de leur importance : ils sont d'ailleurs dissipés. Nous espérons, avec M. Gallavresi, que les circonstances actuelles contribueront encore à un rapprochement que nous avons toujours désiré.

le plus troublant qui se pose devant un Italien soucieux de l'avenir de sa patrie, problème susceptible des conséquences les plus importantes pour toutes les nations en guerre, selon les différentes solutions qui peuvent être envisagées? Non certes, car, au-dessus des formules savantes élaborées, à grand renfort de sanctions dans les chancelleries pour enchaîner les destinées des peuples, il existe des forces qui agissent indépendamment de toute négociation, se font sentir avec tout leur poids aux tournans de l'histoire et qu'il est loisible de reconnaître et d'étudier lorsqu'elles sont mises à nu par des circonstances d'une gravité exceptionnelle.

Le fait est que l'Italie, liée aux deux empires allemands par un pacte plusieurs fois renouvelé et qu'une longue expérience a éprouvé, a pu se dégager de l'étreinte, dès que l'Alliance a pris un caractère offensif à l'égard de nations unies à l'Italie par de simples affinités de race et de tendances. Nous sommes restés l'arme au pied dans la conflagration générale qui dure depuis deux mois, tandis que notre place semblait nettement marquée dans l'un des camps. Il est donc permis, sans porter atteinte au moindre secret d'État, d'examiner les raisons profondes de cette attitude que l'on n'osait escompter à Paris et à Londres, pour en tirer peut-être quelque enseignement en vue d'un avenir prochain.

Sans remuer d'anciens levains de discorde, nous rappellerons que la Triple-Alliance a été signée par l'Italie, sur l'initiative d'un ministère de gauche, pour garantir l'intégrité du territoire national (que semblaient mettre en cause en France des manifestations en faveur du pouvoir temporel du Saint-Père) et pour assurer, malgré les ambitions rivales de la France, la possibilité pour la Péninsule de respirer plus librement au milieu de la Méditerranée. Une observation assez rapide suffit à constater que le terrain de ces combats internationaux a été depuis lors déplacé et que ces controverses ne prêtent plus guère à des débats passionnans. Sans jamais renoncer formellement à Rome, tout au contraire en maintenant officiellement sa protestation, le Saint-Siège a fini, poussé par ses fidèles d'Italie, par s'accommoder en fait sinon en droit d'un régime qui semblait d'abord intolérable aux catholiques français et les rendait par là hostiles et suspects à l'Italie nouvelle. Après avoir essayé avec Crispi de fonder un empire en

Abyssinie pour faire échec à la France, l'Italie a préféré suivre le marquis Visconti-Venosta, apôtre infatigable d'un accord entre les nations sœurs, dans la voie des ententes avec les Puissances occidentales, ententes d'où est sortie de la part de ces Puissances l'acceptation de l'occupation italienne de la Lybie. La conquête des dernières possessions turques en Afrique par les troupes du roi Victor-Emmanuel III, les guerres des peuples balkaniques qui ont été la suite de cet ébranlement, la réalisation de l'acte d'Algésiras dans la mesure comportée par les accords directs conclus ensuite entre la France et l'Allemagne pour le Maroc, toute cette série d'événemens remarquables avait clos une époque de l'histoire diplomatique. La participation de l'Italie à la Triple-Alliance appartenait à cette période et vraisemblablement n'aurait pas pu lui survivre. On a cru jusqu'à hier qu'il en serait autrement par suite de certains griefs de l'Italie contre la France, conséquences de l'établissement de cette dernière à Tunis, et surtout à cause des rapports particulièrement délicats entre l'Autriche et l'Italie. Le fait que les Berbères et les Jeunes-Turcs insoumis à la souveraineté italienne avaient fixé leur quartier général en Tunisie avec le concours de puissans intérêts locaux, ne saurait suffire à transformer des tracasseries en un danger pour notre colonie nord-africaine. Si une vague panislamique soulevait un jour ces peuples indomptables sous un masque de calme résignation, elle emporterait en même temps la Régence française de Tunis et son cadet le gouvernement italien de Tripolitaine et de Cyrénaïque. Une solidarité européenne, on voudrait pouvoir dire chrétienne, doit donc unir de plus en plus les colonisateurs contre les revendications possibles des colonisés malgré eux.

Certes, on touche ici à des points délicats, susceptibles d'aboutir à des transactions temporaires, telles que le pacte récemment signé pour régler la situation des Tripolitains en Tunisie, et l'on ne saurait envisager avec trop de sang-froid les difficultés qui dérivent de la concurrence des deux politiques coloniales. Mais, après avoir étudié sans parti pris les perspectives d'un avenir assez proche qu'offre la Lybie, destinée à être encore pour longtemps une colonie d'exploitation et non de peuplement, il me semble peu sérieux de faire peser sur le choix de nos alliances des considérations qui sont, du moins pour le moment, aussi secondaires.

Quant aux difficultés sans cesse renaissantes entre l'Italie et l'Autriche, le seul moyen qu'on ait trouvé jusqu'ici pour les empêcher de mener à une guerre ouverte, a consisté dans le maintien de l'Alliance. On avait toujours, par ce fait même, des motifs à opposer aux impatiens des deux bords, des compensations plus ou moins fictives à faire valoir, enfin un troisième allié, l'empereur d'Allemagne, assez disposé à intervenir pour tendre au besoin le rameau d'olivier. Les causes de la désaffection demeurent néanmoins aussi profondes que possible entre la vieille monarchie des Habsbourg et le nouveau royaume fondé par la maison de Savoie sur le suffrage populaire. Celui ci est né uniquement de la décadence de celle-là. Si les manifestations contre l'occupation italienne de Rome ont toujours été plus bruyantes à Vienne qu'à Paris, c'est qu'elles n'étaient pas dictées seulement par les préoccupations si respectables des catholiques pour l'indépendance pontificale, mais qu'elles s'étaient grossies en route de toutes les rancunes des légitimités évincées et périmées. L'antagonisme ne saurait être plus grand entre les tendances du gouvernement autrichien, qui, en somme, n'a pas beaucoup varié depuis Metternich et Radetzky, et celles de la monarchie libérale ouverte à la collaboration de tous les partis, sympathisante, malgré la différence du régime, avec les élémens irréductibles et profonds de la civilisation française.

L'opposition entre l'Autriche et l'Italie a été maintenue à l'état aigu par la guerre menée, à tous les degrés de la massive hiérarchie qui domine l'Autriche, contre les sujets de l'empire d'origine italienne, si nombreux dans les provinces du Sud-Ouest.

Imaginez une Alsace-Lorraine moins bien partagée encore, car elle n'est pas massée dans un bloc compact en deçà du Rhin; elle se déroule comme un ruban au seuil des Alpes. C'est au premier plan, en venant de l'Ouest, le pays de Trente, soudé de force au Tyrol, dont il est la contre-partie à tous les points de vue, traqué le long de ses vallées appauvries par les écoles germaniques, asservi économiquement à Innsbruck, tandis que ses fleuves descendent vers le Midi, ainsi que tous ses débouchés naturels. Suivent le Frioul oriental, les terres groupées sous le nom officiel de comtat de Gorizia et de Gradisca, qui ne sont que le prolongement de la province italienne d'Udine, fragment du territoire national, séparé de lui pour des raisons stratégiques

dans l'intérêt de l'offensive autrichienne, et travaillé récemment, sous les auspices des autorités impériales, par une propagande slovène qui n'arrête pas. Le même sort est échu à cette ravissante péninsule qu'est l'Istrie, dont les plages peuvent s'enorgueillir d'une couronne de villes de pure souche vénitienne, mais où les campagnes à l'intérieur sont de plus en plus menacées par les Slaves. Trieste, entrepôt d'importance mondiale, et les jolies villes de la Dalmatie ne sont pas moins à plaindre, car, irréductiblement italiennes, elles se voient, l'une enchaînée au système économique allemand, les autres noyées dans l'invasion serbo-croate.

Le choc des Italiens et des Slaves sur les bords de l'Adriatique est l'un des phénomènes les plus inquiétans d'un lendemain impatient de se produire. L'Autriche, qui les a traditionnellement jetés les uns contre les autres, a fait tout au monde pour que la rencontre fût sanglante. A l'heure qu'il est, les régimens recrutés dans le Trentin et dans l'Istrie reviennent décimés des frontières de Galicie. Mais ils ont bien désormais le sentiment qu'ils se battent dans une impasse, comme des aveugles, au hasard d'une lutte inutile et probablement contraire à leur raison d'être ethnique. Ils tournent leurs yeux vers le royaume d'Italie, dont ils sont citoyens de cœur et de désir, et semblent adresser un appel émouvant à leurs frères aînés, dont l'attitude dictera leur conduite.

Il y a peu de mois encore, le cabinet italien avait cru pouvoir marcher la main dans la main du ministère des Affaires étrangères de Vienne, qui poursuivait âprement une revanche dans les Balkans. L'Italie aida l'Autriche à éloigner la Serbie de la mer, voyant une compensation dans ce qu'on lui laissait arrêter les Grecs au canal de Corfou. Elle se prêta à une coopération, bourrée de pièges, pour bâtir cet échafaudage malencontreux de la principauté d'Albanie que Guillaume de Wied, mal conseillé de Vienne, a laissé glisser dans les mains du fils du fourbe Abdul-Hamid. La politique albanaise de l'Italie était devenue ainsi le contre-pied de celle de la France et, le zèle des subalternes envenimant les contrastes, nous étions sur le point de nous brouiller encore une fois... Mais l'excès de confiance a aveuglé la diplomatie autrichienne. Mise en éveil par les menées des agens que Vienne avait disséminés à travers les Balkans, la *Consulta* a vu clair dans la sommation adressée

vers la fin de juillet à Belgrade et, lorsqu'elle aperçut au fond de ce vase de Pandore la guerre générale qu'on y avait apprêtée d'accord avec Berlin, nettement, rapidement, elle dégagea sa responsabilité.

Ainsi l'Italie a pu rester neutre, appuyée, bien plus solidement que sur la lettre d'un traité d'alliance purement défensive, sur le bon droit du partenaire qui ne peut être amené par aucune raison à jouer le jeu de son adversaire. La morgue autrichienne est arrivée à ce résultat qu'elle a voulu réaliser les clauses prévues pour la coopération militaire italienne juste sur le point visiblement mort de cette coïncidence problématique et éphémère, qui avait pu surgir entre les intérêts des deux Puissances. Les empires allemands durent partir en guerre sans pouvoir sérieusement prétendre traîner à la remorque le troisième allié, dont l'inaction a permis depuis plus de deux mois à la France de dégarnir les Alpes et de masser toutes ses troupes au Nord et à l'Est, pour contenir l'invasion tudesque.

Sans m'exposer au risque d'indiscrétions coupables ou prétentieuses, j'ose avancer que telle a été la simple victoire diplomatique de la neutralité italienne, dans ses grandes lignes.

Désormais, se pose de plus en plus angoissant le problème du maintien de cette neutralité même, réel bienfait dont jusqu'ici la Triple Entente a compris la portée, mais demain peut-être cause d'irritation pour l'opinion publique chez les peuples qui auront pris part à la croisade contre l'hégémonie du militarisme prussien. Il est loisible, voire nécessaire, que, nous autres Italiens, nous nous demandions avant toute autre chose si notre absention — dictée par un scrupule envers les alliés d'hier — ne pourrait pas nous amener bientôt à un isolement dangereux, à une perte définitive de nos chances de ramener au bercail nos frères séparés.

Dans une heure aussi grave, où chaque peuple a le droit et le devoir de sauvegarder son avenir, il importe essentiellement que les amis d'une entente solide entre les deux nations sœurs, que nous tous, qui, en Italie aimons la France comme une seconde patrie de notre culture, que vous autres italianisans de France, nous travaillions tous à faire naître ces coïncidences d'intérêts, ces grands courans de sentimens communs, qui emportent les vieux traités comme des feuilles mortes au vent d'automne. La France, alliée courageuse et fidèle de la Russie,

ayant pris les armes pour la défense des Slaves méridionaux, est tout indiquée pour se faire le porte-parole autorisé des demandes de garanties qu'ont raison de demander les Italiens dans l'Adriatique. Là en effet vont se dénouer les fils embrouillés de tant de convoitises longuement mûries. Nous avons vu d'ailleurs que l'accord pourrait être obtenu assez facilement, par des efforts soutenus de part et d'autre sur le terrain même des rivalités qui rendaient naguère la France à Tunis et l'Angleterre au Caire des voisines si dangereuses pour la sécurité de notre nouvelle colonie.

Plus sûrement encore que le souvenir des traditions de culture que la France a puisées de tout temps dans notre vieille sève latine, plus sûrement qu'en vertu de la dette de reconnaissance que l'Italie a contractée en 1859 et dont elle n'est quitte que matériellement par la cession de Nice et de la Savoie, ces réalités présentes pourront servir à transformer la neutralité d'aujourd'hui dans l'alliance de demain. L'adjonction de l'Italie au groupe harmonieux de Puissances qui, il y a quatre-vingt-cinq ans, présidait à la libération de la Grèce, rendrait complet l'accord des peuples réfractaires aux envahissemens rêvés par l'impérialisme teutonique, qui, dans ce cas, devrait vite s'avouer vaincu.

Et si même le jeu si serré de la partie diplomatique engagée à l'heure qu'il est, tout près des armées qui se battent, mais hors de la portée du cabinet de travail des historiens, devait empêcher les drapeaux de Solférino et de San Martino de flotter de nouveau ensemble au champ d'honneur, pour la défense de la liberté européenne, un fait sera toujours acquis à l'actif de l'Italie moderne : c'est que, à la grande joie de nous tous qui croyons le sort du progrès humain dans ce siècle lié à la collaboration pacifique des Puissances libérales, l'Italie, née de la réalisation d'une idée de justice, n'a pu, coûte que coûte, renier le titre, la raison d'être de son existence et se prêter à une agression contre la France.

GIUSEPPE GALLAVRESI,
de la Faculté des Lettres de Milan.

ESSAIS ET NOTICES

CHARLES PÉGUY

Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie...

Charles Péguy aimait à citer ce vers, devenu maintenant le linceul où nous ensevelissons sa mémoire. Il est mort pour la patrie, avec piété, avec une exaltation pieuse. Il n'a pas seulement accepté la mort, il est allé au-devant d'elle. Par son âge, il appartenait à l'armée territoriale, moins exposée que l'autre au danger. Il demanda d'être placé dans les troupes de réserve, afin de marcher du même pas que les camarades plus jeunes et d'aller avec eux tout de suite où on se bat. C'était son idée, arrêtée depuis longtemps, d'être en belle place sur la ligne du feu. Aux dernières pages de *Victor-Marie, comte Hugo*, publié il y a quatre ans, il avait écrit : « Nous parlons toujours de la guerre, qui est la grande mesure du courage... Nous avons failli la faire. Plusieurs fois. Dans ces alertes, nous faisions la même contenance. Nous levions la même tête. Dans cette alerte notamment, dans cette alarme de 1905, nous partions du même pied. Déjà nous n'étions plus l'un et l'autre des jeunes hommes dans des vieux régimens, nous étions des vieux hommes dans des jeunes régimens. Pourtant, avec notre air de ne pas y toucher, vous savez que c'était le cri unanime du camp de Cercottes : « Si une fois les réservistes marchaient, ça serait pour de bon. » Ç'a été pour de bon. C'est pour de bon, hélas ! Combien sont-ils déjà, rien que dans notre monde des lettres, qui ont fait superbement leur devoir et qui ont, — avec une si belle simplicité ! — accompli le grand sacrifice pour la patrie? Nous les admirons, nous les pleurons. C'est Charles Muller, l'auteur avec Paul Reboux de ces pénétrans et malicieux *A la manière de...* C'est Émile

Nolly, qui contait avec tant de verve, dans un style si coloré, ses souvenirs de campagne au Maroc. C'est Pierre Gilbert, qui avait brillamment débuté dans la critique. Et ce journaliste de race, Guy de Cassagnac, dont je revois la haute taille, la mâle élégance, dont la triomphante jeunesse partait vers le plus bel avenir. Et d'autres dont chaque jour s'allonge la funèbre liste... Nous nous agenouillons sur la tombe de nos morts. Tous, ils portent témoignage pour le pays; et chacun témoigne pour la classe sociale à laquelle il appartenait. Le mois dernier, en saluant le colonel Patrice Mahon, je dessinais le type du soldat de métier, de l'officier de carrière. Voici maintenant Charles Péguy, le type du « civil » qui, aux armées, devenu le lieutenant Péguy, en prend tout de suite pour son grade : je veux dire qu'il se lance en avant pour entraîner ses hommes et s'offre le premier aux balles de l'ennemi.

C'est une des caractéristiques de l'armée d'aujourd'hui que ceux qui y arrivent des professions les plus paisibles s'y comportent aussitôt comme ceux de l' « active » et tout de suite en revêtent l'âme héroïque. Celui-ci était littérateur, imprimeur, libraire. Rude travailleur, mais de notre travail sédentaire et intellectuel, il passait toutes ses journées au fond d'une boutique ou penché sur la table à écrire ; le soir, c'était le coin du feu, et les longues veillées sous la lampe studieuse. Il était marié, il était père de famille : autour de lui trois enfans grandissaient, dans un de ces intérieurs que nous connaissons tous, les plus nobles, les plus enviables, qui réunissent les plus sûres conditions de bonheur : pauvreté, labeur, confiance réciproque. Au premier appel de la patrie, il a tout quitté, non sans émotion, non sans un bouleversement de tout son être, mais sans une hésitation, sans un retour en arrière, n'ayant plus désormais qu'une pensée : la défense du sol sacré. A cette minute du départ, à l'instant de quitter tous ceux qu'il aimait, il est impossible que l'idée ne se soit pas présentée à lui que peut-être il les quittait pour toujours : il était trop intelligent, trop renseigné sur cette hécatombe qu'est la monstrueuse guerre moderne. Mais il avait foi dans la Providence : il lui remettait le soin de veiller sur ces existences qui lui étaient plus chères que la sienne.

Ce qui rend son exemple tout particulièrement intéressant et significatif, c'est que, pour arriver aux idées qu'il a couronnées, glorifiées par sa mort, il était parti de loin, il lui avait fallu faire du chemin, beaucoup de chemin. Or il a exercé autour de lui une grande influence. Un des jeunes écrivains dont la noblesse morale m'est le mieux

connue, me disait : « Vous ne pouvez vous douter de ce que cet homme a été pour ceux de ma génération. Vraiment nous avons eu en lui notre professeur d'héroïsme. » C'est là ce que je voudrais montrer. Après cela, sera-t-il besoin d'insister sur les bizarreries de forme et les manies de style où se complaisait Péguy, sur les étrangetés, en partie voulues, de son œuvre? Tout le monde les connaît : je ne les ignore, ni ne les dissimule. Mais ce n'était que le dehors : à l'heure où nous sommes, c'est au dedans qu'il faut regarder. En littérature comme ailleurs, la mort est la grande maîtresse, l'incomparable ouvrière de vérité. Elle rétablit la tranquillité des lignes. Elle révèle le sens profond. Elle dégage l'idée. Elle met l'âme en liberté.

Charles Péguy était né parmi les humbles :cette humilité de ses origines est un trait essentiel de sa biographie. Ses parens, ses grands-parens, sont des vignerons de l'Orléanais. Il a su sentir et comprendre, avec cette intensité de sentiment, avec cette insistance de compréhension qui sont sa marque, la noblesse de cette vie paysanne, la grandeur et la sainteté de la tradition française inscrite sur notre sol, conservée par les familles qui vivent tout près de lui. Il parle de ses « aïeux » comme ferait un aristocrate. Ces aïeux ce sont les vignerons de Vennecy et de Saint-Jean-de-Braye, de Chécy, de Bou et de Mardré, qui sur les buissons de la forêt d'Orléans et sur les sables de la Loire conquirent tant d'arpens de bonne vigne; ce sont les femmes au battoir qui lavaient la lessive à la rivière; c'est la grand'mère, qui gardait les vaches, qui ne savait ni lire ni écrire, à qui son petit-fils s'honore de tout devoir, tout ce qu'il est. Et il a raison : c'est bien une « aristocratie, » celle de la race continuée sur un même endroit du sol, celle de la pureté du sang transmis des parens aux enfans sans aucun mélange d'une sève étrangère. A la campagne, parmi des travaux qui suivent le rythme de l'éternelle nature et non les caprices de nos modes passagères, ni les choses, ni les gens ne changent guère : on y compte par siècles comme, parmi nous, on compte par années. Sur ce coin de terre où il a vu peiner tous les siens, Péguy a connu directement l'ancienne France, il a vu de ses yeux toujours vivant autour de lui le passé de la France. Cela jusqu'au jour où la révolution économique et morale de ces dernières années vint tout bouleverser, exerçant ses ravages jusqu'au fond des campagnes. « Une ferme en Beauce, encore après la guerre, était infiniment plus près d'une ferme gallo-romaine, de la même ferme gallo-romaine, pour les mœurs, pour le statut, pour le sérieux, pour la gravité, pour la structure même et l'institution, pour la dignité

(et même, au fond, d'une ferme de Xénophon,) qu'aujourd'hui elle ne se ressemble à elle-même. Nous essaierons de le dire. Nous avons connu un temps où, quand une bonne femme disait un mot, c'était sa race même, son être, son peuple, qui parlait, qui sortait... Une paroisse ordinaire de ce temps-là était infiniment plus près d'une paroisse du quinzième siècle, ou du quatrième siècle, mettons du cinquième ou du huitième, que d'une paroisse actuelle. » Espérons qu'ici Péguy exagère, et, comme ces vieux sermonnaires qu'il rappelle parfois, se hâte un peu trop d'annoncer que tout est perdu. Il ne le croyait pas. Il a écrit des pages d'une foi robuste et d'une poétique éloquence sur cette admirable race française et sur le pacte qu'elle a conclu avec l'espérance. Il avait prévu ce que nous avons sous les yeux et qu'un seul mot exprime : le miracle français.

Ces mœurs de la vieille France, dont Péguy parle avec tant d'émotion et de respect, ce qui les constitue avant tout, c'est la vie de famille, par le travail, pour les enfans. Dans *Le porche du mystère de la deuxième vertu*, — comme ces Primitifs qui, au milieu d'un tableau de sainteté, introduisent un épisode emprunté aux occupations journalières, — Péguy s'interrompt pour nous montrer un paysan au travail. C'est un bûcheron, l'hiver, dans la forêt. La bise souffle et lui transperce les os. Il est transi, il claque des dents. Tout d'un coup il pense à sa femme qui est restée à la maison, à sa femme qui est si bonne ménagère, dont il est l'homme devant Dieu : il pense à ses enfans qui sont bien tranquilles à la maison, qui jouent et qui s'amusent au coin du feu. Cette vision de la maison calme et chaude, apparue soudain dans le froid qui le glace et dans l'âpreté de son labeur, lui rend le courage et la joie. Qu'est-ce que cela nous fait d'avoir froid, pourvu que les chers êtres restés à la maison aient chaud? Ce travail, toujours le même, qui coûte beaucoup et rend peu, le paysan le fait avec lenteur et conscience, une lenteur auguste, une conscience qui est une forme de la piété. « J'ai vu, toute mon enfance, rempailler des chaises exactement du même esprit et du même cœur et de la même main que ce même peuple avait taillé ses cathédrales. » Et pourquoi non? Au regard de Dieu, toutes les occupations se valent, quand elles se déroulent dans le cadre d'une vie pieuse : ce sont des façons de prier. Ici il faut citer une page qui est ce que Péguy a écrit de plus touchant, une des pages les plus imprégnées de christianisme qu'il y ait dans la littérature contemporaine. C'est dans le *Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Hauviette y représente la foi sereine, la confiance ingénue en Dieu, l'abandon naïf et

absolu de la créature aux volontés du Créateur. Si elle était occupée à filer de la laine ou à jouer aux boquillons, et qu'on vînt lui dire que l'heure du jugement dernier est arrivée, elle déclare qu'elle ne s'interromprait pas de filer sa laine ou de jouer sa partie. « Parce que le jeu des créatures est agréable à Dieu. L'amusement des petites filles, l'innocence des petites filles est agréable à Dieu. L'innocence des enfans est la plus grande gloire de Dieu. Tout ce que l'on fait dans la journée est agréable à Dieu, pourvu naturellement que ça soit comme il faut. Tout est à Dieu, tout regarde Dieu, tout se fait sous le regard de Dieu, toute la journée est à Dieu. Toute la prière est à Dieu, tout le travail est à Dieu, tout le jeu aussi est à Dieu, quand c'est l'heure de jouer. Je suis une petite Française, je n'ai pas peur de Dieu, parce qu'il est notre père. Mon père ne me fait pas peur. La prière du matin et la prière du soir, l'*Angelus* du matin et l'*Angelus* du soir, les trois repas par jour et le goûter de quatre heures, et l'appétit aux repas, et le *Benedicite* avant les repas, le travail entre les repas et le jeu quand il faut et l'amusement quand on peut prier en se levant parce que la journée commence, prier en se couchant parce que la journée finit et que la nuit commence, demander avant, remercier après, et toujours de la bonne humeur, c'est pour tout ça ensemble et pour tout ça l'un après l'autre que nous avons été mis sur terre, c'est tout ça ensemble, tout ça l'un après l'autre, qui fait la journée du bon Dieu. Si tout à l'heure on me disait : Tu sais, Hauviette, c'est pour dans une demi-heure, je continuerais à filer, si je filais, et à jouer, si je jouais. Et, en arrivant, je dirais au bon Dieu : Notre père qui êtes aux cieux, je suis la petite Hauviette, de la paroisse de Domrémy, en Lorraine, pour vous servir... » Nous reconnaissons ici tous les procédés, toutes les affectations de style chères à Péguy et qui souvent ailleurs sont si irritantes, mais, cette fois, la réussite est complète. On songe à une toile de Millet, ou, plus loin et plus haut, à quelque verset de poésie franciscaine.

Paysan, Péguy l'était et il voulait l'être. Il l'était resté, en plein Paris, de toutes ses forces et de tout son effort. Il y mettait sa coquetterie, comme d'autres à être bien Parisiens. Il l'était par l'extérieur, par le costume, par les manières. J'ai sous les yeux son portrait par Jean-Pierre Laurens. Une tête carrée : sur le front haut et large, barré d'un pli, retombe une frange de cheveux taillés au petit bonheur ; une barbe en broussaille ; sur les épaules une cape d'un modèle inconnu aux tailleurs de nos boulevards ; les deux mains sur les genoux, dans la position du travailleur au repos. Une gravité naturelle et surveillée.

une rudesse d'accueil, un ton bourru. Il vivait loin du monde et, sans doute par ressouvenir de ses « aïeux » artisans, il avait tenu à prendre un métier manuel. On sait qu'il imprimait lui-même ses *Cahiers de la Quinzaine* où ont paru le *Jean Christophe* de M. Romain Rolland, *Dingley*, — *les Hobereaux* des frères Tharaud, et les *Souvenirs*, d'une si émouvante simplicité de M. Maxime Vuillaume, et toute l'œuvre de Péguy lui-même. Il apportait à ce travail d'ouvrier une ferveur quasiment mystique. Lui aussi il avait la superstition, disons mieux, le culte de l'« ouvrage bien faite. » Jamais de fautes d'impression dans les *Cahiers*; un papier de chandelle, mais pur chiffon, dont il disait avec fierté et malice à la fois : « Dans vingt ans, on ne lira plus que nous : il n'y a que nous qui durerons. » Quelque chose de solide, d'indéchirable, de rude et de sain, comme du pain bis.

Du paysan il avait encore certains défauts, une « manière peuple » qu'on retrouve dans ses livres, une lourdeur, un manque de discrétion et de réserve : il s'étale avec complaisance, entretient le public de ses affaires, ne se doute pas que le « moi » soit haïssable. Il a contre ceux qui se mettent au travers de sa route des colères toutes plébéiennes. Toute une partie de son œuvre est de pamphlet. Son biographe, M. René Johannet, dit très justement à ce propos : « Les gens du peuple possèdent au suprême degré le génie spécial de l'injure, de l'apostrophe, de l'imprécation. Leur fécondité verbale s'épanouit alors en trouvailles si truculentes que le rire éclate de lui-même. Le paysan Péguy ne fait pas exception à la règle. Quand il éreinte quelqu'un, il l'éreinte sans ménagement, il le fouaille, il le culbute, il le tarabuste sans pitié. Il lui confère des postures ridicules. Il le pare de qualités saugrenues. Il lui prête de grotesques attributs. Il devient féroce. Il tape. Jamais bas. Ironique jamais. Comique toujours. Il tape à coups redoublés. On croit que c'est fini. Ça recommence. Et ça dure des centaines de pages (1). » Il avait enfin du paysan la roublardise. Il y avait de l'habileté dans sa gaucherie, de l'arrangement dans son originalité. Sa phrase, débarrassée de ses interminables répétitions, de ce ressassement qui fait songer au rabâchement de certaines gens du peuple redisant vingt fois les mêmes choses avec les mêmes mots, ne serait peut-être que la phrase de n'importe quel bon écrivain. Je dis : bon écrivain. Je me souviens qu'à l'Académie, lorsqu'il fut question de décerner à Péguy un de nos grands prix, quelqu'un critiqua son style. Jules Lemaître prit alors la parole. Il insista sur ce point que le voca-

(1) *Péguy et ses cahiers*, par René Johannet (Bibliothèque des *Lettres françaises*).

bulaire de Péguy était excellent, que sa syntaxe était correcte, qu'il n'y avait chez lui jamais de vague, jamais d'obscurité, jamais de termes impropres. Et Jules Lemaître s'y connaissait.

Sur ce fond de nature paysanne une formation classique : à la plante poussée en terre française la culture gréco-latine. Péguy a parlé avec une reconnaissance attendrie de ces maîtres qu'il eut au collège, humanistes à l'ancienne mode, qui savaient si bien ce qu'ils enseignaient; et ce qu'ils enseignaient, c'étaient les langues anciennes, mais c'était aussi la probité intellectuelle qui entraîne infailliblement la probité morale. Péguy avait profité de leur enseignement, de toutes manières. Il a été un des hommes de notre temps qui ont le mieux su le grec et le latin. Et il ne les avait pas oubliés. A quarante ans, il relisait Homère et Virgile dans le texte. Il assure n'avoir écrit un de ses Cahiers, *les Supplians parallèles*, que pour se donner le plaisir de copier du grec, de sa main, et de corriger une épreuve en grec. Il faut lire cette étude pour se rendre compte à quel point, passant de la lettre à l'esprit, Péguy avait pénétré au plus intime de la littérature grecque. Il s'y livre à l'analyse la plus intelligente et la plus fine de l'idée de supplication dans les civilisations antiques. Et prenant pour exemple *Œdipe Roi*, il en donne une interprétation qui, le vengeant des gloses de Francisque Sarcey, lui restitue son caractère religieux. Autant qu'avec les classiques grecs et latins, Péguy était familier avec nos classiques français. Il a écrit sur Corneille et sur Racine des pages de la critique la plus ingénieuse. Il a montré parfaitement l'optimisme incurable de Corneille, et que les traîtres eux-mêmes, dans ce théâtre, sont les plus honnêtes gens du monde. De même, il a fait ressortir la cruauté foncière de l'art de Racine, et que les plus tendres, les plus doux, les plus innocens de ses personnages en sont aussi les plus cruels. Pour ce qui est de Victor Hugo, il en a parlé souvent, il lui a consacré presque en entier deux de ses meilleurs « Cahiers », *Notre Patrie* et *Victor-Marie, comte Hugo*. Ce qu'il a bien vu, montré supérieurement et qui en effet est essentiel chez Victor Hugo, c'est que nul autre poète en aucun temps ne fut plus complètement étranger à la pensée et à la sensibilité chrétiennes. Inversement, il fut païen comme les plus grands des anciens. Il avait beau avoir été pair de France sous Louis-Philippe, il voyait toute la nature avec la même jeunesse de regard et fraîcheur d'impression qu'un aède contemporain des premiers âges. Ce sont là d'excellens morceaux de critique professorale. Car quoiqu'il n'ait jamais fait la classe, et qu'il ait eu, si je ne me trompe,

des malheurs au concours pour l'agrégation, Péguy était professeur dans l'âme. Les vignerons de l'Orléanais s'obstinaient à tenir pour un professeur ce professeur qui ne professait pas : ils ne se trompaient guère. Il a enseigné toute sa vie, par la plume, par le livre, par la conversation, par son action personnelle. Il a fait école. Il a eu une école. On dirait assez bien, résumant ce qu'il y avait en lui à la fois de l'apôtre et du magister de village, qu'il a été tout à la fois chef d'école et maître d'école... Or, c'était une école d'idéal.

N'oublions pas une influence qui fut décisive sur les idées de Péguy : celle de la philosophie de M. Bergson. Il avait suivi, au lycée, les cours de ce maître : il alla l'entendre au Collège de France. Il a écrit quelque part que M. Bergson a déterminé le plus grand mouvement philosophique qui se soit produit chez nous depuis Descartes. Son dernier livre a été une méditation sur la philosophie bergsonienne, philosophie de la qualité, de la nuance, des choses qui ne se mesurent pas entre elles, en réaction contre la géométrie et le faux esprit de science. Et notons encore, ce qui est à peine moins important, l'ignorance absolue où Péguy s'est toujours tenu à l'égard des langues et des littératures étrangères. Je ne parle même pas du tolstoïsme, du wagnérisme et autres récens cosmopolitismes et snobismes intellectuels. Mais je ne crois pas qu'il ait jamais lu Shakspeare : il ne cite pas une seule fois Hamlet. Sa culture est uniquement gréco-latine et française, comme au XVIIe siècle. Jamais un voyage. Péguy n'était pas sorti de France. En France, il avait poussé jusqu'à Reims et Domrémy. Toute sa vie s'est déroulée entre l'Orléanais natal, la vallée de Chevreuse où il habitait, et la rue de la Sorbonne. Il a voulu être et il a été le pur produit du sol, celui qui conserve ses racines et continue la race, né en terre française, élevé dans l'ordre français, pour perpétuer la tradition française.

C'est par une *Jeanne d'Arc* qu'il avait débuté dans les lettres. Cette *Jeanne d'Arc* de 1897 n'est intéressante que par la complète absence de cette couleur locale, dont l'inintelligence romantique a infesté notre littérature et dont nous avons tant de peine à nous débarrasser, et parce qu'elle contient certaines indications que plus tard Péguy, mûri par la réflexion, reprit pour en tirer ses œuvres maîtresses. L'année suivante, parut *Marcel*, esquisse de la « Cité harmonieuse » où régnera le bonheur parfait suivant le mode socialiste. Dans cette Cité de l'harmonie tous les citoyens travaillent sans fatigue, car on ne s'y livre pas aux travaux malsains, et sans excès, surtout sans excès. Pas de rivalités, pas de querelles. Les maîtres sont de bons maîtres, les apprentis

sont de bons apprentis, les ouvriers sont de bons ouvriers. Naturellement, tous les produits appartiennent à la Cité qui les partage non pas selon la justice, ou l'égalité, ou la charité, mais selon l'harmonie; et cela a toutes sortes d'avantages, dont le premier est d'éluder les précisions où le sociologue s'embarrasse. Les arts et les sciences fleurissent dans cette Cité idéale; et les artistes n'y ont nul préjugé contre les savans, ni les savans contre les artistes, ce qui prouve à quel point la cité à venir diffère de toutes les cités présentes ou passées. D'ailleurs, les artistes ne travaillent ni par émulation et goût de la gloire, ni par passion du beau. L'idée de génie et celle même de talent sont des idées que réprouve le socialisme intégral. Si la Cité harmonieuse se réalise quelque jour, on s'y ennuiera ferme... Sur ces entrefaites éclata l'Affaire. Péguy s'y jeta à corps perdu. Du socialisme il ne fit qu'un bond dans l'antimilitarisme. Il prit parti violemment contre l'état-major français, contre l'armée française, contre les chefs et contre les soldats, contre tout ce qui portait l'uniforme français. Combien de temps cela dura-t-il? Quels chemins le ramenèrent dans la grande route nationale? Ne réveillons pas le souvenir de ces luttes fratricides. Au surplus, Péguy n'avait cessé de garder au fond de lui le culte de la patrie : il suffit, pour s'en convaincre, de relire les dernières pages toutes frémissantes de *Notre Patrie*. La France venait d'apprendre, un matin de 1905, qu'elle était sous le coup d'une invasion allemande. Ce fut la commotion soudaine, le brusque rappel à la réalité. Depuis ce jour-là, on peut dire que Péguy n'a plus cessé de vivre sous l'obsession du péril allemand. Il n'a plus songé qu'à unir et à tendre toutes les énergies nationales en vue de la lutte inévitable.

Ce qui restera de lui, c'est un livre : *le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc*. Dans cette seconde *Jeanne d'Arc*, ne cherchez plus un drame historique, avec la série complète des épisodes allant des champs de Vaucouleurs au bûcher de Rouen. Ce n'est ici que la vocation de Jeanne, moins encore : ce qui l'a précédée, le premier appel d'en haut qui la trouve hostile et rebelle. Tout se passe en une conversation entre Jeanne et Madame Gervaise, la religieuse, qu'elle a fait chercher à son couvent pour lui confier ses doutes, que dis-je? ses révoltes. Révoltée, oui, elle l'est, par l'idée de la damnation éternelle. Pourquoi Dieu, s'il est bon, a-t-il permis l'existence du mal? Pourquoi consent-il qu'il y ait tant de souffrance dans le monde, et de souffrance perdue? Gervaise répond par l'exemple du Christ qui lui-même, lui le Sauveur, n'a pu sauver ceux que l'enfer avait pris. C'est là ce qui explique ce cri suprême, ce cri surhumain de Jésus expirant, qui a

retenti à travers tous les siècles de la chrétienté : car il *savait*, et ce qu'il savait, c'est que son propre sacrifice, l'immolation de sa chair était impuissante à sauver les damnés. Autre objection : le reniement de saint Pierre. Jeanne proteste que jamais elle n'aurait renié Jésus. Des chevaliers, des paysans français ne l'auraient pas abandonné; mais ses disciples, mais les apôtres l'ont abandonné! A quoi Madame Gervaise répond, avec un incontestable bon sens : « Ils étaient les premiers chrétiens. C'était pas facile d'être les premiers chrétiens. » Que Jeanne se tienne en garde contre l'Orgueil! L'Orgueil est l'arme de Satan, il est Satan lui-même... Tout le livre est une méditation grave, pieuse, souvent profonde, sur la Communion des saints, sur l'Église. Péguy a mis en œuvre cette idée, grandement chrétienne, que la vocation est une chose involontaire, fatale, à laquelle on résiste, une *grâce*. Sa Jeanne d'Arc est une sainte malgré elle.

Au centre du livre se trouve un morceau capital, une « Vie de Jésus, » étonnante à la date où elle fut écrite, vie populaire qu'on croirait plutôt détachée d'un Mystère du moyen âge, et qui fait songer à un retable du XVe siècle. C'est la vie de Jésus telle que peut la concevoir, en tout pays et en tout temps, un cerveau populaire ou paysan, telle que se la représentait la mère de Villon et, sans doute aussi, la grand'mère de Péguy. Ces braves gens imaginent Jésus comme un des leurs et qu'ils auraient voulu connaître. C'était un compagnon charpentier; il travaillait chez son père, dans la bonne odeur du bois fraîchement coupé dont on enlève l'écorce comme la pelure d'un beau fruit. Il avait été bon fils, bon camarade, aimé de tous, jusqu'au jour où il commença sa mission. Mais depuis ce jour-là il eut tout le monde contre lui, tout le monde et le gouvernement, ce qui est toujours une mauvaise affaire. « Qu'est-ce qu'il avait donc fait à tout le monde? Je vais vous le dire : il avait sauvé le monde. » Sa mère, il lui avait donné autrefois tant de contentement! Mais depuis qu'il avait quitté la maison, rien que du souci. Elle disait à Joseph que ça finirait mal, qu'il se faisait trop d'ennemis, qu'il avait humilié les docteurs, et qu'il aurait dû se méfier : les docteurs sont gens qui ont de la mémoire : c'est même pour cela qu'ils sont docteurs. Maintenant, c'était le Calvaire, celui de son fils et le sien. « Elle pleurait, elle pleurait, elle en était devenue laide. Elle, la plus grande Beauté du monde. La Rose mystique. La Tour d'ivoire. Turris eburnea. La Reine de beauté. En trois jours elle était devenue affreuse à voir. Les gens disaient qu'elle avait vieilli de dix ans. Ils ne s'y connaissaient pas. Elle avait vieilli de plus de dix ans. Elle savait, elle sentait bien qu'elle avait vieilli de plus

de dix ans. Elle avait vieilli de sa vie. Les imbéciles! De toute sa vie... Elle était devenue Reine. Elle était devenue la Reine des Sept Douleurs. » Le grand orateur catholique que nous venons de perdre, le comte de Mun, avouait que toute cette partie du *Mystère de la Charité* lui avait mis les larmes aux yeux.

A cette Vie de Jésus il faudrait joindre tels passages du *Porche de la deuxième Vertu.* Péguy y parle des saints, non certes avec irrévérence, mais avec cette familiarité à laquelle on reconnaît le vrai croyant, le croyant qui frappe l'image du patron négligent dont l'intervention ne lui a pas obtenu la faveur souhaitée. Dans la même méditation sur la deuxième vertu théologale, qui est l'espérance, je note des pages très curieuses sur la simplicité de cœur avec laquelle il faut aborder les vérités éternelles. « Ce sont les imbéciles qui font le malin. » Par certains côtés Péguy rappelle ces prédicateurs d'autrefois dont les foules comprenaient si bien le langage, parce qu'ils parlaient naturellement le langage des foules. Il en a le mauvais goût, parfois la platitude, mais aussi l'ardeur, la pénétration intime, l'intelligence par le dedans, la tendresse. La naïveté a été fort à la mode parmi beaucoup de littérateurs de notre temps ; seulement, chez presque tous elle était un artifice, un raffinement de plus, le dernier mot du raffinement. Chez Péguy elle était sincère : c'est toute la différence.

Et ce qu'il y a eu de meilleur en Péguy, ç'a été son influence, son action, la tâche à laquelle il a consacré tout l'effort des dix dernières années de sa vie. Il a réconcilié la jeunesse intellectuelle avec l'idée de patrie. Il a pendant ces dix ans lutté, bataillé pour la défense de la culture française. Il était de ceux qui ont vu avec une âpre tristesse la cause des humanités abandonnée par ceux-là mêmes qui avaient pour devoir et pour mission de les défendre. Les études grecques et latines, suspectes d'être aristocratiques ou peut-être simplement bourgeoises, ont été sacrifiées à la plus basse démagogie. Et de cet ostracisme la première victime, ç'a été le français, la langue et la littérature françaises. La responsabilité en remonte, pour une bonne part, aux maîtres de notre haut enseignement : ils se sont engoués de science ou de ce qu'ils ont pris pour la science. Et pour cela, pour une illusion, pour une erreur, ils jettent allègrement par-dessus bord toute cette acquisition magnifique que nous devons à la Renaissance et qui, depuis le XVIe siècle, n'a cessé de s'accroître, de s'enrichir, de s'illustrer. Par le simple moyen d'une réforme des programmes, ils suppriment tout l'effort des humanistes de la Renaissance. « Sous nos yeux, par nos soins, disparaît la mémoire de la plus belle

humanité. » Cette culture héritée des anciens, c'est ce que nous appelons d'un mot : la civilisation. Et c'est le patrimoine que la France a pour mission de représenter dans le monde moderne et de défendre. Les Grecs ont sauvé la civilisation aux Thermopyles; les Romains l'ont sauvée, dans les guerres puniques; Péguy avait prévu que prochainement encore les Français auraient à faire reculer la barbarie. Avec une remarquable lucidité d'esprit, il avait à l'avance désigné le champ de bataille. Il écrivait en 1905 : « Plus que jamais la France est l'asile et le champion de toute la liberté du monde, et toute la liberté du monde se jouera aux rives de Meuse, aux défilés d'Argonne, ainsi qu'aux temps héroïques, à moins que ce ne soit aux rives de Sambre... et veuillent les événemens que ce soit Valmy ou Jemmapes; ou à quelque coin de la forêt de Soignes, et veuillent les événemens, si ce doit être Waterloo, que ce soit au moins un Waterloo retourné! » Lignes prophétiques qu'il est singulièrement émouvant de relire aujourd'hui! Elles donnent à la mort de Péguy toute sa signification. Ce défenseur de notre culture, de notre passé, de notre religion, a compris qu'un jour la France devrait défendre, les armes à la main, tout ce riche trésor, parce qu'il faut toujours en venir à la décision des armes. C'est pourquoi depuis dix ans il sonnait le ralliement. Il relevait, il raffermissait les courages qu'avait tenté de dissoudre un coupable humanitarisme. Il rapprenait à ces jeunes Français tout à la fois, la beauté de notre tradition littéraire et la grandeur de notre tradition militaire. Comme il les entraînait dans la vie quotidienne, il les a entraînés à la bataille. Il les a menés au feu. Il est tombé au champ d'honneur. Mais la mort qui l'a frappé n'a pas interrompu son œuvre : elle la complète, elle l'achève, elle la multiplie à l'infini; car le sang d'un brave n'est pas une rosée stérile, et sur cette terre de France où le paysan Péguy est tombé pour la foi, pour les vertus familiales, pour l'idéal artistique et littéraire de chez nous, un jour refleuriront plus saines et plus vigoureuses les plantes qu'il a arrosées de son sang.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

L'HÉRITAGE DES VICTOIRES DE 1870

Leutnant Mucki, par le baron von Schlicht, un vol. in-18, Leipzig, 1914. — *Die Erben, Roman aus Neudeutschland*, par Carry Brachvogel, un vol. in-18, Berlin, 1904.

Le noble et riche colonel von Traubach vient d'apprendre sa promotion au grade de général. Frémissant de plaisir, il se hâte de rentrer chez lui, pour transmettre aux siens la merveilleuse nouvelle.

Mais la ci-devant colonelle, — qu'il trouva seule à la maison, leur fille Centa n'étant pas encore revenue du manège, — bien loin de pousser le cri de joie attendu, manqua de s'évanouir sur le sofa où elle se tenait assise.

— Qu'as-tu donc ? — lui demanda son mari stupéfait, dès qu'il la vit un peu remise de son saisissement. — Qu'as-tu, ma chérie, et ne te réjouis-tu pas de me savoir général ?

— Hé ! comment pourrais-je m'en réjouir ? — répondit-elle en secouant tristement la tête. — Voici que, de nouveau, nous allons avoir à déménager ! Et ne l'oublie pas, Otto, ce sera notre dix-neuvième déménagement, depuis le jour où je t'ai épousé ! Dix-neuf fois, depuis ce jour, il nous a fallu changer de logement, et dix fois changer de garnison. Ici encore, il n'y a pas deux ans que nous nous étions installés ; et à peine commencions-nous à nous y sentir un peu au chaud, que voilà déjà que nous allons avoir à chercher ailleurs !

En vain le général lui rappelle-t-il que leur grosse fortune personnelle leur permettrait, au besoin, de faire même l'achat d'un mobilier complet. « Ce serait le troisième depuis notre mariage ! » s'écrie amèrement Mme von Traubach, dont l'émoi douloureux n'a fait que s'ac-

croître devant cette perspective, d'ailleurs toute gratuite. Et voici maintenant que s'élance dans la chambre la jeune Centa, plus gracieuse que jamais dans son élégante toilette d'amazone! A son tour, elle apprend la grande nouvelle.

— C'est une farce, hein? demanda-t-elle à son père. Ce n'est pas vrai, dis, que tu sois promu général?

— Et si c'était vrai, qu'en résulterait-il? répondit le général, qui ne parvenait pas à s'expliquer l'attitude, à demi-souriante et à demi-fâchée, de la chère enfant.

— Ce qui en résulterait? —reprit Centa, exquise créature dont le tempérament passionné rayonnait de ses yeux et de tous les traits de son joli visage plein de fraîcheur juvénile. — Il en résulterait que je m'en irais de chez vous!

Le général fit entendre un gros rire.

— De mieux en mieux! Tu veux nous quitter? Et pourquoi donc?

Cette fois, ce fut avec un profond sérieux que Centa répondit, le regard fixé sur le visage de son père :

— Parce que tu me rends tout simplement impossible de me procurer un mari!

— Oh! Centa!... fit la mère, d'un léger accent de reproche.

Mais Centa n'était pas d'humeur à se laisser intimider.

— Il t'est facile de parler, à toi, maman, qui es en possession d'un mari! Mais moi, comment arriverai-je à en décrocher un, si tous les ans, nous changeons de résidence? Déjà, comme fille de capitaine, je suis restée en panne...

— Mais tu avais à peine quinze ans! objecta timidement son père.

— Oui, sans doute : mais ensuite, comme fille de major, j'en avais seize, et dix-sept comme fille d'officier d'état-major, et voici que j'en ai dix-neuf comme fille de colonel!... Ah! si au moins j'avais su d'avance que nous avions si peu de temps à demeurer ici!... Non, papa, c'est vraiment trop horrible, qu'il nous faille déjà nous en aller! Tout à l'heure encore, au manège, je me suis follement amusée. Le lieutenant von Versen était là, aussi. Je peux bien vous l'avouer, depuis quelques semaines je *flirte* avec lui, et toujours j'espérais que j'allais en devenir amoureuse pour de bon! Puis voilà que le jeu est fini, à peine commencé!... Ah! papa, pourquoi n'es-tu pas resté colonel? Tu ne peux pas te figurer comme cela me vieillit, d'être fille de général!

Tendrement, le général attira vers soi la belle et charmante enfant.

— Tu te sentiras jeune de nouveau, Centa, et dans la future garnison aussi tu trouveras des amies, comme aussi des amis, si tu y tiens absolument, des hommes qui te feront la cour, encore bien que tu sois trop jeune pour te marier!

Centa prit une mine effrayée.

— Trop jeune à dix-neuf ans! Faudra-t-il donc que j'attende jusqu'à soixante-dix? Non, non, papa, il est tout à fait temps que je trouve un mari!

— Ne dis pas de folies! murmura la mère.

— Mais toi-même, maman, — lui demanda Centa en se retournant vers elle, — oserais-tu prétendre que, à dix-neuf ans, tu ne pensais pas déjà au mariage?

— Le fait est que j'étais déjà mariée! répondit imprudemment Mme von Traubach.

— Tandis que moi, au même âge, je ne suis pas même encore fiancée! s'écria Centa, d'un accent d'épouvante. De telle sorte que je dois me sentir honteuse devant toi, maman, sans compter qu'il ne se peut pas que toi, une dame encore jeune, tu aies auprès de toi une aussi grande fille! Il faut que cela change, et le plus vite possible! Ah! messieurs les lieutenans de la nouvelle garnison peuvent dès maintenant se réjouir de l'attente de mon arrivée : car le fait est que je vais essayer de leur tourner la tête à tous, quels qu'ils soient!

C'est ce que va essayer, en effet, l' « exquise créature, » dès le lendemain de son arrivée dans la nouvelle résidence de ses parens; et nous la verrons notamment, tout au long du récit dont elle est l'héroïne, mener de front deux intrigues « galantes » d'une témérité à tout le moins singulière, — l'une d'elles devant lui permettre de « tourner la tête » de l'officier d'ordonnance de son père, tandis que l'autre l'amènera à « décrocher » le mari espéré, sous les espèces du plus beau lieutenant de la garnison. Ai-je besoin d'ajouter que pas un instant, tout au long du récit, l'auteur ne manque à nous faire sentir le mélange d'admiration et de sympathie qu'il éprouve pour le « tempérament passionné » d'une héroïne qui — comme d'ailleurs aussi sa respectable mère — lui apparaît manifestement l'incarnation parfaite de l'élégance et du raffinement « aristocratiques » de sa race? Car mon lecteur français se tromperait entièrement à croire que le général von Traubach fût allé chercher jadis dans quelque cuisine la compagne qui accueille de l'étrange façon que l'on sait la promotion de son mari à l'un des plus hauts grades de l'armée impériale. Dans ce roman tout de même que dans ses autres peintures de la vie familière des officiers allemands, le baron von Schlicht n'entend nous présenter que des personnes de la « naissance » la plus authentique; et lui-même, sans doute, se montrerait bien surpris si quelqu'un s'avisait de lui dire que ni la naïve parcimonie de Mme von Traubach, ni l'impatience non moins ingénue de la « délicieuse » Centa ne sont dignes du rang social de ces deux héroïnes.

Mais il y a dans le dernier roman de M. von Schlicht un personnage, d'extraction toute « démocratique, » dont il semble bien que

l'amusante figure ait séduit l'écrivain allemand plus encore que celles de la fille du général von Traubach et des deux officiers que se plait à « allumer » simultanément cette « charmante enfant. » Jamais en tout cas je ne me souviens d'avoir rencontré dans toute son œuvre précédente un portrait plus soigneusement étudié, ni campé devant nous avec un relief plus vivant, que celui du fusilier Heinrich Tewsen, remplissant les fonctions d' « ordonnance » auprès de l'un des deux officiers dont je parlais tout à l'heure. Ce Tewsen a réussi, le plus facilement du monde, à « tourner la tête » de la grosse Marie, cuisinière de la générale von Traubach : mais, tout en se régalant des saucisses, cervelas, et autres « délicatesses » que lui vaut désormais, presque chaque jour, cette enviable conquête, il n'a pu s'empêcher d'apprécier les charmes, plus « distingués, » de la jolie femme de chambre de la générale ; de telle sorte qu'il accueille avec joie la mission d'aller porter une lettre chez les Traubach, un matin, à l'heure où la cuisinière a coutume de « faire son marché. »

Jamais jusqu'alors il n'avait trouvé l'occasion d'un entretien particulier avec la belle Anna : car, si stupide que fût sa Marie, ou plutôt en raison même de sa stupidité, il la savait férocement jalouse. Ce matin-là, peut-être allait-il avoir plus de chance ? Si bien qu'afin de produire plus sûrement une impression favorable sur la femme de chambre, il mit un soin exceptionnel à chacun des détails de sa toilette. Il commença par se laver à grande eau non seulement le visage, mais toute la poitrine ; après quoi il imprégna ses cheveux de pommade, et les brossa infatigablement. Devant un petit miroir de poche à demi brisé il étudia longtemps l'arrangement de sa calotte, appuya contre son nez l'index de sa main droite pour se bien convaincre que la cocarde se trouvait tout juste au-dessus de la pointe du nez, se donna du haut en bas un dernier coup de brosse, et se mit en chemin vers la maison du général, non sans avoir encore lancé un regard au miroir de poche.

Son pressentiment ne l'avait pas trompé. Anna est seule, et, très aimablement, l'invite à venir s'asseoir avec elle dans la cuisine, en attendant le retour de Marie. « Savez-vous bien, mademoiselle Anna, — lui dit le fusilier Tewsen avec des yeux pleins d'amour, — que j'aurais la plus grande envie de *pousser* un peu avec vous ? » *Poussiren*, « pousser, » cela est encore un emprunt du langage populaire allemand à notre langue française ; et, sans être bien sûr du sens, j'ai l'idée que cela signifie quelque chose qui équivaut au *flirt* de chez nous dans la même proportion qu'à notre « délicatesse » celles d'outre-Rhin. Toujours est-il que Mlle Anna ne se montre aucunement scandalisée de la révélation de l'élégant fusilier. « Elle aussi, depuis

longtemps, elle admirait et désirait secrètement l'amoureux de Marie. Elle paraît réfléchir un instant, et puis elle répond :

— Ma foi, M. Tewsen, je ne serais pas éloignée de consentir à vous écouter ! Si peut-être dimanche prochain, le soir vers huit heures et demie, vous me faisiez l'honneur de venir avec moi au bal du *Cygne*, on causerait de tout cela. Mais il y a une chose que je dois vous dire tout de suite, M. Tewsen : c'est que, s'il vous arrivait d'être père, en ce cas, c'est vous qui auriez ensuite à vous occuper de l'enfant !

— A coup sûr, approuva-t-il, là-dessus vous pouvez être parfaitement tranquille ! Oui certes, mademoiselle Anna, naturellement, c'est moi qui aurais à m'occuper de l'enfant. Et j'ajoute que cela ne m'embarrasserait pas longtemps, et que j'aurais vite fait de trouver un imbécile à qui je pourrais mettre l'enfant sur les bras. Il y a, par exemple, dans ma compagnie, Meyer IV, un beau garçon, mais bête comme un porc. Il a de l'argent gros comme du foin : son père possède une grande ferme, et c'est seulement à cause de sa bêtise que Meyer n'a pas été en état de passer l'examen pour ne faire qu'une année. Il est si bête, voyez-vous, mademoiselle Anna, qu'il vous suffirait d'abaisser sur lui vos jolis yeux pour lui faire croire tout ce qu'il vous plairait. Mais un brave garçon, avec cela, ce Meyer, et l'enfant serait parfaitement heureux sous sa garde !

Puis, se redressant, d'un mouvement plein de fierté, Tewsen répéta :

— Soyez tout à fait sans inquiétude, mademoiselle Anna ! De l'enfant, c'est moi qui m'en occuperais, puisqu'aussi bien c'est moi qui en serais le père ! En un tour de main, je vous trouverais quelqu'un pour en endosser la charge !

Pleinement rassurée, la femme de chambre s'engage, de son côté, à une discrétion absolue vis-à-vis de la cuisinière Marie : car elle comprend assez que Tewsen ne saurait songer à rompre une liaison dont il retire autant de profit. « Soyez tranquille, lui dit-elle, jamais Marie ne saura rien ! » Les deux jeunes femmes n'ont-elles pas, à tour de rôle, leur dimanche de congé ? à tour de rôle elles iront se promener au bras du triomphant fusilier. Mais soudain l'entretien se trouve interrompu par le retour de Marie, toute chargée de paquets dont son galant « trésor » s'efforce aussitôt de la débarrasser avec l'espoir d'y trouver quelque bon morceau.

Rudement, Marie le frappa sur les doigts pour l'obliger à lâcher ses paquets.

— A bas les mains ! lui dit-elle. Cela n'est pas pour toi, ce sont des choses pour la générale ! Ta nourriture, à toi, se trouve ailleurs. Tiens, je l'ai soigneusement préparée pour toi !

Et, pleine de tendresse, elle ajouta :

— Attends une minute, mon Heinrich, tu vas pouvoir te régaler ! Mais écoute, — murmura-t-elle dans l'oreille du fusilier, — arrange-toi pour

être en bonne amitié avec Anna, de manière qu'elle ne me dénonce pas auprès de Madame!

Bientôt les deux jeunes femmes s'empressent autour du soldat, remplissent son verre, le forcent à avaler ration sur ration. « Encore un peu de ce filet de porc, M. Tewsen! lui dit Anna. Un jeune homme de votre âge ne saurait prendre trop de forces! » Puis, lorsqu'il s'est rempli l'estomac jusqu'à en être malade, c'est dans ses vastes poches que ses deux admiratrices engouffrent ce qui reste de victuailles disponibles. Enfin Tewsen se relève et se reboutonne, non sans quelque peine. Tendrement il baise sa Marie sur la bouche, par manière d'adieu; et Anna aussi reçoit un baiser, « de façon à ne pas être tentée de dénoncer sa compagne. » Après quoi le fusilier Tewsen s'en retourne chez son maître, profondément heureux. « Il avait le ventre bourré, les poches de sa tunique et de son pantalon remplies de choses excellentes pour ses repas suivans; et, par-dessus tout cela, voici qu'il se trouvait maintenant en possession de deux « bonnes amies, » dont chacune lui tenait en réserve des plaisirs différens! »

Je n'ai montré là qu'un seul des multiples aspects de cette curieuse physionomie de soldat allemand; et j'aurais souhaité pouvoir citer encore, en particulier, le récit de la façon éminemment « cavalière » dont procède le fusilier Tewsen pour « passer » à son riche et stupide collègue, Meyer IV, la paternité de l'enfant issu de ses promenades dominicales avec la belle Anna. Mais je crains d'avoir déjà soumis à une trop forte épreuve l'endurance habituelle du lecteur français. Le fait est qu'il s'exhale de tous les actes et de toutes les paroles de ce Tewsen une étrange puanteur d'ordre tout spécial; et la même odeur comme de pourriture intérieure se dégage non seulement de l'âme des autres soldats évoqués devant nous par le baron von Schlicht, non seulement de celle des cuisinières ou femmes de chambre qui se disputent l'honneur de combler de vivres et d'argent ces bourreaux de leurs cœurs, mais aussi des âmes « aristocratiques » d'une Centa von Traubach ou d'un « lieutenant Mucki. » Pas une de ces âmes qui ne porte plus ou moins en soi quelque chose de vilainement dépravé et corrompu, un ulcère secret dont le contact répugnera toujours à nos narines françaises.

Sans compter que nous commettrions une injustice manifeste en reprochant trop exclusivement au peintre de ces fâcheuses figures l'atmosphère malodorante dont nous les sentons imprégnées. M. von Schlicht se borne à représenter exactement un monde qu'il connaît

mieux que personne, peut-être ; et je dirais volontiers que son seul tort est de connaître ce monde depuis si longtemps, de l'avoir si assidûment pratiqué et observé, que son propre goût naturel a désormais perdu le pouvoir d'en être offusqué. Car pour ce qui est du caractère et de la conduite de ses personnages, n'est-il pas vrai que ce qu'il nous en révèle aurait de quoi servir d'« illustration » aux jugemens plus généraux de M. Curt Wigand, tels que je les citais ici l'autre jour? N'est-ce point la même grossièreté et laideur morale, résultant d'un débordement sans contrainte des plus bas instincts de la nature humaine? Et l'impression dominante que nous éprouvons en face de ces personnages de M. von Schlicht ne se résume-t-elle pas dans le mot de « dégénérescence, » qui résumait également, comme on l'a vu, l'émouvant réquisitoire patriotique de M. Wigand? Que l'on confronte, par exemple, la figure du fusilier Tewsen avec l'image que nous nous étions toujours faite, jusqu'ici, du paysan ou du soldat allemand! L'horizon intellectuel n'a guère changé, — car il faut savoir qu'il n'y a pas jusqu'au « malin » Tewsen qui ne nous laisse deviner une profonde bêtise, dans les lettres qu'il écrit pour son propre compte ou pour celui de ses « bonnes amies : » — mais que sont devenues l'ancienne probité et l'ancienne rêverie, toutes les manifestations traditionnelles du *gemüth* germanique (1)? Et, semblablement, quel abîme entre l'ancien idéal de la vie allemande, dans les classes supérieures de la société, et celui qui inspire les différens membres de la famille von Traubach! Je ne parle pas simplement de l'égoïsme éhonté et quasi inconscient qu'attestait, tout à l'heure, l'attitude de la femme et de la fille du général en présence d'une nouvelle qui aurait fait bondir de joie le cœur de la Française la plus apathique : mais dans toutes les aspirations et dans toutes les jouissances de ces « raffinés, » quel triomphe écœurant de la « matière, » quelle platitude sensuelle et prosaïque, et combien tout cela nous transporte loin des touchantes peintures de Mme de Staël ! Comment s'étonner, après cela, de l'affirmation toute récente d'un rédacteur de la *Deutsche Rundschau*, assu-

(1) J'ajouterai que tous les jours, depuis deux mois, les journaux populaires allemands rapportent à leurs lecteurs émerveillés de nouveaux exploits accomplis, en Belgique ou chez nous, par de malins « héros » de l'espèce du fusilier Tewsen. Ce matin encore, le *Daily Mail* empruntait à l'un de ces journaux le récit de l'aventure de deux dragons westphaliens qui, se voyant surpris par un petit groupe de nos fantassins, « ont fait semblant de se rendre, » et puis, au moment où le sergent français s'approchait pour prendre les carabines qu'ils paraissaient vouloir lui livrer, lui ont fait sauter la cervelle et se sont enfuis. Le récit est intitulé : *Ein kühner Reiterstückchen*, « un ingénieux petit tour de cavaliers. »

rant que « l'on ne trouverait plus aujourd'hui en Allemagne 2 000 personnes dont l'esprit et le cœur fussent demeurés fidèles à l'ancien idéal de Gœthe, tout-puissant sur les âmes allemandes d'il y a encore cinquante ans ? »

« Dégénérescence, » telle est aussi, comme je le disais le mois passé, la conclusion qui ressort d'un roman de Carry Brachvogel, *Les Héritiers* : à cela près que, cette fois, l'auteur admet expressément l'infériorité intellectuelle et morale de l'Allemagne d'aujourd'hui vis-à-vis de celle de jadis, tandis qu'il paraît bien que M. von Schlicht, au contraire, regarde sa Centa von Traubach et son fusilier Tewsen comme des fruits d'une « culture » sensiblement supérieure à celle qui produisait naguère les Charlotte et les Gretchen, les chevaleresques héros de Schiller et les personnages délicieusement ingénus des idylles campagnardes de Frédéric Reuter. Après quoi, ainsi que je le disais encore, l'auteur des *Héritiers* se met en devoir de rechercher les causes de cette déchéance de la société allemande contemporaine ; et j'ajouterai tout de suite que la solution qu'il apporte au problème nous est d'avance suggérée par le titre de son roman. Les « héritiers », dont il nous expose l'émouvante destinée, ce sont précisément les pareils des von Traubach et des Heinrich Tewsen, comme aussi de ces officiers et de ces soldats que nous décrivait, l'autre jour, l'instructive brochure du capitaine Pommer. Ou, pour mieux dire, c'est toute la société allemande de maintenant qui se trouve contrainte à porter, sur ses faibles épaules, l' « héritage » de la victoire de 1870 ; et sous ce poids trop lourd, voici que, de plus en plus, elle perd pied et s'affaisse, — sauf pour elle à puiser un surcroît de vigueur factice dans l'abus d'excitans passagers et malsains !

Fils d'humbles artisan de la Westphalie, Karl Stackmann a eu la chance inespérée d'épouser la veuve d'un fabricant de couleurs dans la maison duquel son intelligence et son zèle lui avaient valu déjà de s'élever au rang de contremaître. Son mariage a eu lieu à la veille même de la campagne franco-prussienne ; et bientôt « l'élan colossal de prospérité et de développement industriels qui était né de la victoire des armées allemandes » a fait de lui quelque chose comme un « roi de la couleur, » l'un des plus riches et importans personnages de l'Allemagne nouvelle. Lui-même, cependant, s'est d'abord assez heureusement accommodé de sa brusque fortune, conservant parmi le luxe pompeux de son *palazzo* ses vertus natives d'énergie plébéienne, d'âpre ténacité, d'attachement aux croyances religieuses et aux scru-

pules moraux de sa race. Mais en vain il a tâché par tous les moyens à maintenir ces précieuses vertus dans l'âme de ses deux fils, Fritz et Oscar, destinés l'un et l'autre, malgré la profonde différence de leurs natures, à succomber misérablement sous le fardeau d'un « héritage » trop soudain de loisir et de bien-être, comme aussi, sans doute, d'un « héritage » trop écrasant d'orgueil national et de « culture » européenne. Fritz, l'aîné, tombe dans la plus basse crapule, et n'évite la prison qu'en s'enfuyant d'Allemagne. Et quant à son frère, Oscar, — le véritable héros du roman, — celui-là a beau s'être bourré la tête de littérature et de science : l'excès même de son « intellectualisme » non seulement le rend incapable de toute action personnelle, mais encore a pour effet d'empoisonner ou de tarir en lui toutes les sources de la joie de vivre. Aussi bien n'y a-t-il pas jusqu'au vieux Karl Stackmann qui, presque au terme de sa longue carrière de travail et de rigide discipline intérieure, ne finisse par subir l'influence de l'atmosphère de pourriture morale créée autour de lui par un « élan » trop « colossal » de « prospérité et de développement industriels. » Semblable au vieux romancier Gustave Freytag, dont je rappelais naguère ici la répugnante aventure amoureuse (1), il s'abandonne librement aux caresses d'une toute jeune femme; et l'auteur nous montre ce vieillard de plus de soixante-dix ans se réjouissant, au total, de la déchéance de ses deux fils, — dont les reproches auraient risqué de le troubler dans son tardif apprentissage de plaisirs sottement dédaignés depuis sa jeunesse !

Encore ne s'en faut-il pas de beaucoup que le vieux Stackmann se trouve à jamais empêché de connaître ces plaisirs. Au cours d'un dernier entretien avec son fils cadet Oscar, il avoue à celui-ci qu'il a su et complaisamment toléré, naguère, les relations amoureuses de son fils aîné avec une jeune nièce, élevée par charité dans sa maison. Indigné d'un tel aveu, Oscar lui crie au visage le mot d' « entremetteur, » si bien que le vieillard se jette sur lui. « Ce qu'il voulait n'était pas de le châtier, comme autrefois son Fritz. Non : il voulait écraser la bouche, le cerveau qui avaient trouvé l'odieuse parole. Oscar saisit les deux poignets levés contre lui. Muets et frémissans, les deux hommes luttaient, tous les deux envahis d'un puissant instinct qui leur faisait oublier leur situation réciproque et le reste des choses... Enfin un violent effort permit à Oscar de rejeter son père dans son fauteuil. Sans plus s'occuper de lui, il s'enfuit de la chambre. »

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1913.

Impossible de lire cette histoire des Stackmann sans être tenté de la comparer à l'aventure que nous raconte l'inoubliable *Étape* de M. Paul Bourget. De part et d'autre, nous assistons à la chute fatale de pauvres créatures humaines qui ont marché trop vite, négligeant de s'arrêter aux « étapes » qu'elles rencontraient en chemin : mais avec cette différence que, dans le roman de Carry Brachvogel, la chute des Stackmann n'est pas, comme dans l'œuvre française, une catastrophe isolée, individuelle, et dont la faute puisse être imputée seulement à ses pitoyables victimes. C'est la société allemande tout entière, à chacun de ses degrés, qui porte aujourd'hui la peine de son excès de hâte ; et, au-dessus comme au-dessous de la famille des Stackmann, il n'y a peut-être pas en Allemagne une seule famille où le romancier n'aurait eu de quoi nous montrer des symptômes analogues de « dégénérescence » intellectuelle et morale, résultant de la même cause qui a entraîné, selon lui, la ruine tragique des deux fils de l'austère et robuste fabricant de couleurs.

Des « héritiers, » ou, plus exactement encore, de modestes petits bourgeois qui se trouvent avoir gagné un gros lot : tels nous apparaissent ces Allemands qu'un immense coup de fortune imprévu a brusquement transformés, depuis bientôt un demi-siècle, en une nation de vainqueurs et de maîtres du monde. Quoi d'étonnant que, enivrés par leur chance, ils aient laissé grandir en eux, d'année en année, ce fol orgueil national dont je parlais tout à l'heure, et qui me semble bien avoir eu pour résultats, à son tour, la plupart des travers ou des vices que s'accordent à nous signaler, comme on l'a vu, des écrivains aussi différens que le capitaine Pommer, M. Curt Wigand, et Carry Brachvogel? J'ai trouvé tout justement, dans *Les Héritiers*, un témoignage bien caractéristique de cet orgueil improvisé d'une race à laquelle on aurait plutôt reproché, jusque-là, de nourrir trop de respect pour les « cultures » étrangères. Le jeune « intellectuel » Oscar Stackmann, au sortir de l'Université, est venu compléter en Italie sa formation spirituelle ; et voici les impressions que fait naître en lui le spectacle de Rome :

Il montait toujours plus haut, jusqu'à l'endroit où, en pleine lumière de midi, se déployaient devant lui les puissantes ruines du palais d'Adrien. Là, tout était si énorme, si surhumain et cyclopéen, qu'il se sentait envahi d'une inquiétude, changée bientôt en une profonde angoisse. C'était comme si la colonne d'air qu'il avait à supporter était brusquement devenue une colonne de bronze. Il lui semblait que des mains de géans

invisibles s'appesantissaient sur ses épaules, et que derrière lui, sortant des galeries ensoleillées du Palatin, s'avançait vers lui le pas rampant de la Louve.

Tout ce qu'il avait lu et appris concernant Rome, tout ce qu'il en avait rêvé et espéré, s'écroulait à présent comme un misérable tas de cendres...

Il comprenait maintenant ce qui avait causé la perte des Hohenstaufen. Ils n'avaient point péri parce qu'ils avaient osé s'attaquer au pouvoir des papes ; c'était Rome même qui les avait anéantis, ce monde latin dont l'atmosphère était pour eux aussi irrespirable que s'ils avaient eu à vivre sur les sommets de l'Himalaya... Et aujourd'hui encore ce monde était prêt à anéantir leurs descendans : il dévorait sans pitié quiconque se risquait à l'approcher. Ne suffisait-il pas de voir les troupes nombreuses d'étrangers, et surtout d'Allemands, qui, lui ayant donné leur cœur en pâture, espéraient ingénument retirer de cette offrande une force nouvelle?...

Avec la vigueur victorieuse d'une race encore toute fraîche, Oscar se mettait en défense contre ce danger. Non, il ne céderait pas à la louve romaine ce qu'il y avait en lui de plus intime et de plus profond!... Il aurait voulu écraser sous ses pieds la pierre rouge sur laquelle, jadis, avaient coutume de s'agenouiller les empereurs allemands. Désormais les hommes de sa race devaient se tenir debout en face de Rome, sans autre pensée que de lui ravir le secret qui, durant les siècles, lui avait permis de vaincre le monde et de le dominer. Tout ce qui, jadis, s'était abaissé sur cette pierre rouge, il le sentait maintenant se redresser, triomphalement. Il lui semblait éprouver en soi tout le souffle puissant d'un peuple entier qui avait enfin réussi à secouer l'ancienne emprise de l'Ouest et du Sud, et qui, maintenant, avec une énergie inspirée, levait fièrement son regard vers des cieux nouveaux. où déjà commençaient à se refléter les incendies de lointains ennemis inconnus.

Ces « incendies, » — que l'auteur nous annonçait sans nous dire s'ils seraient allumés ou simplement subis par les futurs ennemis de la race allemande, — nous voyons depuis deux mois de quelle manière les compatriotes d'Oscar Stackmann sont en train de les répandre tout au long de leur passage, dans l'enivrement funeste d'un orgueil qui, non content de les aveugler sur leur véritable valeur, les porte encore à tenir pour légitimes les plus folles impulsions de leurs instincts grossiers, librement déchaînés. Et tandis que, suivant toute apparence, le plus grand nombre des incendiaires de Louvain et de Dinant, de Senlis et de Reims, ne procèdent à leur œuvre de dévastation que sous la seule influence de cette « joie de nuire » dont nous parlait, l'autre jour, M. Curt Wigand, il nous est curieux d'apprendre que plus d'un parmi eux, — à l'exemple du jeune « intellectuel » dressé en face de l'ancienne Rome avec « la vigueur victorieuse d'une race toute fraîche, » — aspirent vraiment à venger sur nous la honte

séculaire d'une trop docile soumission des âmes allemandes à notre « culture » latine. Décidément Henri Heine ne s'était pas trompé, ou plutôt l'étudiant « vieil-allemand » qui, un soir, dans une brasserie de Gœttingue, affirmait au poète de l'*Intermezzo* qu'un moment viendrait où l'Allemagne s'aviserait enfin de demander raison aux Français « de la mort de Conradin de Hohenstaufen, décapité par eux à Naples il y avait sept siècles. » Dans l'enivrement de son orgueil, l'Allemagne « qui n'oublie rien » a cru le moment venu où rien ne pouvait plus l'empêcher de « régler » avec nous ce vieux « compte-» là, et vingt autres pareils. N'entendions-nous pas, hier encore, des Oscar Stackmann de toute catégorie, une légion bruyante de *privat-docent* ou de « conseillers secrets, » revendiquer fièrement pour la politique, pour l'industrie, pour la science allemandes le privilège d'avoir désormais « ravi à Rome le secret qui jadis lui avait permis de dominer le monde ? »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il est impossible, en ce moment, de parler d'autre chose que de la guerre et il l'est aussi de le faire aussi complètement qu'on le voudrait, car les nouvelles qui nous sont données par les communiqués officiels sont, comme on le sait, de la plus grande brièveté. Peut-être y a-t-il là quelque exagération de laconisme, mais comme le défaut contraire aurait encore bien plus d'inconvéniens et qu'il est difficile de rester dans la juste mesure, prenons ce qu'on nous donne sans demander davantage. Nous avons dit déjà que les journaux anglais étaient plus abondamment renseignés que les nôtres et nous pouvons sans doute profiter de leurs renseignemens, mais non pas toujours en faire profiter nos lecteurs : ce serait nous exposer aux ciseaux de la censure. Il n'est pas un journal, même parmi les plus prudens, qui ne subisse des suppressions, marquées dans leurs colonnes par de nombreuses et quelquefois de longues taches blanches. Se soumettre à ce régime est un devoir et nous nous y soumettons. Combien de fois cependant n'avons-nous pas éprouvé le sentiment que le comte Albert de Mun, en commençant son dernier article, publié après sa mort dans *l'Écho de Paris*, exprimait ces termes : « Vrai ! Il faut avoir comme moi la confiance chevillée dans l'âme pour résister au régime des communiqués. » Comme lui, nous avons la confiance chevillée dans l'âme et si fortement même que des revers provisoires ne l'en feraient pas sortir.

Rien, d'ailleurs, ne fait prévoir des accidens de ce genre. La chute d'Anvers, dont la nouvelle est venue nous frapper pendant que nous écrivions, est un grand malheur, une grande douleur; mais elle ne changera pas le dénouement de la guerre. La situation générale reste satisfaisante. Si on la compare à ce qu'elle était il y a un mois, le progrès est trop sensible pour que nous n'y trouvions pas un encouragement. Il y a un mois, nos armées avaient battu en retraite

depuis Mons et Charleroi jusqu'à la Marne. La sécurité de Paris n'était rien moins qu'assurée. Elle était menacée par la marche rapide, audacieuse, téméraire du général von Kluck dont le canon retentissait déjà à nos oreilles. Aujourd'hui nous sommes revenus tout près de la frontière belge, dans le voisinage de la mer du Nord. C'est le moment qu'a choisi M. le Président de la République, et il a eu raison, pour rendre à nos armées une visite qui, dit-il dans sa lettre au ministre de la Guerre, a été « profondément émouvante. » Elle lui a permis de constater chez nos soldats « les impérissables vertus militaires qui ont fait, depuis de longs siècles, la force de notre race et la grandeur de notre pays. » Il a reconnu dans ces troupes magnifiques la « synthèse vivante de l'énergie nationale. » Il a indiqué et mis en relief la qualité maîtresse à laquelle elles devront la victoire, « qui ne sera pas seulement le prix de la bravoure, mais celui de la persévérance et de la ténacité. » Ce sont là, en effet, les vertus essentielles du soldat moderne. M. Poincaré, après avoir visité le général Joffre dans son état-major, est allé voir le général French dans le sien. Le télégramme qu'il a adressé au roi d'Angleterre et celui qu'il en a reçu sont une nouvelle manifestation de la solidarité des deux armées, solidarité qui ne tient pas seulement à la communauté des intérêts : elle a une base non moins solide dans la réciprocité de l'estime et de la confiance. Anglais et Français sont vraiment frères d'armes. Ils combattent pour la même cause qui est celle de la civilisation et de la liberté. Nous parlons de la liberté des nations et de leur indépendance auxquelles l'Allemagne, domestiquée par la Prusse, prétend imposer le poids étouffant de son hégémonie. Quant à la civilisation, elle est sans doute mieux représentée par les descendans de ceux qui ont construit la cathédrale de Reims que par les barbares qui l'ont incendiée. La victoire allemande, si le malheur voulait qu'elle se produisît, serait un recul de l'humanité. Nous recommandons à ceux qui pourraient en douter encore, la lecture de la belle lettre que M. Émile Boutroux, un des hommes qui connaissent le mieux l'Allemagne, nous a fait l'honneur de nous écrire et que nous reproduisons en tête du présent numéro de la *Revue*.

S'il est impossible de suivre les mouvemens militaires dans leurs détails, il faut cependant indiquer le caractère général qu'ils ont dans l'ensemble. Ce caractère leur est donné par les procédés de la guerre moderne et par les dernières manœuvres stratégiques. Avant l'ouverture des hostilités, on raisonnait beaucoup sur ce que devaient être désormais les procédés de la guerre, mais, quelque vraisemblables

que fussent les hypothèses auxquelles on se livrait, l'épreuve seule devait montrer dans quelle mesure elles se trouveraient conformes à la réalité. Napoléon a dit, dans des pages admirables qu'il a consacrées à commenter les *Commentaires* de César, qu'il n'y a rien de nouveau à la guerre, sauf les armes qui portent plus ou moins loin, font plus ou moins de ravages, et modifient par là les conditions de la tactique sur le champ de bataille, sans changer les principes de la stratégie. Les fusils et les canons portent dix fois plus loin qu'autrefois et la rapidité du tir a plus que décuplé. Dès lors, comment s'étonner que les fronts de bataille occupent une étendue qui est aussi beaucoup plus considérable ? Les plus grandes batailles d'autrefois paraissent mesquines à côté de celles de maintenant. Il fallait y déployer autant de génie, car les proportions ne font rien à la chose, et autant de courage, quoique ce courage eût une autre forme ; mais il était difficile de se rendre bien compte, avant d'en avoir fait l'expérience, de l'immense quantité d'hommes dont on aurait besoin pour remplir les intervalles sur un front aussi démesuré.

Ces masses numériques, si elles ne sont pas absolument une nouveauté, ont changé l'allure des batailles et les ont malheureusement rendues plus meurtrières. Nous avons dit que le courage se manifestait aujourd'hui autrement qu'autrefois. Autrefois, en effet il consistait à se jeter en avant et à faire des charges héroïques : il consiste à présent à subir sans broncher sous le feu, — et quel feu ! — aussi longtemps que le commandement le juge nécessaire, les coups d'un ennemi lointain et invisible. On disait autrefois de l'infanterie qu'elle était la reine des batailles : aujourd'hui, c'est plutôt à l'artillerie qu'on attribuera cette qualité. Les batailles auxquelles nous assistons sont d'immenses combats d'artillerie. Pour toutes ces raisons, le soldat, qui autrefois se contentait pour se dissimuler de se servir du terrain tel qu'il était, fait maintenant davantage ; il se met sous terre. Il quitte un moment le fusil pour prendre la pelle et la pioche et creuse des fossés, des retranchemens dans lesquels il se met à couvert. Et cela non plus n'est pas absolument une nouveauté, car il n'y en a pas à la guerre plus qu'ailleurs, mais jamais le procédé ne s'était généralisé comme nous venons de le voir et n'avait pris un développement aussi prodigieux. Pourquoi ne pas le dire ? Les Allemands se sont montrés du premier coup des maîtres consommés dans ce nouveau système de guerre, qui a été évidemment chez eux le résultat de mûres réflexions, de longues études, d'une préparation très attentive, très prévoyante. Après avoir perdu la bataille

de la Marne, ils ont battu en retraite avec une précipitation qui n'a pas été exempte de quelque désordre, mais ce désordre a été de courte durée, car ils savaient fort bien où ils allaient ; ils avaient préparé, machiné d'avance la ligne de défense où ils s'étaient proposé de s'arrêter. C'est alors qu'a commencé sur l'Aisne cette seconde bataille, qui dure depuis un mois et n'est pas encore terminée au moment où nous sommes. On était surpris autrefois par l'offensive de l'ennemi, on l'est aujourd'hui par sa défensive ; mais la surprise est d'une autre sorte : elle oblige à s'armer de patience. Au lieu de livrer une bataille dans l'ancienne acception du mot, nous avons à faire un siège, et un siège aussi interminable par l'étendue du front assiégé, que par la durée de la résistance. Les Allemands ne se sont pas contentés de le soutenir derrière leurs fortifications improvisées : ils ont fait des sorties fréquentes, presque continuelles, auxquelles ils ont apporté un acharnement furieux, mais qui ont été presque toujours repoussées. Ils se terraient alors dans leurs retranchemens, pour recommencer bientôt. Inutile de dire que nous avons profité de leur exemple et que nous nous sommes, nous aussi, couverts de retranchemens dont nous étions toujours prêts à nous élancer, soit pour refouler l'ennemi, soit pour l'attaquer. Mais la situation ne changeait guère, et on pouvait même se demander si elle changerait jamais. Les jours, les semaines passaient. On se faisait une guerre d'usure : une armée cherchait à épuiser l'autre par les fatigues qu'elle lui imposait ; malheureusement, elle se les imposait aussi à elle-même. Le souvenir des lignes de Torrès-Vedras revenait à la mémoire. La différence est que ces fameuses lignes n'avaient que quelques kilomètres de long, tandis que celles de l'Aisne en avaient plusieurs centaines. La ressemblance était dans le fait que, comme les Anglais à Torrès-Vedras, les Allemands et nous pouvions nous ravitailler indéfiniment en vivres et en munitions. A moins d'un hasard favorable, on n'apercevait pas la fin de cette guerre de siège, qui n'est pas celle dont notre caractère national s'accommode le mieux.

Le seul moyen d'en sortir était une manœuvre stratégique de grande envergure. Quand on a pu supposer que l'ennemi était suffisamment fatigué, nous avons vu se dessiner cette manœuvre, qui consistait à déborder son aile droite et à menacer par derrière la ligne de défense qu'il avait si fortement établie et si obstinément défendue. L'ennemi ne pouvait pas laisser couper sa ligne de retraite et de ravitaillement : s'il risquait de la perdre, il devait reculer. Ici nous

entrons dans les faits du jour : il s'agit d'une opération qui n'est pas terminée, nous serons donc très bref. Mais il ne peut y avoir aucun inconvénient à dire ce que tout le monde voit. A mesure que nous remontions de l'Ouest vers le Nord, l'ennemi allongeait son front de bataille et remontait avec nous pour nous faire face. Poursuivant notre manœuvre, nous montions encore : il continuait de monter aussi. Peu à peu, le combat se ralentissait sur le reste du champ de bataille, au centre surtout : évidemment, l'ennemi puisait là des hommes pour les porter sur un nouveau front et nous faisions de même. Il semblait qu'une immense pompe aspirante attirât les deux armées, d'abord dans la direction de l'Oise et de la Somme, puis aux sources de l'Escaut, puis plus au Nord encore. On a signalé enfin d'importantes masses de cavalerie allemande du côté d'Armentières. D'où venaient-elles? De Belgique sans doute. Que couvraient-elles? Qu'annonçaient-elles? On ne le sait pas, on ne nous le dit pas encore. Quoi qu'il en soit, la bataille principale s'est complètement déplacée; elle n'est plus sur l'Aisne, bien qu'on continue de s'y battre, ni sur la Meuse où la vigueur du combat s'est à peine ralentie. Elle est sur un point difficile à déterminer exactement entre Lille, Armentières, Maubeuge, et aussi du côté de Roye où l'ennemi essaie visiblement de rompre et d'enfoncer notre ligne. C'est sur ces points que tous les regards se portent. La bataille s'y poursuit avec acharnement, et rien n'est plus naturel, car les conséquences de la victoire ou de la défaite seront très graves, sans toutefois être décisives. Il n'est pas douteux que les deux armées se sont ménagé, ont préparé derrière elles de nouvelles lignes de défense, où elles prolongeront la lutte avec la même obstination dont elles viennent de donner la preuve éclatante. La conclusion est que la guerre sera longue et que M. le Président de la République a eu grandement raison de dire que la victoire sera « le prix de la persévérance et de la ténacité. »

Mais quelle guerre ! Du côté allemand, elle continue d'être atroce. On cite tous les jours des exemples nouveaux de la férocité sauvage qui fait vraiment de nos ennemis ceux de l'humanité elle-même. Parmi les documens tombés récemment entre nos mains, on a trouvé un journal de route dans lequel un officier du 178e régiment d'infanterie (12e corps d'armée saxon) écrivait ses impressions au jour le jour : et c'est, soit dit en passant, un trait curieux de la psychologie allemande que cette démangeaison d'écrire qu'éprouvent et à laquelle cèdent tous les soirs les officiers d'une armée pourtant si occupée. Les nôtres croient avoir mieux à faire, ne fût-ce que de dormir quand ils le peuvent. Il faut

rendre aux officiers allemands la justice que, dans leurs écritures, ils sont véridiques : ils les rédigent pour eux, pour leurs familles, pour l'histoire peut-être, sans se douter qu'elles peuvent arriver à une autre adresse. Nous serons aussi indiscrets que nos journaux qui ont reproduit les courts, mais vifs récits de l'officier saxon. Le 17 août, il est en Belgique et il écrit : « Je visite le petit château qui appartient à un secrétaire du roi des Belges. Nos hommes se sont conduits comme des vandales. D'abord on a pillé la cave et on y a tout bouleversé. On a même fait des tentatives d'effraction sur le coffre-fort. Tout est pêle-mêle : de magnifiques meubles, des soieries, des porcelaines brisées. Nos hommes ont emporté un tas de choses inutiles, pour le simple plaisir de piller. » L'officier saxon, lui, a des instincts moins sauvages, mais aussi moins désintéressés : il ne pille pas pour le simple plaisir de le faire. « Moi-même, dit-il, je n'ai pu m'empêcher d'emporter par-ci par-là de petits souvenirs. J'ai trouvé un superbe imperméable et un appareil photographique que je destine à Félix. » Heureux Félix ! Heureux officier qui sera désormais à l'abri de l'humidité ! Mais ce ne sont là que des peccadilles et il y a mieux, beaucoup mieux : notre officier saxon en est lui-même par momens effarouché. Le 23 août, sa compagnie est canonnée et se replie. « Nos hommes, lisons-nous, disent qu'ils ne peuvent plus avancer parce que les francs-tireurs les fusillent des maisons. On s'empare des soi-disant francs-tireurs et on les place sur trois rangs pour qu'un même coup de fusil abatte trois hommes à la fois. Nous prenons position le long de la Meuse. Nos hommes se sont comportés comme des vandales (encore !) Tout a été bouleversé. Le spectacle des cadavres des habitans tués défie toute description. Il ne reste plus une seule maison debout. Nous retirons de tous les coins les survivans les uns après les autres et on fusille en bloc, hommes, femmes et enfans trouvés dans un cloître qui a été incendié. » Le 26 août, la colonne arrive dans d'autres villages : « La population, écrit notre homme, avait averti les Français du passage de nos troupes, aussi mettons-nous le feu au village après avoir fusillé le curé et quelques habitans... Nous franchissons la frontière française et cantonnons à Guy-d'Ossus. Le village est en feu ; cette pittoresque petite commune a été incendiée, bien qu'innocente. Un cycliste, en tombant, avait fait partir son fusil. Il prétend aussitôt qu'on avait tiré sur lui. Là-dessus on a jeté tous les habitans dans les flammes. De telles horreurs ne se reproduiront plus, je l'espère. A Leppes, on a tué 200 habitans, parmi lesquels il devait se trouver des innocens. A l'avenir, on devra procéder à une enquête et établir la

culpabilité des gens avant de les fusiller. » Et ce n'est pas tout, mais il faut se borner. Aussi bien, en voilà assez de ces horreurs ! L'officier qui les avoue, en a vaguement honte, traite à plusieurs reprises ses soldats de vandales, et néanmoins participe au pillage des maisons, n'est pas exempt de quelque mélancolie. La peur le prend et, se trouvant, le 22 septembre, à Anifontaine, il écrit : « Je suis convaincu que ce pays-ci nous servira de tombeau. » Peut-être a-t-il dit vrai en ce qui le concerne, puisque son carnet de marche est passé de ses mains dans les nôtres.

Si la guerre met cruellement à nu les plus mauvais instincts de la bête humaine, elle développe aussi chez l'homme civilisé les plus hautes qualités du cœur, exalte le patriotisme, pousse au sacrifice de soi-même et, dans un grand pays, réalise, au moins pour un moment, l'union de tous dans une même pensée et un même sentiment. C'est alors que la générosité foncière d'une race se retrouve et se manifeste. La mort du comte Albert de Mun vient d'en donner un exemple de plus. Il n'y a peut-être pas eu en France, dans notre génération, une âme plus noble que la sienne, servie par une éloquence plus généreuse. Portant pour lui-même le désintéressement à ses dernières limites, la chaleur de ses convictions imposait à tous le respect et sa bonne grâce la sympathie. C'est de lui surtout qu'on pouvait dire qu'il avait des adversaires, mais non pas d'ennemis. Grâce à cet ensemble de qualités, il s'était fait au Palais-Bourbon une situation particulière. Royer-Collard disait à Martignac : « La Chambre est vaine de vous. » Il y avait quelque chose de cela dans le sentiment que M. de Mun inspirait à la Chambre actuelle, si différente pourtant de celles de la Restauration. Si M. de Mun était mort à un moment ordinaire, sa disparition aurait été un deuil pour le Parlement ; aujourd'hui, elle en a été un pour la France entière, parce que, depuis quelques semaines, elle s'était accoutumée à entendre tous les matins sa voix s'élever dans un journal et qu'elle prenait volontiers cette voix pour la sienne. Elle y retrouvait, dans une langue chaude et sonore, ce qu'elle pensait, ce qu'elle sentait, ce qu'elle espérait surtout, et elle avait, en quelque sorte, adopté M. de Mun pour son interprète. Aussi sa mort a-t-elle servi une fois de plus à manifester l'union de tous les partis dans la seule religion qui n'a pas d'infidèles, celle de la patrie. Ce n'est pas seulement M. le président de la République qui a tenu à exprimer ses sentimens de condoléance à la famille du défunt : il n'est pas jusqu'à M. Vaillant, ancien membre de la Commune, qui ne s'incline aujourd'hui devant le cercueil de M. de Mun. « Dans l'effort commun de

salut public, écrit-il, ce n'est plus de l'histoire politique des partis, mais de la défense nationale qu'il s'agit. » On a vu, il y a un moment, ce que la guerre peut déchaîner d'appétits monstrueux et de fureurs sanguinaires dans une race violente et grossière : nous aimons à détourner les yeux de ce spectacle pour constater ce qu'elle peut faire de bien dans une race supérieure. Notre souhait le plus ardent est qu'après la guerre, il reste quelque chose de la paix qu'elle a fait régner entre les cœurs français.

Revenons aux opérations militaires : nos esprits ne peuvent d'ailleurs pas s'en détourner longtemps ; nos destinées sont l'enjeu de leurs combinaisons. Nous avons dit ce qu'elles avaient été en France et le point autour duquel elles se développent aujourd'hui. Mais elles ne sont pas isolées, elles se rattachent étroitement aux opérations correspondantes qui se poursuivent en Belgique. On ne saurait exagérer la reconnaissance que nous devons aux Belges et à leur Roi. Ce dernier, qui s'était déjà attiré l'estime de l'Europe par la conscience scrupuleuse qu'il mettait à l'accomplissement de ses devoirs, a manifesté tout d'un coup des qualités encore plus hautes, celles qui dans l'histoire ont été l'honneur des grands chefs d'État et des grands chefs d'armée, et il n'y a pas à douter que ces qualités viennent du cœur. Le roi Albert a été, à Anvers, l'âme de la résistance ; et il a lutté jusqu'au bout. Malgré cet effort, Anvers a succombé : l'héroïsme ne suffisait pas pour le sauver. Nous avons fait, l'Angleterre et nous, tout ce qui était possible pour lui porter secours : les renforts que nous avons envoyés n'ont pas suffi. C'est le samedi 10 octobre que la nouvelle de la chute d'Anvers est arrivée à Paris : elle y a produit une émotion, une affliction profondes. La Belgique n'avait pas mérité cela ! Nous nous sommes sentis atteints par le coup qui la frappait, et nous nous sommes demandé avec inquiétude quelle était la portée militaire de l'événement. Qu'était devenu le roi Albert ? Avait-il été fait prisonnier ? L'armée qui défendait Anvers avait-elle été obligée de se rendre ? Le matériel de guerre que la ville renfermait était-il tombé entre les mains de l'ennemi ? Grâce à Dieu, rien de pareil n'était arrivé. Le Roi, l'armée avaient pu gagner la campagne dès le début du bombardement, avec armes et bagages. Ce qu'on avait été obligé d'en laisser dans la ville avait été en partie détruit. L'effet moral de la chute d'Anvers reste infiniment douloureux, les conséquences matérielles sont très atténuées. L'armée allemande occupe la place, mais on ne voit pas bien ce qu'elle pourra en faire : en tout cas, elle continuera de trouver une armée belge libre de ses mouvemens devant elle, aussi

intrépide, aussi résolue que jamais. Que de grands exemples les Belges nous ont donnés et nous donneront certainement encore ! Ce n'est pas seulement à la guerre qu'ils ont repoussé les assauts de l'Allemagne ; il ne leur a pas fallu moins de caractère pour repousser les tentatives insinuantes de sa diplomatie. On sait aujourd'hui, par de récentes publications, les propositions qui ont été faites par l'Allemagne à la Belgique pour l'amener à ne pas prolonger sa résistance. Ne l'avait-elle pas soutenue assez longtemps ? N'avait-elle pas fait, et largement, tout ce que l'honneur exigeait ? Certes, la Belgique aurait pu se laisser tenter par ses suggestions insidieuses, car la prolongation de la guerre sur son territoire meurtri et piétiné est pour elle une souffrance cruelle. Mais elle n'en a rien fait. Bien qu'elle n'ait pas signé la Déclaration de Londres, elle se sent liée à l'Angleterre, à la France, et à la Russie dans la lutte qu'elles poursuivent en commun. Qui pourrait songer à séparer son sort de celui de ses alliés lorsque la Belgique, au milieu du sang et des flammes, continue fidèlement et fièrement à confondre le sien avec le leur ? Il lui a été donné de se montrer aussi grande dans l'ordre politique que dans l'ordre militaire. et, quelque belle que soit son histoire, au cours de laquelle elle a résisté victorieusement à tant de tyrannies diverses, elle en écrit aujourd'hui la page la plus glorieuse.

Regardons maintenant vers l'Est ; nous sommes solidaires de la Russie comme de la Belgique ; les succès des Russes sont les nôtres comme le seraient leurs revers s'ils en avaient, mais les nouvelles qui nous viennent de leur côté sont, en ce moment, très bonnes. La guerre est rude aussi pour eux, car ils ont affaire à deux adversaires à la fois, l'Allemagne et l'Autriche, mais les ressources dont ils disposent leur permettent de pourvoir à une double résistance. Résistance n'est pas assez dire : les Russes attaquent, ce sont les Allemands et les Autrichiens qui résistent et heureusement ils le font mal. Nous avons parlé, il y a quelques jours, des nouveaux succès que les Russes avaient eus sur les Autrichiens : ils en ont, depuis lors, remporté un autre sur les Allemands, et ce n'est pas le moins méritoire des deux, car il a été le plus difficile et le plus disputé. Il fallait s'attendre à ce qu'il le fût. Peut-être, au début de la campagne, nos alliés Russes ne l'avaient-ils pas suffisamment fait. Avec leur courage impétueux, ils étaient, sous les ordres du général Rennenkampf, entrés dans la Prusse orientale et avaient poussé une pointe hardie jusqu'à Kœnigsberg. Rien n'a résisté à leur premier élan. Ils avaient devant eux des troupes allemandes de la landwher qui ont été

brisées par le choc, mais qui se sont assez rapidement reformées et ont pris à leur tour l'offensive. Elles étaient commandées par le général de Hindenburg, dont les premiers succès ont causé en Allemagne un immense enthousiasme : le général de Hindenburg était devenu un héros. Il avait pénétré dans la Pologne russe et occupé une partie de son territoire, notamment les gouvernemens de Souvalki et de Lomza. La fortune paraissant les favoriser sur ce point, les Allemands y ont porté tout leur effort. Des troupes nouvelles y ont été envoyées et finalement le passage du Niémen a été tenté. Mais les Russes s'étaient ressaisis, et les Allemands ont rencontré une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas. Ils ont été défaits à Augustow ; la Pologne russe a été complètement expurgée de leur présence et le général Rennenkampf a commencé contre eux une poursuite qui, cette fois, a été heureuse. Le grand-duc Nicolas, général en chef de l'armée russe, a adressé à M. Millerand, en le priant d'en faire part au général Joffre, un télégramme lui annonçant sa victoire, et le général Joffre a été heureux d'envoyer, au nom de l'armée française, de chaudes félicitations à l'armée russe et à son chef. C'est là un succès dont nous devons en effet grandement nous réjouir, car il place l'armée russe, déjà victorieuse des Autrichiens, dans une situation militaire excellente. Rien toutefois n'est encore décisif. Notre propre expérience nous a appris ce que les Allemands savent faire, avec quelle habileté, avec quelle ténacité ils s'accrochent au terrain et s'y enfouissent même pour se défendre après un échec. Nos alliés russes doivent s'attendre aux mêmes difficultés que nous, mais ils sont en nombre pour y faire face. Chez eux surtout, encore plus que chez nous, on parle de millions d'hommes comme on faisait autrefois de cent mille et le réservoir où on les puise paraît être intarissable. De leur côté, la guerre ne fait que commencer, car jusqu'ici leur mobilisation n'était pas terminée; peut-être ne l'est-elle jamais en Russie d'une manière complète, précisément parce qu'il y a toujours d'autres hommes à lever; mais elle est assez avancée pour que l'Empereur Nicolas soit venu prendre le commandement de l'armée. C'est là un fait significatif et qui annonce des événemens importans. L'Empereur a établi son quartier général à Brest-Litovsk, en arrière de Varsovie. Sous la direction de généraux habiles et résolus, sa présence exercera sur ses troupes une influence puissante et on peut s'attendre à une accélération prochaine dans la marche des Russes vers l'Ouest.

En dehors des opérations militaires qui, à l'Est de l'Europe,

prennent une allure favorable à nos alliés, un événement qui vient de se produire dans l'ordre politique peut contribuer aussi à faire pencher davantage la balance de leur côté. Le roi Charles de Roumanie est mort. Les Roumains doivent à sa mémoire respect et reconnaissance, car son long règne leur a été propice. Ce Hohenzollern, greffé sur un tronc latin, a été un bon roi. Il a fait preuve d'un esprit sensé, appliqué, éminemment pratique. Il a respecté les idées, les mœurs, les institutions du pays qu'il avait été appelé à gouverner. Il a été pour quelque chose dans ses développemens matériels et n'a pas contrarié son développement moral. Quant à la politique extérieure, ses sujets se reposaient sur lui, avec confiance, du soin de la conduire. Il en a été ainsi jusqu'à ces derniers temps. Tout d'un coup, au milieu de la crise actuelle, un désaccord s'est produit. Quelque intelligent qu'il soit, il est rare qu'un souverain étranger ne reste pas un étranger et les Roumains se sont aperçus que le roi Charles était resté un Allemand. Leur intérêt était du côté de la Triple-Entente : les sentimens du Roi étaient ailleurs. Que serait-il arrivé, s'il avait continué de vivre? Nous l'ignorons, et il est inutile de le rechercher. Quoi qu'il en soit, sa mort rendra à la politique roumaine une liberté à laquelle son autorité, qui était grande, apportait quelque entrave. Comment le gouvernement roumain en usera-t-il? On le saura bientôt; mais il est permis de dire que l'Autriche a perdu un ami au moment où elle avait le plus grand besoin de le conserver.

De cet ensemble d'événemens militaires et politiques, résulte une situation qui est de nature à inspirer des réflexions sérieuses aussi bien aux Allemands qu'aux Autrichiens. En ont-ils l'impression? Leurs journaux n'entrent pas en France, et nous ne les connaissons que très incomplètement par de rares citations qu'en font quelquefois d'autres journaux étrangers. Il semble bien, à les lire, que la confiance du début soit atténuée, bien que l'arrogance reste la même. Les journaux allemands les plus graves commencent à avouer que la tâche est laborieuse, difficile, et qu'il faut s'attendre à ce qu'elle soit longue. Mais, si elle est longue, qu'arrivera-t-il? L'état-major allemand avait compté surtout, pour assurer le succès de son plan, sur la foudroyante rapidité de son exécution. On a beaucoup cité, dans la presse, la conversation si intéressante que sir E. Goschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, a eue avec le ministre des Affaires étrangères, M. de Jagow, à la veille de la déclaration de guerre : nous n'en reproduirons qu'un court fragment. Cherchant à justifier la violation de la neutralité belge : « C'est pour nous, a dit M. de Jagow,

une question de vie ou de mort, » et cette expression a été reprise un peu après par le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg. Il fallait aller vite, et, vouloir forcer la frontière française, hérissée de forteresses, aurait amené « une grosse perte de temps. Cette perte de temps, continue le ministre, aurait été autant de temps gagné par les Russes pour amener leurs troupes sur la frontière allemande. Agir avec rapidité, voilà le maître atout de l'Allemagne ; celui de la Russie est d'avoir d'inépuisables ressources en soldats. » On ne saurait refuser aux hommes d'État allemands l'art des formules lapidaires qui enferment beaucoup de sens en peu de mots. Nous regrettons qu'ils ne nous aient pas dit quel était le maître atout de la France. Ils ne nous l'auraient pas appris, mais nous aurions trouvé piquant de le tenir de leur bouche. Ils avaient sans doute quelque estime pour nous, puisqu'ils ne reculaient, pour être plus certains de nous battre, devant aucune violation du droit des gens. Ils n'avaient un sentiment contraire que pour la « méprisable petite armée du général French, » comme l'a dit rageusement l'Empereur. Cette petite armée s'élève aujourd'hui à 250 000 hommes, et il en vient tous les jours de nouveaux.

Gardons-nous d'une confiance, non pas exagérée, mais prématurée, et tâchons d'acquérir une vertu qui ne nous est pas très naturelle, la patience.

Patience et longueur de temps
Font plus que force ni que rage,

a dit notre grand fabuliste. Et, après tout, nous devons penser que, si la rapidité était indispensable à l'Allemagne, la lenteur nous est utile. Elle est pénible sans doute ; elle coûte cher, si on songe à la quantité de vies humaines sacrifiées ; mais elle est d'un effet sûr. On peut d'ailleurs en juger d'après le résultat déjà acquis, si on compare, comme nous le faisions il y a un moment, notre situation d'il y a un mois à celle d'aujourd'hui.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-TROISIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er Septembre.

Pages.

A nos Lecteurs 5

La Neutralité belge, par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales 6

La Mobilisation financière, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales 18

Les Images d'Épinal, par M. Louis GILLET 33

Choses d'Allemagne. — Deux Méthodes diplomatiques, par M. Victor BÉRARD. 49

L'Alsace en 1814 et en 1914, par M. Pierre de QUIRIELLE 62

Revue littéraire. — Elle et Lui, par M. André BEAUNIER 82

Revues étrangères. — Les Principes et les Procédés de la Germanisation polonaise, par M. T. de WYZEWA 94

Revue scientifique. — Le Choléra, par M. Charles NORDMANN 106

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 117

Livraison du 15 Septembre.

Impressions d'un Combattant. — Notes de route, par M. Charles NORDMANN. 129

Le Pontificat de Pie X, par *** 146

La Défense économique de l'Angleterre, par M. Raphaël-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales 166

Les Opérations maritimes, par M. le contre-amiral DEGOUY 180

La prise de Constantinople par les Turcs en 1453, d'après un livre récent, par M. René PINON 189

Pages.

A travers les origines d'une Guerre, par M. Ernest DAUDET. 206

Patrice Mahon, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 222

Revues étrangères. — L'Ame allemande analysée et jugée par les Allemands, par M. T. de WYZEWA 233

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 244

Livraison du 1er Octobre.

Le Livre du prince de Bülow sur la politique allemande, par *** 257

La première réunion de l'Allemagne, de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public? par M. Jacques FLACH, de l'Académie des Sciences morales 281

La reine Hortense et le prince Louis. — L'Insurrection des Romagnes (février-mars 1831). — Extraits du *Journal* de Mlle Valérie MASUYER. 295

Les Effets de la guerre aux États-Unis, par M. Raphael-Georges LÉVY, de l'Académie des Sciences morales 326

Un nouveau Pontificat, par M. Georges GOYAU. 339

Une Voix lorraine. — Poésies de la Guerre, par M. André PÉRATÉ. 355

Revue littéraire. — L'auteur des *Paludes*, par M. André BEAUNIER. 360

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 372

Livraison du 15 Octobre.

L'Allemagne et la Guerre. — Lettre de M. Emile BOUTROUX, de l'Académie française 385

La Situation économique et financière de l'Allemagne après deux mois de guerre, par M. Raphael-Georges LEVY, de l'Académie des Sciences morales. 402

La Guerre vue d'une ambulance, par M. l'abbé Félix KLEIN, aumônier de l'Ambulance américaine. 427

La production agricole de la France en 1914 et l'alimentation publique, par M. Daniel ZOLLA 444

Les Opérations maritimes. — La Guerre sous-marine, par M. le contre-amiral DEGOUY 455

Les Origines et les Limites de la Neutralité italienne, par M. Giuseppe GALLAVRESI, de la Faculté des Lettres de Milan. 468

Essais et Notices. — Charles Péguy, par M. René DOUMIC, de l'Académie française 475

Revues étrangères. — L'Héritage des victoires de 1870, par M. T. de WYZEWA. 487

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 499

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52692.